CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT
UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT

Deuxième Conférence des Nations Unies sur les PAYS LES MOINS AVANCÉS

Second United Nations Conference on the LEAST DEVELOPED COUNTRIES

ARTICLES DE PRESSE

PRESS COVERAGE

PARIS
3 - 14 SEPTEMBRE 1990

UNCTAD/EDM/PDC/6

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT

Deuxième Conférence des Nations Unies sur les

PAYS LES MOINS AVANCÉS

Second United Nations Conference on the

LEAST DEVELOPED COUNTRIES

ARTICLES DE PRESSE

PRESS COVERAGE

PARIS
3 - 14 SEPTEMBRE 1990

READEX FICHE

Le présent recueil, qui n'est pas un document officiel, contient de copies d'articles de presse, y compris des traductions, dont le contenu ne reflète pas forcément l'opinion des Nations Unies.

The present book, which is not an official document, contains copies of press articles, including translations, which do not necessarily reflect the view of the United Nations.

Introduction

Le 14 septembre 1990, la communauté internationale réunie à Paris durant deux semaines dans le cadre de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les Pays les moins avancés (PMA) a adopté à l'unanimité un Programme substantiel d'action visant à stimuler le développement des 41 pays les plus pauvres du monde, qui comptent plus de 400 millions d'êtres humains. Cet heureux aboutissement est le point culminant de plus de deux ans de travaux préparatoires effectués par la CNUCED 1/ sur demande de l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans une déclaration finale, dite "Déclaration de Paris", les 150 Etats ayant participé à la Conférence ont pris l'engagement politique d'appliquer les mesures prévues au titre de ce Programme.

Plus de 400 journalistes ont suivi cet important événement international. Ce "Livre de presse", publié en deux volumes, rassemble les articles de journaux collectés par le secrétariat de la CNUCED. La Conférence a également fait l'objet de retransmissions radiodiffusées et télévisées. Les Centres d'information des Nations Unies ont activement coopéré à l'information des journalistes à travers le monde.

La Conférence a été solennelement ouverte le 3 septembre 1990 par MM. François Mitterrand, Président de la République française et Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général des Nations Unies. M. Roland Dumas, Ministre français des Affaires étrangères en a été élu Président. Sept Chefs d'Etat ou de Gouvernement et soixante-dix-huit ministres ou vice-ministres y ont pris la parole.

A l'issue des travaux, M. Kenneth K.S. Dadzie, Secrétaire général de la CNUCED et Secrétaire général de la Conférence, a déclaré aux journalistes que le nouveau Programme d'action constituait une amélioration sensible par rapport à celui adopté lors de la première Conférence en 1981. Le Programme est plus complet, plus clair et plus concret. En ce qui concerne l'aide publique au développement, l'approche adoptée par les donateurs devrait se traduire en engagements supérieurs à ceux des années 80. Ils prendront en outre des mesures substantielles en vue d'alléger le fardeau de la dette des PMA. Pour ce qui est des mesures nationales à adopter par les PMA eux-mêmes, le nouveau Programme met l'accent sur le renforcement du capital humain ainsi que sur le développement et la modernisation de l'infrastructure économique de ces pays. Le Programme ouvre par ailleurs de nouvelles perspectives quant aux mesures relatives au respect des droits de l'homme et au besoin de démocratisation, au rôle des femmes dans le développement, à l'esprit d'entreprise, au rôle des organisations non-gouvernementales et à l'importance des politiques démographiques et de l'environnement en tant qu'éléments fondamentaux du processus du développement.

1/ Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement dont le siège est à Genève.

./.

"Le Programme est une déclaration globale de stratégie et de politique de développement", devait dire M. Dadzie dans son allocution de clôture. Selon lui, l'un de ses aspects les plus importants est "la reconnaissance du fait que le développement centré sur le bien-être de l'homme est un processus beaucoup plus complexe que celui, linéaire, de la croissance. La participation démocratique et équitable de tous les acteurs sociaux à ce processus est essentielle. Dans le même temps, il ne saurait être question d'oublier que sans croissance économique dans les Pays les moins avancés, aucun autres des objectifs visés par le Programme ne pourra être atteint."

Service de l'élaboration des politiques
et de la communication
CNUCED
Novembre 1990

Le Programme d'Action pour les Pays les moins avancés pour les années 90 (A/CONF.147/Misc.9) peut-être obtenu auprès de la Section de la Documentation des Nations Unies, New York ou Genève.

(English text on last page)

LE FIGARO
1/2 septembre 1990

DÉVELOPPEMENT

Les Occidentaux au chevet des pays les moins avancés

La Conférence de Paris s'ouvre dans un contexte difficile. La crise du Golfe et les besoins d'investissements à l'Est vont peser sur le niveau d'aide aux PMA.

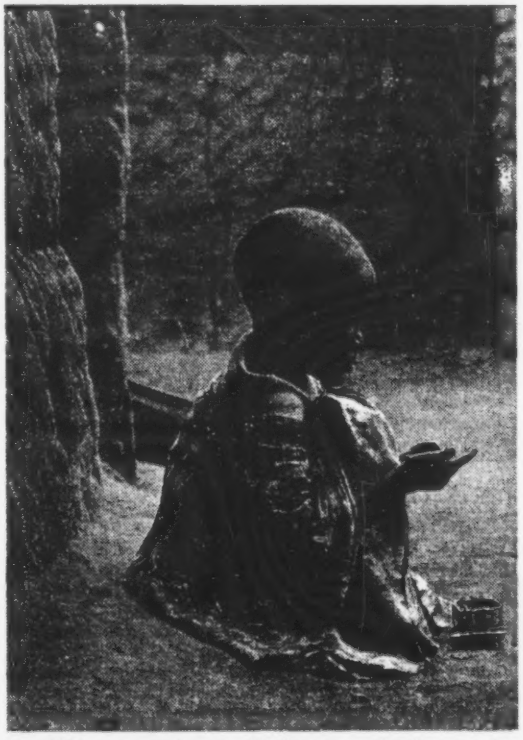
GENÈVE :
Laurent MOSSU

Fortement sollicités par l'Europe de l'Est, désormais affectés par la crise du Golfe, les pays occidentaux sont appelés à se pencher sur le sort des damnés de la terre. Les Nations unies convient en effet la communauté internationale à sortir du néant les 41 pays les moins avancés de la planète en mettant en œuvre un nouveau programme d'action. A partir de lundi et pendant deux semaines, Paris accueille la seconde conférence sur les PMA censée ouvrir à ces laissés-pour-compte – ils sont 400 millions – la voie du développement.

Selon le rapport de la Cnuced, la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement, cheville ouvrière de la session, les années 80 peuvent être globalement considérées pour les PMA comme « une décennie de régression ». Les espoirs nés de la première conférence, tenue en 1981, n'ont en aucune manière été exaucés. La situation économique et sociale du groupe a empiré.

Coût social de l'ajustement

Les programmes d'ajustement et de réadaptation ont certes été exécutés, mais leur coût social fut énorme alors que les courants d'assistance n'ont pas atteint les objectifs définis. Au lieu des 0,15 % du PNB, l'aide publique n'a pas dépassé 0,09 %. Aujourd'hui le produit intérieur brut des 41 États concernés – dont 28 se trouvent en Afrique – représente environ 100 milliards de dollars, soit un peu plus de 0,5 % du total mondial, alors qu'ils abritent le douzième de la population du globe. Le revenu moyen par habitant, qu'il faut comparer aux 921 dollars pour les autres pays en développement et aux 15 610 dollars dans les États industrialisés, était en 1987 de 227 dollars. Pour prendre l'exacte mesure de leur détresse, il suffit aussi de savoir que l'espérance de vie y est de 48 ans et que la mortalité infantile y atteint 140 pour 1000.



Les PMA ont mené une réflexion en profondeur sur les réformes indispensables à entreprendre eux-mêmes.
(Photo Claude Sauvageot.)

Droits de l'homme et démocratisation

Considérées jusqu'ici comme tabou, diverses questions touchant aux droits de l'homme et à la démocratisation des institutions feront l'objet de débats ouverts et intenses. On peut d'ailleurs penser qu'un lien sera établi entre leur prise en compte par les gouvernements concernés et l'octroi de l'aide extérieure. De même seront considérés comme essentiels les efforts en matière de protection de l'environnement et les encouragements apportés aux programmes de planification familiale.

Les grands marchandages prévus à Paris, où sont attendus neuf chefs d'État et de gouvernement et les délégations de plus de 150 pays, le plus souvent représentés au niveau ministériel, porteront sur le volume de l'aide financière extérieure et la charge de la dette. Le secrétariat de la Cnuced se prononce en faveur d'un objectif de 0,20 du PNB des pays donateurs pour la fin des années 90. Mais certains pays ne souhaitent pas qu'un pourcentage précis soit fixé. D'autres donateurs préconisent la réaffirmation de la cible de 0,15 % fixée en 1981. C'est le niveau que retient la France dans son projet – d'ailleurs très controversé – de déclaration finale. La Cnuced appuye quant à elle sa proposition de 0,20 sur une estimation selon laquelle un courant global de 36 milliards de dollars (à son niveau de 1988) est indispensable d'ici à l'an 2000 si l'on veut que les PMA enregistrent un taux annuel de croissance de 5 % à la fin des années 90.

Le service de la dette extérieure équivaut à quelque 3 milliards de dollars par an, absorbant ainsi le tiers environ des recettes d'exportations des PMA. En dépit des annulations, remises et autre mesures d'allègement, la dette représente encore 42 milliards de dollars. La réunion de Paris sera appelée à envisager un abaissement accru de ce fardeau.

Message de Mitterrand

Un intense travail préparatoire a été accompli au cours des derniers mois. Les pays les moins avancés ont mené une réflexion en profondeur sur les réformes indispensables à entreprendre eux-mêmes pour créer les conditions internes nécessaires à leur évolution. *« Les gouvernements des PMA sont les responsables au premier chef de leurs politiques de développement. A eux de décider de leurs orientations et de leurs priorités. »* Ce message de François Mitterrand, qui présidera la séance inaugurale, correspond parfaitement à la nouvelle philosophie. C'est aux PMA d'élaborer et de mettre en place leur politique. Et aux Occidentaux de créer l'environnement international favorable.

L. M.

LE MONDE DIPLOMATIQUE
Août 1990

L'ESPOIR DE QUATRE CENTS MILLIONS DE PAUVRES

En finir avec la marginalisation des nations déshéritées

PARIS se prépare à accueillir, du 3 au 14 septembre 1990, la seconde conférence sur les pays les moins avancés (PMA). Neuf ans après la première réunion, qui s'était tenue à Paris également, l'action pour aider les nations déshéritées reste dérisoire. Quarante et un pays, représentant plus de 400 millions d'êtres humains, se sont enfoncés un peu plus dans la crise et la pauvreté. Le récent sommet des sept Etats les plus riches, à Houston, n'a adopté aucune mesure pour en finir avec la marginalisation des PMA (la France a proposé un plan pour éponger la dette des pays à revenus intermédiaires, qui a été rejeté). Pourtant, les moyens existent ; s'ils étaient mis en œuvre par le Nord, ils permettraient d'amorcer un réel développement du Sud et contribueraient aussi à un équilibre plus harmonieux de la planète.

Par YVES BERTHELOT *

Les bouleversements récents sur la scène internationale, s'ajoutant à des évolutions de tendance longue, conduisent les pays occidentaux à concentrer leur action internationale sur quelques objectifs considérés comme prioritaires : l'appui aux démocraties naissantes et à la transition économique dans les pays d'Europe de l'Est ; le désarmement et la sécurité en Europe ; la prévention de risques écologiques majeurs et la sauvegarde de l'environnement ; la constitution d'ensembles économiques régionaux autour des trois pôles ouest-européen, nord-américain et japonais. Les efforts entrepris pour progresser dans ces différents domaines promettent un regain de prospérité économique, la consolidation de la paix et l'émergence de nouvelles formes de solidarité. Toutefois, ils ne produiront leur plein effet que dans la mesure où une mobilisation analogue se met en place au service d'un autre objectif, tout aussi prioritaire : la revitalisation des relations et de la coopération Nord-Sud.

La seconde conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA) (1) dont la CNUCED coordonne la préparation et l'organisation, arrive en temps opportun. Elle invite la communauté internationale à s'engager clairement pour que les pays les plus défavorisés, les plus vulnérables ne deviennent pas les « oubliés » de la planète.

Un tel engagement se justifie par l'ensemble des fragilités structurelles qui pèsent sur ces pays, faisant obstacle durablement à leur croissance et à leur développement. Les principales caractéristiques communes à la catégorie des PMA sont : produit national brut par habitant d'environ 220 dollars (soit 1/13 de la moyenne mondiale) ; économie désarticulée et très peu diversifiée ; faible capacité d'exportation, consistant en un nombre limité de produits de base traditionnels ; marché intérieur restreint ; ressources humaines profondément affectées par le manque de services d'éducation et de santé ; environnement naturel fragile (désertification, déforestation) limitant la productivité de l'agriculture ; handicaps géographiques (insularité, enclavement) nuisant à l'organisation et à l'expansion des échanges.

Le principe de coresponsabilité

CET ensemble d'obstacles structurels est aggravé par une très forte vulnérabilité aux chocs extérieurs – hausse des taux d'intérêt, chute des prix des matières premières, catastrophes naturelles. D'autre part, ces pays ne peuvent guère profiter des échanges internationaux compte tenu de leur position marginale dans l'économie mondiale : ils participent pour à peine 1 % au commerce international et ils se situent en marge de tous les grands courants technologiques et financiers. Enfin, cela les empêche le plus souvent de tirer un réel bénéfice des mesures internationales destinées aux pays en voie de développement dans leur ensemble.

C'est donc cette extrême fragilité qui légitime un traitement spécial en faveur des PMA. Le nouveau programme substantiel d'action adopté en 1981, lors de la première conférence des Nations unies sur les PMA, à Paris, en reconnaissait déjà la nécessité. Toutefois, aucun des grands objectifs économiques et sociaux qu'il fixait pour la décennie n'a été atteint, malgré les mesures préconisées. La situation des PMA s'est même gravement détériorée

* Secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

au cours des années 80. La majorité d'entre eux ont enregistré une croissance négative de leur production industrielle et agricole par habitant. Ils ont été confrontés à une désinvestissement dans de nombreux secteurs productifs ainsi qu'à une perte de marchés extérieurs. Les groupes de population les plus vulnérables ont été fortement touchés par l'accroissement du chômage et par la dégradation du fonctionnement des secteurs sociaux.

Cette évolution générale résulte de la conjugaison de politiques intérieures inadaptées, d'un soutien extérieur insuffisant et d'un environnement économique international défavorable. Il faut y ajouter des événements non prévus en 1981 qui ont précipité la crise : croissance de la dette extérieure ; effets déflationnistes liés à la mise en place de programmes d'ajustement structurel ; effondrement des prix des matières premières.

L'expérience de la décennie passée permet de dégager trois leçons principales. La première est qu'il n'existe pas de remède simple susceptible de lever, comme par miracle, les obstacles au développement de ces pays. Les PMA et la communauté internationale devront s'accorder à Paris sur un ensemble de mesures coordonnées et complémentaires pour renverser la tendance à l'appauvrissement et à la marginalisation. Celles-ci devront être mises en œuvre et poursuivies avec persévérance, et c'est la deuxième leçon de la décennie passée : pour que soient respectés les engagements pris et pour qu'ils se traduisent en actions concrètes, des mécanisme de suivi sont nécessaires. Enfin, l'expérience enseigne qu'inévitablement des événements imprévus (catastrophes naturelles, tensions politiques ou militaires, fortes fluctuations des cours des matières premières ou des taux d'intérêt) perturbent le bon déroulement des politiques mises en œuvre. Il importe donc de prévoir que les mécanismes de suivi garantissent une réaction rapide et suffisante.

La négociation a commencé. Beaucoup reste à faire, mais il existe déjà des acquis importants, en particulier l'accord très général sur le principe de coresponsabilité de la communauté internationale et des PMA dans le développement de ces derniers et donc d'un partenariat où les responsabilités des uns et des autres sont bien définies.

Les PMA sont pleinement responsables des stratégies nationales de développement. Ces politiques comportent notamment les axes prioritaires suivants : établissement d'un cadre macro-économique stable et orienté vers la croissance ; promotion de priorités sectorielles correspondant aux objectifs économiques et sociaux à long terme ; valorisation et mobilisation des ressources humaines ; lutte contre la pauvreté des groupes les plus vulnérables de la société. Les pays industrialisés ont, quant à eux, la responsabilité de créer un environnement international favorable et de fournir aux PMA les nécessaires appuis extérieurs : aide publique pour soutenir les programmes macro-économiques, sectoriels et de mise en valeur des ressources humaines ; allègement de la dette pour desserrer les contraintes financières externes ; financement compensatoire en cas de chute des prix des produits de base ; facilités d'accès aux marchés pour assurer des recettes extérieures prévisibles et stables.

Un défi majeur au système libéral

LE projet de programme d'action prévoit aussi des mécanismes de suivi aux échelons national, régional et global. Ils doivent essentiellement permettre d'adapter les objectifs et les mesures aux besoins spécifiques de chaque pays, de faire le lien entre la situation globale et les stratégies sectorielles, et de procéder à des révisions régulières de l'action concertée en fonction de l'évolution de l'environnement intérieur et international.

L'accord préliminaire sur la nécessité d'un partenariat renforcé et d'un suivi effectif constitue déjà un progrès notoire par rapport au programme d'action de 1981. Mais, pour donner une réelle portée opérationnelle à ce cadre général, il convient de parvenir à un accord dans cinq domaines-clés :

– **l'aide publique au développement :** les flux d'aide extérieure continuent à représenter pour le développement des PMA une source majeure de financement. Il est donc nécessaire qu'un objectif chiffré, réaliste mais à la mesure des besoins et représentant un réel engagement des pays donateurs, soit fixé à Paris. Il devrait être accompagné d'orientations communément acceptées pour l'amélioration de la qualité de l'aide. Celle-ci demande des changements de pratique et d'attitude tant du côté des donateurs que de celui des bénéficiaires, et les réformes devraient, en particulier, porter sur les conditions d'allocation, la coordination, les capacités de gestion et d'absorption, la décentralisation et la participation des populations ;

– **la dette extérieure :** l'encours de la dette des PMA représente en moyenne 72 % de leur produit nationnal brut annuel et le paiement de son service correspond à 27 % de leurs revenus d'exportation. Les mesures d'annulation ou de rééchelonnement permettent un ralentissement sensible du taux de croissance de l'endettement. Elles ne parviennent toutefois pas à en réduire la charge globale, condition indispensable pour la relance de la croissance

dans les PMA. Trois avancées décisives sont nécessaires : la remise de la dette publique bilatérale par les pays créditeurs qui ne l'ont pas encore fait, l'extension des mesures prises en 1988 lors du sommet de Toronto à l'ensemble des PMA et l'amélioration de leur terme et un accord de principe sur les facilités de remboursement de la dette multilatérale, dont les modalités (subvention des intérêts, schémas de refinancement) seraient précisées et confirmées ultérieurement dans les instances appropriées.

– **l'environnement :** la dégradation de l'environnement dans les pays les plus pauvres résulte précisément d'une conjugaison de la pauvreté, de la pression démographique et de catastrophes naturelles. Un appui spécifique est donc indispensable pour assurer une saine gestion des ressources naturelles, en fonction de la nature des écosystèmes locaux. Le principe devrait en être clairement reconnu. D'autre part, la préoccupation à l'égard de l'environnement ne devrait pas engendrer une nouvelle conditionnalité pour l'ensemble des projets de développement, elle doit rester compatible avec l'exigence d'une croissance soutenue ;

– **la mobilisation des ressources humaines et les droits de l'homme :** le projet de programme d'action soumis à la conférence souligne qu'il faut instituer, dans les PMA, un cadre permettant aux talents naturels de s'épanouir et à tous les agents de la société de participer pleinement au développement. Il ne s'agit pas seulement des agents économiques des secteurs public et privé, mais aussi d'autres forces actives dans la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales (ONG) et les femmes, dont le rôle dans les activités sociales et productives est clairement mis en valeur. En revanche, la question des droits de l'homme reste en suspens ; elle constitue pourtant un objectif en soi, qui a un impact déterminant sur le développement. En particulier, l'extension des libertés individuelles est nécessaire pour promouvoir les initiatives économiques. Toutefois, elle ne constitue pas une garantie de promotion des droits sociaux, également indispensables pour le fonctionnement et le progrès d'une société. Un dialogue devrait donc s'instaurer pour trouver les meilleures formes d'appui à la promotion des droits de l'homme dans leur ensemble, sans que celle-ci devienne une condition politique pour les autres mesures de soutien que nécessite à coup sûr le développement des PMA ;

– **la coopération avec d'autres pays en voie de développement :** de par leur taille ou leur localisation, beaucoup de PMA sont économiquement peu viables s'ils ne coopèrent pas avec leurs voisins. Cette coopération est donc un facteur essentiel de croissance, et elle doit à la fois porter sur les échanges commerciaux (accès aux marchés régionaux, garanties d'approvisionnement), les systèmes de transport, les activités productives (notamment sous forme d'entreprises mixtes), la recherche et la formation, la promotion des technologies, la réalisation de projets liés à la préservation de l'environnement et la mise en valeur des ressources naturelles, etc. Il serait souhaitable que, à Paris, des principes directeurs soient adoptés pour promouvoir cette dimension régionale du développement des PMA et en faire une priorité de la coopération technique.

Ainsi, la conférence de Paris doit traiter des principales questions de développement, en tenant compte de la spécificité des pays les plus pauvres de la planète.

L'effondrement des régimes marxistes pose un défi majeur au système libéral qui demeure le seul modèle de référence et qui pourtant n'a pas su, jusqu'à présent, contenir les phénomènes de marginalisation existant tant à l'intérieur des sociétés qu'entre les nations.

YVES BERTHELOT.

La décennie manquée

EN 1981 se tenait à Paris la première conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés. Des objectifs qui avaient alors été fixés, presque aucun n'a été atteint (1). Le taux de croissance annuel du produit intérieur brut global des PMA était censé passer à 7,2 %, il n'a été que de 2,2 %, inférieur à ce qu'il avait été durant la décennie 70. La production agricole devait augmenter de 4 % par an, elle a progressé de 2 % seulement, et la dépendance à l'égard des importations alimentaires s'est accrue. La production manufacturière devait croître de 9 % par an, le taux effectif a été de 2 %, soit moins que celui des années 70.

Le programme adopté en 1981 mettait l'accent sur la lutte contre l'analphabétisme, mais le nombre d'analphabètes a continué d'augmenter. L'aide publique au développement devait atteindre 0,15 % du PNB des donateurs, elle s'est limitée à 0,09 %. De plus, ce pourcentage correspond à l'aide aux 42 pays (2) inscrits sur la liste des PMA (au total 413 millions d'habitants), alors que les objectifs de 1981 avaient été fixés pour une liste qui n'en comptait que 31 (348 millions d'habitants).

La marginalisation du groupe des PMA dans l'économie internationale s'est accentuée : la part qu'ils occupent dans les exportations mondiales est tombée à 0,3 % contre 1,4 % en 1960.

(1) Lire *Eléments d'un programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés*, note du secrétariat de la CNUCED, Genève, 26 mars 1990.

(2) Désormais 41 après la fusion des deux Yémens.

(1) Le groupe des pays les moins avancés (PMA) comprend 41 pays en voie de développement, où vivent au total plus de 400 millions de personnes et ont un produit intérieur brut moyen par habitant légèrement supérieur à 200 dollars : Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée-Equatoriale, Haïti, Kiribati (anc. Iles Gilbert), Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar (Birmanie), Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Laos, Rwanda, Samoa, Sao-Tomé-et-Principe, Sierra-Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen.

Pour la plupart, ces pays souffrent d'au moins un grave handicap d'ordre géographique ou climatique – comme l'enclavement (15 pays), l'insularité jointe à l'éloignement (9 pays), la sécheresse et la désertification – et sont très exposés à des catastrophes telles que les cyclones, les inondations ou les tremblements de terre.

FINANCIAL TIMES
31 August 1990

Stopping the poor getting poorer

Peter Montagnon and Ian Davidson on UN talks to help 41 countries

A NEW effort to help the world's poorest nations in their struggle to reverse steeply declining living standards will be made at a two-week United Nations ministerial conference to be opened by President François Mitterrand in Paris on Monday.

The conference, only the second of its kind, will examine the fate of the 41 least developed countries, from Afghanistan to Yemen, with a combined population of more than 400m. It comes after a so-called "lost decade" for these countries, 27 of them African, which have signally failed to benefit from a special UN programme of action agreed in 1981.

According to the UN Conference on Trade and Development, sluggish growth rates and rising populations have left their per capita gross domestic product at only $227, way below the average for all developing countries. Low rates of industrialisation mean that they remain heavily dependent on commodity exports and, despite debt relief offered by industrial countries, their combined external indebtedness almost doubled to $69.3bn between 1982 and 1988.

The conference will examine what has gone wrong over the past decade and set new agenda for the 1990s. However, it appears unlikely that the industrial countries will have much to offer in the way of tangible extra help.

The 41 countries, soon to be increased to 42 with the addition of Liberia to the list, face a number of what Unctad calls "basic structural restraints". Generally small and afflicted by extreme poverty, as many as 15 are landlocked and nine are small islands.

French officials list a host of both external and internal reasons for the dismal record of the 1980s. The poorest countries have had to cope with falling commodity prices, debt problems, trade restraints, natural disasters and sometimes war. Internally they have been beset by the need to cope with rising populations, as well as economic and political mismanagement, which has brought bureaucracy, corruption and excessive military spending in its train.

LEAST DEVELOPED COUNTRIES: Key indicators

	41 least developed countries*	All developing countries
Population	402.4m	2,639.3m
GDP per capita (1987)	$227	$877
Manufacturing as % of GDP	8	20
Adult literacy (%)	32	58
Average life expectancy (years)	48	59

*List, based on combination of key indicators, is: Afghanistan, Bangladesh, Benin, Bhutan, Botswana, Burkina Faso, Burma, Burundi, Cape Verde, Central African Republic, Chad, Comoros, Djibouti, Equatorial Guinea, Gambia, Guinea, Guinea-Bissau, Haiti, Kiribati, Laos, Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Mauritania, Mozambique, Nepal, Niger, Rwanda, Samoa, Sao Tome and Principe, Sierra Leone, Somalia, Sudan, Togo, Tuvalu, Uganda, Tanzania, Vanuatu, Yemen

Source: United Nations

Also, say the French officials, there were serious weaknesses in the conduct of the first UN conference in 1981 on the least developed countries.The Substantial New Programme of Action agreed then was both ambitious and vague in defining policy reforms for the poor countries, setting unrealistic goals for growth without fixing priorities or framing policies. Its targets for increasing public development aid and stabilising commodity export revenues have not been met by all donor countries; and there was not enough structured follow-up.

Yet there is little chance of donor nations now agreeing to one of the main proposals on the agenda – a firm commitment to spend at least 0.15 per cent of their gross national product on aid to this group of countries. If met, without any substantial increase in the amount of aid available, this would fundamentally alter patterns of aid spending.

Indeed, the question of how aid flows should be carved up is likely to be one of the most contentious areas of discussion in an age when the reforming countries of Eastern Europe – as well as from impoverished oil-importing countries – are making new calls on the limited aid budgets of the industrialised West.

Currently the 41 countries receive aid equivalent to 0.09 per cent of donor countries' GNP. France has proposed that this be increased to the 1981 target of 0.15 per cent by 1995. This figure is close to its own spending and is more than met by the high-spending aid donors of Scandinavia. The least developed countries themselves have proposed a higher ratio of 0.2 per cent.

Many industrial countries, however, are resisting such a target. The US figure for aid to the least developed countries is only 0.04 per cent of GNP, that of Japan only 0.07 per cent. Since these two countries are easily the two largest Western aid donors, their figures weigh down the average and both are reluctant to agree to the target.

Moreover, overall aid spending by both Japan and the UK amounts to only some 0.3 per cent of GNP. Were they to meet the target, they would have to divert large amounts of aid on present trends to the 41 least developed countries. Japanese aid spending would shift away from its "client" countries in Asia to Africa where it already suffers from a lack of development expertise.

The UK would have to divert money away from India, which is its largest single aid recipient and took nearly £100m last year. Though poor, India is not officially listed by the UN as "least developed" because of its relatively high rate of industrialisation and literacy.

The poor countries, eight of which will be represented by their heads of state to the meeting, can also expect little joy in their demands for increased debt relief and more open access for their goods in industrial country markets. The first is felt to be more appropriate for the forthcoming annual meetings of the International Monetary Fund and World Bank, the second for the Uruguay Round of multilateral trade negotiations which is due to end in December.

Instead, industrial countries are likely to renew their calls for "good" government in the least developed countries. This means not only the adoption of market-orientated economic adjustment programmes, but also of programmes – becoming increasingly fashionable in development policy thinking – to attack absolute poverty by improving health care, basic education and raising the status of women.

In addition, UK officials say, good government also requires a measure of political reform to promote pluralism and respect for human rights. All of this increases public accountability of government and raises development prospects. In the absence of much greater financial help, it remains to be seen, however, whether the poorest countries will regard this as anything more than a gratuitous attempt to interfere in their domestic political affairs.

Le Monde

2/3 septembre 1990

Le quart-monde oublié

ALORS que la « drôle de guerre » se poursuit au Proche-Orient, Paris s'apprête à accueillir, pendant douze jours, les représentants de la planète pauvre. M. François Mitterrand donnera, lundi 3 septembre, au siège de l'UNESCO, le coup d'envoi de la Conférence ministérielle de l'ONU sur les PMA, pays les moins avancés. Ces quarante et un Etats, « les plus pauvres parmi les pauvres », tenteront de convaincre les pays industrialisés d'accroître leur aide au développement, au moment où ces derniers ont manifestement d'autres chats à fouetter. Après l'éclatement de l'empire soviétique, la crise du Golfe, et son coût qui s'annonce exorbitant, retiennent actuellement – et sans doute pour longtemps – toute l'attention des riches.

L'Asie, le Pacifique, l'Amérique latine et surtout l'Afrique – plus de la moitié des pays représentés – ont besoin, de façon vitale, d'un sursaut de solidarité. Les conséquences pétrolières de la crise du Golfe ne sont jamais qu'une menace supplémentaire pour des économies largement dévastées et surendettées. Il s'agit d'un cercle vicieux puisque l'absence de structures et de ressources s'accompagne souvent des ravages causés par la sous-administration, les troubles politiques, les dictatures militaires ou encore les maladies endémiques.

TRENTE ans après les décolonisations, la dérive du quart-monde ne parvient que rarement à retenir durablement l'attention. La « lassitude de la compassion » et l'absence d'une réelle volonté d'en sortir expliquent que l'Occident n'accorde pas la priorité à la résorption de ces poches de misère.

Le chef de l'Etat a bien l'intention de rappeler leurs promesses aux pays dits donateurs : en 1981, ils s'étaient engagés à consacrer à l'aide aux PMA 0,15 % de leur produit national brut, ce qu'ils sont loin de faire. Il plaidera en faveur d'un effort pour enrayer la marginalisation d'un groupe de pays qui s'accroît d'une décennie sur l'autre.

MÊME si la crise du Golfe domine aujourd'hui les préoccupations des pays occidentaux, les uns et les autres ont également d'autres priorités. L'Europe de l'Ouest s'inquiète non sans raison du fardeau que représentent ses voisins orientaux, et du délabrement avancé de l'Union soviétique. En outre, à l'heure de la nouvelle détente, l'extinction définitive de foyers régionaux de tension accapare plus les énergies que les efforts à longue haleine pour sortir du sous-développement la majorité des Etats du monde. Les guerres civiles au Libéria ou à Sri-Lanka, si meurtrières soient-elles, paraissent lointaines et « exotiques » alors que les Grands sont plus occupés à résoudre les conflits afghan ou cambodgien dans lesquels ils pourraient être directement impliqués. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si le président Najibullah a saisi l'aubaine de la conférence de Paris pour faire son entrée sur la scène internationale.

Malgré un contexte peu favorable, cette réunion des PMA aura au moins le mérite de rappeler que si l'on ne s'attaque pas aux causes réelles du sous-développement il ne sert à rien d'en dénoncer les effets. Il y va de la survie de plus de quatre cents millions d'hommes.

les Echos

3 septembre 1990

NATIONS UNIES ◆ **Les 41 pays les moins avancés**

Initiative française attendue à la conférence des PMA

La communauté internationale se penche pendant douze jours à Paris sur l'avenir des pays les plus pauvres de la planète, au moment où la crise du Golfe risque d'approfondir le marasme ambiant.

◆ **La conférence des pays les moins avancés (PMA) (1)**, qui s'ouvre ce matin à Paris sous l'égide des Nations unies, arrive-t-elle à point nommé ou à contre-courant en raison de la crise du Golfe ? L'actualité n'est pas tendre pour ces 41 pays les plus pauvres du monde qui, avec les pays fournisseurs d'aide, vont tenter, du 3 au 14 septembre, d'explorer les moyens d'accélérer leur développement au cours des années 1990.

On s'attendait à la veille de la réunion à ce que les fameux « thèmes mobilisateurs » prévus (environnement, recherche, population, santé) soient quelque peu bousculés par la crise pétrolière et économique qui se profile : le renchérissement du pétrole, les risques d'une baisse de la croissance dans les pays développés et d'une hausse des taux d'intérêt épargneront moins que d'autres ces 41 pays d'Afrique, d'Asie du Sud-Est, d'Océanie et des Caraïbes, à la traîne de l'économie mondiale.

Déjà, le bilan des dix années écoulées depuis la première conférence du genre, tenue à Paris en 1981, est abrupt. Les objectifs définis d'un commun accord entre PMA et pays développés dans le « Nouveau programme substantiel d'action pour les années 80 » n'ont été réalisés qu'à moins de 40 % en moyenne. La CNUCED reconnaît elle-même que « *globalement* » la situation de ce groupe de pays (ils n'étaient que 31 en 1981) a continué à se détériorer au cours de la « *très décevante* » dernière décennie.

On y voit généralement l'effet du poids énorme de la dette extérieure, la baisse des cours des matières premières et la persistance des difficultés d'accès aux marchés des pays industrialisés. Les fameux « programmes d'ajustement structurel » imposés par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale ont également joué un rôle appauvrissant, commencent à affirmer certaines organisations multilatérales comme la CNUCED. Et souvent, les pays en développement n'ont pas fait les efforts nécessaires.

Un PIB par habitant en recul depuis 10 ans

Les résultats de cette dérive sont impressionnants. Le PIB par habitant des pays les moins avancés a, en fait, reculé depuis dix ans. La croissance moyenne annuelle du PIB des PMA devait être de 7,2 % ; elle n'a été que de 2,3 %, inférieure à celle de la décennie 70 (+ 3,4 %) et, surtout, à celle de la population (+ 2,4 %). L'épargne intérieure s'est affaiblie et l'investissement a fléchi chaque année de 2 % en moyenne entre 1980 et 1987. La production agricole — essentielle pour ces pays — n'a augmenté que de 1,6 % sur la période 1980-1988 contre les 4 % attendus.

Ces chiffres bruts s'accompagnent d'une véritable marginalisation des PMA dans l'économie internationale. Sur fond de détérioration des termes de l'échange, leur part dans les exportations mondiales, insignifiante il y a trente ans (1,4 %), est aujourd'hui « *dérisoire* », selon la CNUCED : elle est tombée à 0,3 % en 1988. Des données révélatrices de leur poids économique sur la scène internationale : les PMA et leurs 413 millions d'habitants ne représentent au total que 0,7 % du PIB mondial.

Pour ne rien arranger, le soutien financier aux PMA s'est fait attendre. Il devait atteindre 0,15 % du PIB des pays donateurs au terme des dix dernières années : il atteint, en fait, péniblement 0,09 %. L'aide des pays développés aux PMA est actuellement d'environ 12 milliards de dollars. Il faudra tripler cette somme d'ici à l'an 2000 pour parvenir à un niveau correspondant à leurs besoins.

Propositions de Paris sur la dette

Les années 80 ont connu la décélération générale des transferts financiers réels aux pays en développement, y compris aux PMA, en raison du ralentissement des apports d'aide publique au développement (APD) en volume, au moment même d'une chute libre des apports privés de capitaux. Les conséquences de ces évolutions sur la dette extérieure ont été très lourdes : l'endettement des PMA a pratiquement doublé entre 1982 et 1988, en passant de 35,8 milliards de dollars à 69,3 milliards, soit plus de 70 % de leur PIB ; le service de leur dette est en moyenne égal à 27 % de leurs exportations et absorbe le tiers de l'aide publique au développement.

Sur ce plan, les PMA font pourtant parfois paradoxalement l'objet de l'envie de certains pays dits « à revenus intermédiaires » : jusqu'ici, les — modestes — annulations de dettes consenties par les pays développés se sont concentrées sur les pays les plus pauvres. Trente-quatre PMA ont bénéficié d'allégements de leur dette envers les pays développés occidentaux pour un total de 3 milliards de dollars.

Depuis le sommet de Toronto, le Club de Paris applique par ailleurs aux PMA des conditions de rééchelonnement particulièrement douces. Mais, à l'évidence, les efforts des pays donateurs ont été sporadiques et, surtout, consentis seulement lorsque s'imposait la quasi-certitude d'un non-remboursement, constate la CNUCED, en écrivant sèchement dans son rapport 1989 : « *La question de la réduction de la dette n'a pas été considérée dans la perspective du développement des PMA.* »

On s'attend à ce qu'à l'ouverture de la conférence ministérielle de l'ONU, François Mitterrand fasse aujourd'hui une nouvelle proposition d'allégement de la dette des pays les plus pauvres : la France pourrait annoncer l'extension à l'ensemble des PMA — c'est-à-dire au-delà de l'Afrique — du plan de Dakar (annulation de la dette bilatérale publique envers les 35 pays les plus déshérités d'Afrique, au printemps 1989) et de l'initiative de La Baule de juin dernier (la France n'accorde plus que des dons aux PMA d'Afrique).

A la veille de la conférence, on se consolait du côté des pays développés en soulignant que le recul global des PMA cache en fait bon nombre de succès sectoriels. Sans oublier un aspect essentiel des choses : les récents succès des Nations unies, qui se « relèvent » de la période d'affrontement Est-Ouest, et le nouveau « concert des nations » dans le domaine politique, ne peuvent que souligner sur le plan économique le déséquilibre grandissant et criant entre Nord et Sud.

Daniel Bastien

(1) Sont considérés comme PMA les pays ayant un PIB annuel par habitant inférieur à 427 dollars, un taux d'alphabétisation inférieur à 20 % et un secteur manufacturier réalisant moins de 10 % du PIB.

LES 41 PAYS LES MOINS AVANCES DANS LE MONDE

Idé infographie

Libération

3 septembre 1990

DESESPERANT

DIX ANS DE PERDUS POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Ils étaient 31 en 1981. Ils sont aujourd'hui 41 dans le « club » des PMA, les plus pauvres des pays pauvres. Un constat d'échec, au moment où s'ouvre à Paris une conférence des Nations-Unies qui leur est consacrée. Et alors que la hausse du prix du baril vient les frapper de plein fouet.

Une décennie perdue. En dix ans, les plus pauvres d'entre les plus pauvres se sont enfoncés un peu plus profond dans le bourbier du sous-développement. Et ils sont toujours plus nombreux. Aujourd'hui, un homme sur dix vit dans l'un des 41 « pays les moins avancés » ou PMA, dont le sort va être discuté pendant douze jours à Paris. On attend de François Mitterrand, qui ouvrira cet après-midi la deuxième conférence ministérielle de l'ONU sur les PMA (la première s'est tenue en 1981), qu'il présente de nouvelles propositions françaises aux représentants de la communauté internationale. Tous les pays membres des Nations-Unies ont été invités, y compris l'Irak et le Koweït qui pourraient s'y retrouver.

Le moment ne pouvait être plus défavorable. Du financement des économies est-européennes à la crise du Golfe, les pays fournisseurs de l'aide dont vivent les PMA ont bien d'autres sujets de préoccupation. Mais le moment a-t-il jamais été favorable ? On peut en douter, au vu du peu d'empressement des pays riches à suivre le catalogue de recommandations qu'ils avaient adopté en 1981.

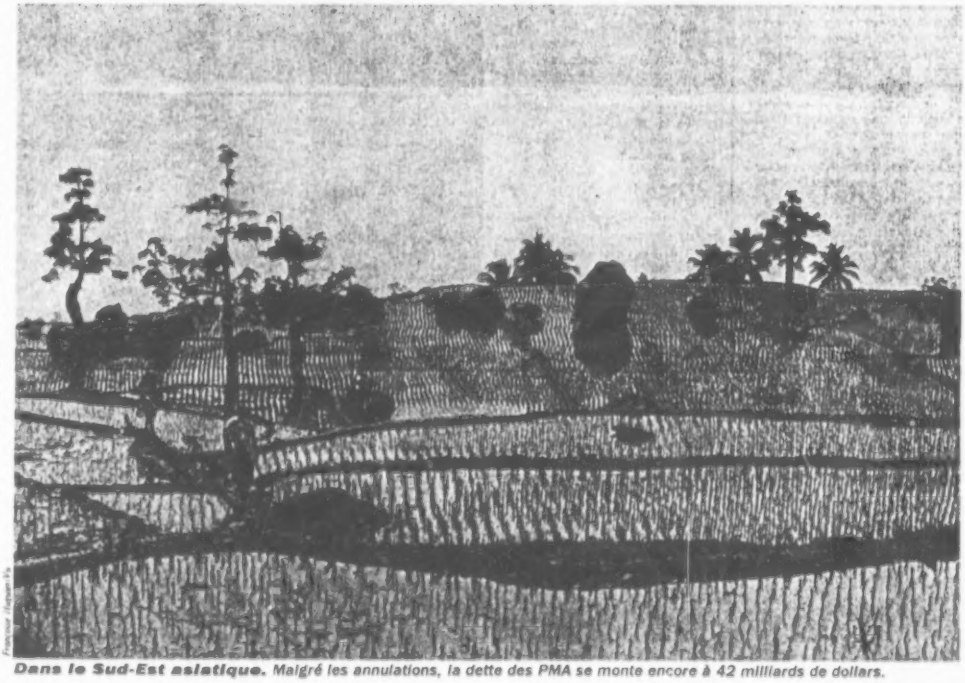
Les pays donateurs avaient alors accepté de consacrer 0,15% de leur PNB aux PMA. Cet objectif était considéré comme le minimum nécessaire au développement de ces pays. Neuf ans après, le pourcentage est exactement le même qu'en 1981, soit 0,09%. En 1989, le volume d'aide s'est monté à 12 milliards de dollars (un peu moins que le budget annuel du ministère français de l'Intérieur), à se partager entre 41 Etats. Selon la CNUCED, il faudrait 36 milliards de dollars par an pour que les PMA enregistrent un taux annuel de croissance de 5% à la fin de la décennie.

Et pourtant, pour ces pays, c'est peu dire qu'il y a urgence. Le renchérissement du prix du pétrole va peser sur leurs économies sinistrées comme un dernier coup du sort. Aucun n'est producteur. Ils consacrent environ un tiers de leurs recettes à l'achat de brut. Un approvisionnement déjà coûteux, puisqu'ils ne disposent pas d'infrastructures fiables et que, faute de moyens financiers, ils sont forcés d'acheter leur pétrole par petites quantités sans pouvoir se protéger contre les retournements du marché. Il faut imaginer ce que peut représenter une hausse de 10 dollars le baril pour des pays dont le revenu moyen par habitant est de 200 dollars par an...

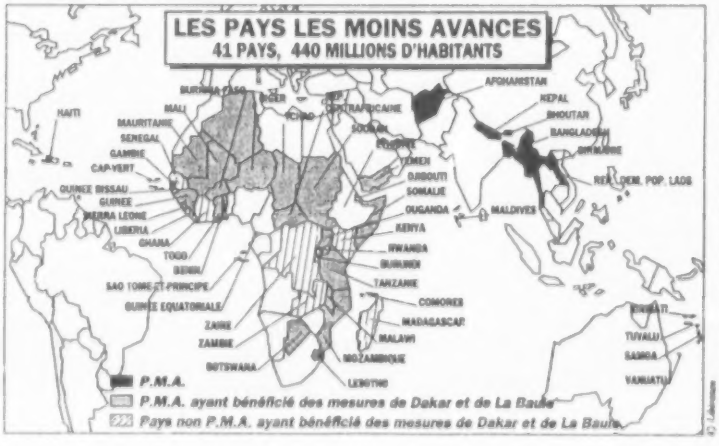
La spécificité des PMA, concept qui date de 1971, par rapport aux autres pays en développement peut paraître artificielle. Elle repose sur trois critères : le produit intérieur brut par habitant, dont les montants minimaux et maximaux sont régulièrement mis à jour ; la part du secteur manufacturier dans le PIB, inférieure à 10% ; le taux d'alphabétisation des adultes, seul critère social, y est inférieur à 20%.

En dehors de ces distingos officiels, les PMA partagent avec d'autres pays quelques sombres caractéristiques, comme une dette extérieure trop lourde pour des économies peu productives. Malgré les différentes mesures d'annulation et d'allégement, la dette totale des PMA se monte encore à 42 milliards de dollars, et son remboursement engloutit un tiers de leurs recettes d'exportation. Autres fléaux : un taux de croissance économique (2,3% en moyenne) plus lent que l'accroissement démographique ; une économie dépendante de la production et de l'exportation d'un ou de

●●●



Dans le Sud-Est asiatique. *Malgré les annulations, la dette des PMA se monte encore à 42 milliards de dollars.*



LIBERATION (suite)

•••

deux produits; une espérance de vie de 49 ans et une mortalité infantile qui atteint un désespérant 140 pour 1 000... Sur les 41 PMA, 28 se trouvent en Afrique subsaharienne.

Aucun pays n'a jusqu'ici réussi à sortir de ce club des maudits. Au contraire. De 31 en 1981, leur nombre est passé à 42, puis à 41 cette année, mais à cause de la fusion des deux Yémens. Un pays devrait joindre le club d'ici à la fin de l'année, le Liberia. Monrovia en avait fait la demande avant de s'enfoncer dans la guerre civile. On peut penser que les pays donateurs profiteront de l'occasion pour rappeler que les gouvernements des PMA sont en partie responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent.

Mais les errements des gouvernements des pays les plus pauvres n'expliquent pas, à eux seuls, comment ces 41 pays ont été progressivement marginalisés. Dans son document préparatoire, la partie française avance deux explications à cet échec: *« Une crise du développement, marquée par la multiplication des impératifs d'ajustement structurel », « une crise des flux financiers »* et *« une concentration de l'aide publique au développement sur le financement de l'ajustement et le traitement de la dette »*. Pas assez d'argent, trop de dette. En plus de convaincre ses partenaires de respecter les engagements pris en 1981, notamment sur le volume de l'aide à fournir, Paris pourrait tenter une nouvelle percée sur le terrain de l'allégement de la dette bilatérale et multilatérale de ces pays.

La deuxième conférence sur les PMA a toutes les chances d'être une occasion perdue, commentent pour leur part les représentants de différentes organisations non gouvernementales (ONG) travaillant sur les pays en développement. Le problème de l'aide au développement n'est pas que quantitatif. Contrairement aux pays industrialisés, où les flux financiers irriguent largement les agents économiques, ces flux, dans les PMA, ne touchent que les dirigeants, l'administration et quelques intermédiaires. Avec toutes les erreurs et les abus que peut créer un tel système. Les pays en développement sont parsemés de ces « éléphants blancs », barrages sans système d'irrigation, centraux téléphoniques sans téléphones, financés sur l'aide mais sans effet sur le bien-être des populations.

Des solutions existent pourtant, estiment les ONG. Soixante-dix associations se sont fédérées pour proposer un « contrat de génération » à la communauté internationale, fondé sur le partenariat et le concept de territoire plutôt que de pays. Cette fédération animée par Survie, née en 1981 avec le manifeste des prix Nobel contre la faim et pour le développement, organisera jeudi prochain, parallèlement à la conférence des Nations-Unies, un « coup de gueule » pour réveiller les quelque 150 délégations réunies non loin à l'Unesco.

Car, si les PMA ne pèsent pas bien lourd sur l'échiquier mondial — ils ne comptent que pour 0,3% des échanges mondiaux —, leur enlisement et la détresse que provoquent des inégalités de plus en plus criantes sont des facteurs de risque qui justifient peut-être que l'on se penche à nouveau sur le concept de développement, et, donc, sur la meilleure manière d'y participer.

Marie-Laure COLSON

JOURNAL DE GENEVE

28 août 1990

PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La marginalisation des pays pauvres s'est aggravée

Contexte difficile pour la Conférence de Paris sur les pays les moins avancés

Dix ans ont passé depuis qu'une première conférence internationale se penchait sur le sort des pays les moins avancés «PMA». Pendant cette période, la marginalisation de ces pays s'est accentuée: leur part au commerce mondial s'élevait en 1980 à 1,4%; elle n'est plus aujourd'hui que de 0,3%.

Préparée avec soin, une nouvelle conférence se tiendra à Paris du 3 au 14 septembre, dans un contexte politico-économique difficile. Personne n'a encore chiffré les besoins précis de l'Europe de l'Est où l'économie est à reconstruire. Personne non plus n'a pu calculer les conséquences financières de la crise du Golfe et la diminution des moyens que les pays industrialisés auront à disposition pour les programmes d'aide aux 420 millions d'êtres humains les plus pauvres du globe.

Tenue sous les auspices de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), la conférence ne devrait pas se contenter de belles déclarations, souligne M. Berthelot, secétaire-général adjoint, mais mettre sur pied un système de «suivi». Les Etats pourraient annoncer leurs contributions qui ne seraient disponibles que lorsque des projets valables seraient présentés dans le cadre d'un meilleur partenariat.

Les leçons des années 80

Les PMA ont, pour la plupart, tiré les leçons de la dernière décennie; ils sont mieux préparés, ayant analysé l'interaction des facteurs négatifs: démographie galopante, dégradation du milieu naturel, instabilité politique et monétaire, déséquilibres budgétaires, etc.

Les réunions préparatoires ont débouché sur un large consensus; mais il subsiste aussi de profondes divergences sur les objectifs de l'aide extérieure, la façon de traiter la dette, la politique commerciale internationale et le lien avec les Droits de l'homme.

Le rôle du commerce

M. Berthelot a souligné le rôle que pourraient jouer les négociations de l'Uruguay round dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Un abaissement général des tarifs, accompagné de l'élimination des mesures non-tarifaires profiterait à l'ensemble des PMA - qui constituent une catégorie de pays reconnue. Ceux-ci n'ont pas encore obtenu satisfaction: ils souhaiteraient que la totalité de leurs produits soient couverts par le système généralisé des préférences, et que celui-ci soit appliqué par tous les pays à leur égard. Ils ont aussi souhaité davantage de souplesse dans la question des règles d'origine.

Le Japon premier donateur

En dix ans, le Japon est devenu le principal donateur pour les PMA, ayant doublé le volume de son aide financière. La moyenne des contributions des pays donateurs, elle, est demeurée pendant la décennie à 0,09% du PNB. Plusieurs pays sont parvenus cependant à dépasser l'objectif de 0,15% de leurs revenus consacré aux PMA, ainsi qu'en avait décidé la précédente conférence; les programmes d'aide du Fonds monétaire et de la Banque mondiale ont été mieux ciblés au cours des dernières années. Malheureusement, les facteurs négatifs ont été plus forts: baisse des prix des matières premières, dette trop lourde, politiques des PMA eux-mêmes peu satisfaisantes. La conférence de Paris sera-t-elle celle d'une solidarité accrue?

P.-E. Dentan

Conferência dos PMA começa hoje em Paris

COMUNIDADE INTERNACIONAL LANÇA UM OLHAR PARA OS MAIS POBRES

• 41 Países vivem situações de incrível miséria

A comunidade internacional vai debruçar-se sobre o destino dos países mais pobres da terra, durante a Conferência dos Menos Avançados (PMA), que o presidente Mitterrand inaugura hoje em Paris.

No ano passado, o produto interno bruto (PIB) dos 41 países em causa não ultrapassou os 30 contos/ano por habitante, apenas uma centésima parte das riquezas produzidas anualmente nos países industrializados mais avançados. Se soubermos que em 1980 esse montante era de 33 contos, é fácil verificar o recuo verificado na pobreza dos países agora em estudo.

Em 1971, a Assembleia Geral da ONU etiquetou estes países pobres de PMA – Países Menos Avançados. Este termo e esta «categoria» foram criados tendo em conta as dificuldades particulares de cada um dos 41, na sua maioria sujeitos a condições naturais e climatéricas adversas, em virtude da respectiva situação geográfica.

O grupo é constituído, principalmente, por países-enclaves, arquipélagos ou mesmo ilhas isoladas, outros sujeitos permanentemente à seca e à desertificação, como acontece no Sael, nas catástrofes naturais como as verificadas no Bangladesh, onde as inundações afectam sempre mais de 60% do país.

Para «pertencer» aos PMA os países pobres preenchem critérios económicos que reflectem a desgraça das suas fontes. A sua produção industrial situa-se em geral abaixo dos 10% do PIB, e 75% da sua população encontra-se inteiramente dependente da agricultura.

As exportações, por seu lado, são essencialmente constituídas por matérias-primas agrícolas e estão sempre sujeitas às flutuações dos percursos nos mercados mundiais. Estão também, e quase sempre, mal equipados no domínio dos transportes e comunicações e a pobreza é tal que as populações ficam permanentemente expostas a doenças crónicas e à fome.

As taxas de alfabetização situam-se inferiores a 20 % da população adulta. Na altura da primeira Conferência dos PMA (1981), faziam parte do grupo 31 países. Por razões ligadas à chamada crise dos anos 80, juntaram-se então mais 11 países, na sua maioria africanos, o que perfazeria 42. A reunificação, entretanto verificada entre os dois Iemen, fixa o número de PMA em 41, a partir de hoje representados na capital francesa.

Abrangendo um total de 440 milhões de habitantes, são os seguintes os países mais pobres do mundo – ou, na linguagem da ONU –, os Países Menos Avancados:

Na região Asia-Pacifica: Afeganistão, Bangladesh, Butão, Kiribati, Laos, Maldivas, Birmânia, Nepal, Samoa, Tuvalu, Vanuatu e Yemen.

Em África: Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Comores, Djibuti, Etiópia, Gambibia, Guiné-Conakri, Guiné-Bissau, Guiné-Equatorial, Lesoto, Malawi, Mali, Mauritânia, Moçambique, Niger, Uganda, Ruanda, República Centro-Africana, São Tomé e Principe, Serra Leoa, Somália, Sudão, Tanzânia, Tchad e Togo.

Se se controlar a inflação, liberalizar o investimento, o comércio, pagamentos, a aplicação directa de capitais estrangeiros poderá chegar, nos grandes países latino-americanos até 1993, a 10% do investimento fixo bruto, o que representaria o dobro da média dos ultimos cinco anos, sublinha o documento.

O documento da responsabilidade do IFI conclui com uma previsão que aponta para um crescimento do investimento estrangeiro na América Latina na ordem dos 37% nas 10 principais economias da região durante o corrente ano, e que em 1991 sofrerá uma ligeira diminuição insignificante.

Estas projecções baseiam-se na perspectiva de que se aplique na região uma política económica mais consentenea com as necessidades de desenvolvimento e que se utilize em grande escala o mecanismo de capitalização das dividas na Argentina, Brasil e México.

• Empréstimo ao México

O Banco Interamericano de desenvolvimento (BID) aprovou um empréstimo de 300 milhões de dólares (40.8 milhões de contos) para financiar um programa de ajustamento estrutural do sector de transportes e telecomunicações do México.

Trata-se do primeiro empréstimo a nível sectorial outorgado por aquela instituição internacional.

Este empréstimo é concedido a partir dos fundos ordinários do banco, com uma taxa de juro variável e com um plano de amortização de 20 anos, incluindo um periodo de carência de cinco anos.

Em 1989, a assembleia de governadores do BID pronunciou-se, em Amesterdão, por um aumento substancial dos recursos, os quais seriam de 26,5 mil milhões de dólares para o periodo 1990/1993, e por alterações nas modalidades de operações do banco.

O BID está autorizado a conceder até 25% dos seus recursos para empréstimos sectoriais, como o agora concedido ao México.

PARIS — PELA SEGUNDA VEZ

Por MARIE-PAULE DE PINA (correspondente em Paris)

Quando, em 1981, François Mitterrand subiu ao Poder havia, no plano internacional, duas ideias que ele sempre defendera, às vezes até talvez com excesso de voluntarismo. Aparentemente sem que muita gente — isto é, os seus interlocutores europeus e ocidentais — o tenha ouvido ou compreendido.

Para os europeus era a ideia do «espaço social europeu» que, a partir da «Cimeira» do Luxemburgo, em Junho de 1981, o primeiro presidente socialista francês dos últimos lustros promoveu em França no meio de um silêncio quase total.

Para os ocidentais era a solidariedade com o Terceiro Mundo, exemplificando na sua esplêndida intervenção em Cacun, que ficou como um texto de grande beleza literária tanto como um comovido e comovente apelo. Jean Pierre Cot, o jovem ministro da Cooperação, depois deputado europeu e responsável da Comissão dos Assuntos Económicos e Financeiros em Estrasburgo, organizou, com o aval do Eliseu, a primeira «Cimeira» dos Países Menos Avançados, os designados PMA, para não dizer simplesmente os «países mais pobres». Tais povos, apesar disso, e na ideia da organização, são ricos de cultura, mas situando-se quer nas zonas do planeta esquecidas pela chuva (como os países do Sahel) quer nas zonas das inundações (como o Bangla Desh), quer ainda suportando a ausência de Democracia (como o Haiti, o único país americano classificado como PMA) ou a guerra (como Angola e Moçambique).

A partir de hoje nos céus de Paris flutuarão as bandeiras de 30 países do Terceiro Mundo considerados como os «mais pobres» e os que vivem em maiores dificuldades, entre eles os da África lusófona. Isto numa altura em que tanto o Eliseu como o Matignon estão no centro da crise do Médio Oriente.

Durão Barroso chefiará a delegação de observadores portugueses, e ninguém pode ignorar que, fora da África de língua francesa, é para a África lusófona que principalmente se voltam os olhos da França. Bastaria para isso lembrar a cooperação francesa com a Guiné-Bissau e com S. Tomé, a presença de dois centros culturais de França em Cabo Verde e as ajudas a Moçambique e Angola, sendo certo que todo este esforço é assumido como complementar, e não concorrente, do de Portugal.

As mudanças de política que os sociais-democratas no Governo em Portugal efectuaram nos dois últimos anos em relação a estes países representam o regresso em força dos portugueses às suas ex-colónias, tão esquecidas, durante anos, por Lisboa, ao nível da cooperação económica. }}

Agora, as vantagens desta cooperação e dos auxílios de toda a espécie a estes países fazem com que o balanço da «Cimeira» possa incluir outros buracos sem fundo e porque nós empregámos bem os nossos recursos que sejamos penalizados!», dizia-me José Brito, ministro da Cooperação de Cabo Verde.

Cabo Verde irá ser, certamente, um dos países cuja coragem será louvada. Dizia ainda Pisani no livro que publicou sobre Cabo Verde («As ilhas de Cabo Verde», Editions Karthala, 1989): «Donde vem o sucesso da disciplina, da ambição, mas igualmente da inteligência, da previsão e do realismo? Vem, sobretudo, da prioridade dada aos factores humanos e à formação dos homens».

«Cabo Verde tornar-se-á auto-suficiente? Ninguém pode prever um insucesso ao fim de tantos êxitos obtidos. Em todo o caso os cabo-verdianos já conseguiram tirar da Natureza mais do que ela parecia poder ter para lhes dar e tirar de si próprios mais do que noutros países os homens têm conseguido tirar» — esta mensagem transmitida à Associação de Amizade França-Cabo Verde em 1989, foi referida em reportagem de Júlio Roldão publicada no JN.

Em Paris, durante a «Cimeira» que hoje começa, Aristides Pereira terá, entre os restantes países, a honra de chefiar a delegação de um país que, continuando a ser um PNA 3, pelo menos, «um PNA mais avançado».

Ausente estará Benhazir Butho, recentemente afastada do poder, e de cuja participação muito se esperava.

Paris, depois de ter presenciado a «Cimeira» dos «países ricos» e industrializados, saberá valorizar os «menos avançados»? Tudo vai depender da muito especial sensibilidade para esta questão do próprio chefe de Estado e mais vastos projectos, combinando o Lomé IV e outras medidas para aumentar a cooperação quer em relação aos preços das matérias-primas quer a outras questões, e principalmente agora que o Golfo faz reaparecer, como quando dos choques petrolíferos, o espectro de acrescidas dificuldades para esses países, que têm que pagar uma factura energética cada vez maior).

Hoje o Mundo mudou e, a Leste, são necessárias muitas energias económicas, tecnológicas e humanas. «Não esquecer o Sul», o «leit motiv» de Mitterrand durante a «Cimeira» de L'Arche no ano passado, ilustrado pelos convites a chefes de Estado e de Governo de países do Terceiro Mundo – a que algumas vozes classificaram, com desprezo, de «os pobres» — permanece intacto apesar de tudo.

Nove anos depois da primeira «Cimeira», pouca coisa mudou na situação desses países, que continuam, ecologicamente, economicamente e politicamente, sujeitos a grandes pressões.

Exemplo único é talvez, segundo o conselheiro do presidente Mitterrand e ex-comissário europeu do Desenvolvimento, Edgard Zisani, que escreveu em 1988 no seu livro «Por África» (Editions Odile Jacob): «Apesar de todas as suas carências, Cabo Verde evoluiu porque o seu Governo fez enormes esforços na formação dos recursos humanos». Os dirigentes da Cidade da Praia recearam mesmo que, com um PNB cada vez maior, o país viesse a ser excluído dos «pobres» e das vantagens das enormes ajudas que lhes são destinadas: «Não poderá ser porque o nosso país não é um francês e também de muitos outros que se mantêm voluntariamente em segundo plano: entre eles Danielle Mitterrand, cujo trabalho, através da Fundação «França-Liberdade», às vezes muito pouco conhecida nesses países, tem certamente sido um dos mais activos e úteis.

JORNAL DE NOTICIAS
3 septiembre 1990

PAÍSES POBRES À PROCURA DE AJUDA NA CONFERÊNCIA DE PARIS

Ler na página 3 crónica de Marie-Paule de Pina, correspondente em França

"POOR COUNTRIES SEEKING HELP IN THE PARIS CONFERENCE"

"INTERNATIONAL COMMUNITY KEEPS AN EYE ON THE POOREST"

41 Countries are Living in a State of Incredible Misery

The international community will debate on the destiny of the poorest countries of the world, during the second United Nations Conference on the Least Developed Countries, that President Mitterrand of France will open today in Paris.

Countries belonging to the category of LDCs are poor countries which meet economic criteria that reflect their misfortune. Industrial production of these countries is in general below 10% of GDP; about 75% of the population rely entirely on agriculture; and, normally less than 20% of the population are able to read and write.

LES DAMNÉS DE LA TERRE

Ouverture de la conférence sur les Pays les Moins Avancés (PMA), à Paris. Une aide enfin?

page 3

DÉVELOPPEMENT / *Conférence sur les Pays les Moins Avancés (PMA)*

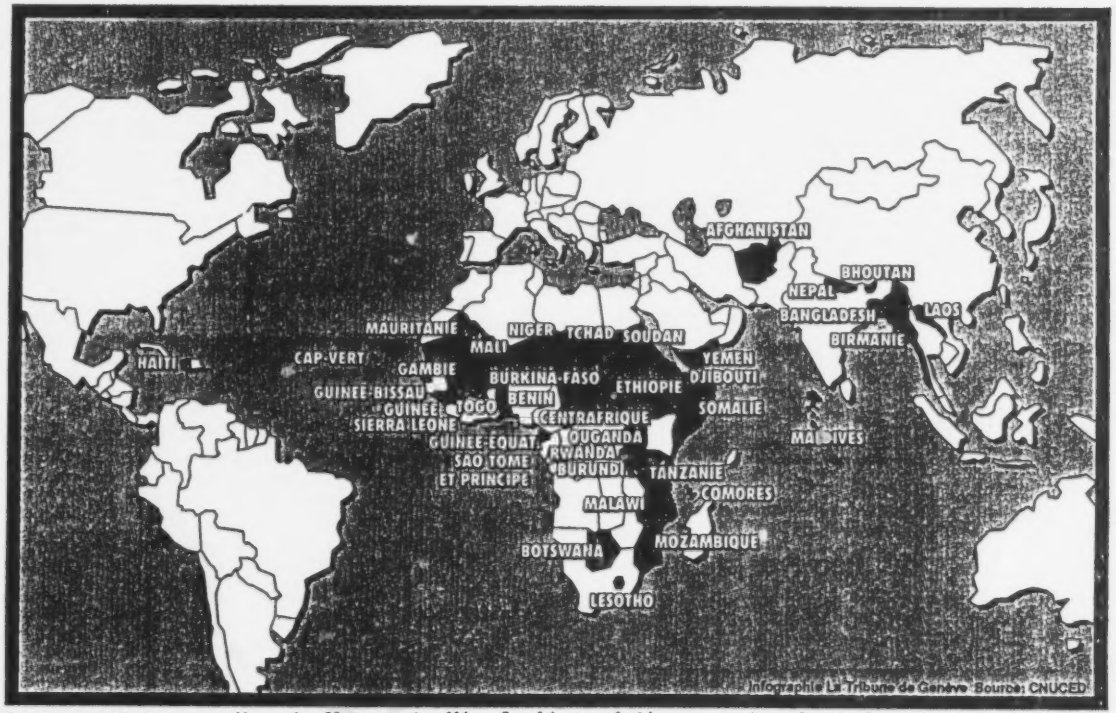
«Les damnés de la Terre»

Le Nord lancera-t-il enfin une bouée à 41 pays naufragés? Que ce soit par justice, solidarité, ou... peur des réfugiés.

— «Vous écrivez un article sur les PMA? C'est quoi les PMA? Petites et moyennes euh... administrations?»

Le sort des 41 Pays les Moins Avancés (PMA) laisse souvent indifférent. La communauté internationale s'y intéresse, elle, à intervalles réguliers pour tenter de trouver des solutions. Dès aujourd'hui et jusqu'au 14 septembre à Paris, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), va se pencher sur leur destin, neuf ans après un tam-tam de bonnes résolutions qui n'ont rien amélioré: au contraire.

Bref, les PMA qui étaient 24 en 1971, 31 en 1981, sont toujours plus nombreux et plus mal lotis. Qu'on les appelle le «Club des lépreux», les «pauvres des pauvres» comme le mensuel *Jeune Afrique Economie*, ou les «damnés de la terre» comme Frantz Fanon, ces 400 millions de personnes sans espoir ni pétrole pourraient passer à la trappe sans que le reste du monde s'en aperçoive, constate Salim Lone, directeur du journal *Africa Recovery*. Avec leur 0,3% du commerce mondial, les PMA, qui s'en soucie?



Infographie La Tribune de Genève - Source: CNUCED

En rouge, la planète des pauvres: 41 pays dont 28 se trouvent en Afrique, 8 en Asie, un en Amérique et quatre dans le Pacifique (Kiribati, Samoa, Tuvalu et Vanuatu).

Pression démographique

La conférence de 1981 demandait aux pays riches de verser 0,15% de leur produit national aux PMA: ils n'en reçoivent que 0,09%, soit un quart de moins en termes réels qu'il y a dix ans. Leur revenu moyen par habitant a chuté de 220 à 200 dollars. La croissance économique est battue par la démographie et presque tous les indicateurs (alphabétisation, santé, production vivrière) sont au rouge.

Pourtant, on connait les causes du désastre depuis longtemps. Des climats difficiles, une colonisation qui a infantilisé des populations tout en écrémant les meilleures ressources humaines et naturelles. Nous leur payons de plus en plus mal leur café, cacao ou coton, et leur vendons de plus en plus cher autos et médicaments (en jargon, c'est la dégradation des termes de l'échange: il faut toujours plus de cacahuètes pour acheter toujours moins de tracteurs).

L'endettement résulte d'une coopération inadaptée, d'investissements foireux, de ventes d'armes juteuses. Des régimes incapables (souvent installés ou renversés par des puissances du Nord) ont bâti de lourdes et inefficaces bureaucraties. Enfin, les cures d'amaigrissement («programmes d'ajustement structurel») imposées par les bailleurs de fonds démantèlent les maigres dépenses sociales, sanitaires et éducatives. On leur dit: «Exportez, exportez pour payer vos dettes!» Mais comme ils exportent tous à peu près les mêmes choses, les prix chutent sur les marchés engorgés.

Pas étonnant que dans cet enfer de rareté règnent la loi du plus fort, la corruption, le parti unique, la violation des Droits humains, la médiocratie.

La loi du plus fort

Pire: les richesses humaines qui subsistent dans ces pays ne sont pas monnayables. Comment, pour les paysans victimes des stratèges du «développement», exporter le respect des vieux, le sens du rythme, le rire, les connaissance médicinales ou les contes initiatiques? Bref toutes ces valeurs qui manquent cruellement dans le monde «moderne» vont bêtement disparaître.

Si ce n'est pas entièrement «la faute aux pays riches», admettent maintenant les pays sinistrés, disons que, au moins, les responsabilités sont partagées. En tout cas, ce sont toujours les mêmes qui ont les mauvaises cartes dans le jeu mondial et qui ratent tous les trains.

Illiser ces naufragés sur le pont n'est donc pas seulement une question morale, mais de justice et d'intérêt commun, font valoir les organisateurs de la conférence.

Lueur d'espoir? Aujourd'hui, le Nord risque d'être moins indifférent. La guerre idéologique Est-Ouest a disparu. La crise écologique n'a pas de frontière: impossible de sauver les forêts sans attaquer la pauvreté qui oblige à piller l'environnement. Et la débâcle des PMA chasse des cohortes d'immigrants. La peur d'un «péril noir» dans nos chaumières n'est sans doute pas un mobile très glorieux, mais la pression démographique ouvre les yeux, estime Yves Berthelot, secrétaire général adjoint de la CNUCED.

InfoSud / Daniel WERMUS

LA TRIBUNE DE GENEVE 3 septembre 1990

L'écart entre riches et pauvres s'est encore creusé

Une responsabilité partagée

Derrière nous une décennie perdue pour le développement. Devant nous, la dernière du millénaire: celle de la dernière chance. Entre deux, encore une conférence bla-bla?

Du pessimisme, il y en a à revendre. Ecoutons le Dr Manmohun Singh, secrétaire général de la Commission Sud: «Malheureusement les conditions qui nous ont conduits là se maintiennent. Les pauvres croulent sous l'effort de réformes mais sans qu'aucune contrepartie des pays riches ne soit en vue. Pire encore, les négociations du GATT pourraient aggraver leur sort.»

Il ajoute: «Nous sommes aussi responsables de la crise et nos gouvernements en sont de plus en plus conscients. Nous devons mieux gérer nos ressources naturelles et humaines, mettre en place des structures plus productives, réduire le gaspillage, les achats d'armes et la corruption. Mais si l'environnement extérieur continue à nous être défavorable et hostile, il n'y a pas de porte de sortie.»

Risque de déséquilibre

«Si les gens s'en fichent, il n'y a rien à faire.» Yves Berthelot, secrétaire général adjoint de la CNUCED, n'est pas très rassurant. «Il y a un danger qui nous guette tous, au Nord comme au Sud. Si on ne réagit pas, l'équilibre de la planète sera menacé. Concrètement cela signifie une immigration plus massive des pays pauvres aux pays riches, la destruction de l'environnement naturel mais aussi une plus grande production de la drogue pour les marchés porteurs du Nord.»

«On ne peut pas vivre pendant longtemps sur un îlot de richesses dans un océan de misère.» Pour le numéro deux de la CNUCED, le nouveau plan d'action en faveur des PMA qu'on adoptera à Paris, a plus de chances d'aboutir que celui de 1981 qui a été un fiasco. «Aujourd'hui, dit-il, le discours est plus clair: Mettez en place une politique de réforme économique et politique et l'assistance internationale renforcera vos efforts.»

Les prix des matières premières vont-ils augmenter? Les PMA, auront-ils des termes de l'échange plus favorables? Effacera-t-on leur dette? Y aura-t-il un accroissement de l'aide? Le Dr Singh ne voit rien venir. «Les pays donateurs veulent lier l'assistance à un processus de démocratisation. La transparence a certainement fait défaut dans plusieurs pays et cela doit changer, mais il ne faut pas nous imposer un modèle de société importé.»

«Une crise programmée!»

Une opinion que partage Jean-Pierre Gern, ancien fonctionnaire de la Banque mondiale et actuellement responsable de la Faculté d'économie à l'Université de Neuchâtel. «On a glorifié le concept de la croissance et d'exportations tous azimuts. En même temps on a encouragé les monocultures au détriment de la production vivrière. Cette crise était quasiment programmée! Dans la plupart des PMA et autres pays en développement, ce concept mis en pratique sous la houlette de la Banque mondiale, a seulement aidé à creuser l'écart entre riches et pauvres.»

«C'est vrai, dit Yves Berthelot. Après l'effondrement des systèmes socialistes, on a trop vite conclu que le capitalisme a fait les preuves de son efficacité. Mais le système «vainqueur» n'a pas fait ses preuves tant qu'il n'a pas su intégrer les pauvres et faire participer tout le monde à la richesse.»

Retour à la Commission Sud. Dr Singh déclare: «Sans allégement massif de la dette de ces pays asphyxiés, tous les plans et toute la volonté du monde seraient inutiles.» Pour le professeur Gern, «si les PMA se sont endettés jusqu'au cou, c'est qu'ils ont épousé (pas toujours pas amour) la philosophie de la Banque mondiale qui a prêché le développement financé par les crédits».

Et d'ajouter: «Il faut trouver rapidement une solution humaine et pas seulement économique à l'endettement.»

InfoSud/ Ram ETWAREEA

Comment peut-on être PMA?

L'euphémisme «pays les moins avancés» date de 1971. Il fallait trois conditions pour entrer dans cette catégorie de cas sociaux. 1) Un produit national inférieur à 100 dollars par tête (soit 450 dollars aujourd'hui). 2) Une part industrielle inférieure à 10%. 3) Plus de 20% d'enfants analphabètes.

Aujourd'hui, le principal avantage de porter l'étiquette PMA, c'est d'avoir de bonnes chances d'obtenir une remise de dette publique. Un peu de déshonneur contre quelques milliards: difficile de résister, non? Autrement, ces pays bénéficient de fonds spéciaux ou de prêts à intérêt faible, voire nul.

Voilà pourquoi il est difficile de sortir de ce cocon: le Botswana, malgré ses 1080 dollars par habitant, reste PMA. En revanche, le Sénégal, qui réunit les conditions, préfère éviter ce discrédit politique. Mais la Conférence de Paris devrait revoir toute la liste et tous les critères.

D.W.

Une aide suisse de qualité

La délégation suisse à la Conférence n'aura pas un profil trop bas. L'aide helvétique aux PMA est passée de 80 millions de francs en 1980 à 246 millions en 1989. Mais en proportion de son produit national brut, ça ne fait pas lourd: de 0,8 à 0,11%, alors que l'objectif international était fixé à 0,15% (et 0,20 en l'an 2000). Consolation: l'aide suisse est jugée de bonne qualité et n'est pas liée à des commandes à nos entreprises. Contrairement à l'aide française ou italienne, notamment.

Pas d'annulation de dettes

Pour effacer l'échec du programme de 1981, notre délégation se battra, non pour des déclarations d'intention, mais pour un programme opérationnel, avec suivi, évaluation et coordination, sous la responsabilité accrue des organisations internationales. Mais la Suisse ne s'associera pas à la revendication d'annuler les dettes publiques des PMA, a précisé Cyril Muller, de l'Office fédéral des affaires économiques extérieures: c'est l'affaire d'autres cénacles, comme le Club de Paris. Ce qui n'exclut pas des mesures spéciales de désendettement, pays par pays.

Cela dit, la coopération suisse (DDA) peut faire son autocritique: «Tous les pays industrialisés, la Suisse aussi, ont trop attendu des PMA en trop peu de temps», affirme Annick Tonti à la DDA. On aurait dû mieux s'occuper des coûts sociaux des réformes structurelles tentées par ces pays. A l'avenir, il faudra s'appuyer davantage sur la participation des populations concernées, en particulier les femmes et les associations, ajoute-t-elle.

D. W.

NEW YORK TIMES
4 September 1990

Richer Nations Are Asked To Double Their Aid to Poor

By STEVEN GREENHOUSE

Special to The New York Times

PARIS, Sept. 3 — To combat the decline in living standards in the world's poorest nations, some third world and Western officials today called on the industrialized world to double its aid to poor nations. The plea was made as a United Nations conference on helping the 41 least developed nations began.

Since these poor nations are weighed down by foreign debts and have little money to invest in industrialization, officials at the conference said stepped-up aid was needed to prevent another decade of declining living standards. In these 41 nations, per capita income averages just $227 a year and one of seven children dies before the age of 2.

François Mitterrand, the President of France who opened the conference, "At a time when the wind of liberty is blowing a little everywhere ... countries closed until recently have begun to open up, how can we imagine that the people of the third world can be left in deprivation and despair?"

After pledging to increase France's aid to the poorest 41 nations and to erase their debts to France, he urged other wealthy nations to do likewise.

The Second United Nations Conference on the Least Developed Countries, an international gathering that aims to give new life to efforts to help the poorest nations, is occurring at a time when officials from the 41 poorest nations, 28 of them in Africa, are feeling more hard pressed than usual. These officials fear that Western nations will not significantly increase aid because the West is preoccupied with helping Eastern Europe and resolving the Persian Gulf crisis. These poor nations also feel their well-being is falling further behind the West's.

"These gaps carry the germ of grave tensions, susceptible of undermining current progress," said the United Nations Secretary General, Javier Pérez de Cuéllar. "Their reduction must become a major priority of the international community."

The delegates also gather at a time when the jump in oil prices caused by the gulf crisis could severely injure the already fragile economies of the poor nations. "I pray for the crisis' impact to be minimal," said Bangladesh's representative, A. G. H. Mohiuddin.

In his speech, Mr. Mitterrand urged the World Bank and International Monetary Fund to use their annual meetings this month to study what can be done to help poor nations pay their increased energy bills. Oil at $30 a barrel would increase the total import bill of these nations by $1.6 billion next year.

A Change in Attitude

Western officials said they were optimistic about a new, more realistic attitude toward economic development on the part of many of the officials in the poorest countries, which include Afghanistan, Botswana, Chad, Gambia, Haiti, Laos, Mozambique, Sudan, Tanzania and Yemen. In a change from the first conference held in 1981, third world officials are now willing to talk about making their economies less rigid and embracing market-oriented measures to increase production and efficiency.

Most officials at the conference argue that increased Western aid is the best solution to the economic problems of the poorest nations because in their view these nations are unable to attract substantial foreign investment and do not have the money to industrialize themselves.

These poor nations remain heavily dependent on the export of commodities, which have been battered by depressed and fluctuating prices. Partly as a result of the commodities slump, the foreign debt of these 41 nations has increased from $36 billion in 1982 to $69.3 billion in 1988. That amounts to 80 percent of the total gross national product of these countries and entails debt service of $3 billion a year.

'No Significant Improvement'

K. K. S. Dadzie, chairman of the conference and Secretary General of the United Nations Conference on Trade and Development, which organized the Paris meeting, said, "It is a sobering thought that fully nine years" after the last conference on the poorest nations "no significant improvement is discernible in the economic, social and human fabric of the large majority of these countries."

The United Nations selected the 41 countries based on their low per capita income, low literacy rates and low rate of manufacturing. Their per-capita income of $227 compares with $921 per year in other developing countries and $15,610 in the West. Manufacturing represents just 8 percent of the output of these countries, and life expectancy in the poorest nations is 49 years of age, compared with 73 in the developed world. The 400 million people in these nations make up 8 percent of the world's population.

The chief political battle at the two-

week conference will be over devising new foreign aid guidelines, and the fight will be over fractions of a percentage point. The poorest nations want the industrialized nations to raise their aid to them to 20 one-hundredths of 1 percent of their gross national product, more than double the current aid level of nine one-hundredths of 1 percent.

The wealthier nations set a target at the 1981 meeting to increase their aid to 15 one-hundredths of 1 percent of their gross national product. According to the United Nations Conference on Trade and Development, the United States donates four one-hundredths of 1 percent of its gross national product to the poorest nations; Japan gives seven one-hundredths of 1 percent; France gives about 15 one-hundredths of 1 percent; and some Scandinavian nations give more than 20 one-hundredths of 1 percent.

Some officials say industrial nations should commit themselves to reaching the goal of 15 one-hundredths of 1 percent goal within five years, while other officials want no goal at all, saying they will make their best efforts to raise aid to these poor nations. Many nations fear that if they are committed to greatly increase aid to the poorest nations, they will then shortchange aid to other nations.

In the 41 poorest nations, per capita income averages $227 a year.

Last year, the industrialized world — the United States, Canada, Western Europe, Australia, New Zealand and Japan — gave slightly more than $12 billion in development aid to these 41 nations. Third world officials say that by the year 2000 this must be raised to $36 billion, in 1988 dollars, if the poorest nations are to achieve economic growth of 5 percent a year, enough to insure tangible improvements in living standards.

Lower Per Capita Income

In the 1980's, economic growth in the poorest nations averaged 2.3 percent a year, while population grew by 2.6 percent a year. This meant that per capita income fell by nine-tenths of 1 percent for the poorest nations in the 1980's.

Among the subjects to be discussed at the conference are how to limit population growth, how to give third world products greater access to Western markets and how to reduce these nations' reliance on commodities like coffee and cocoa.

Herald INTERNATIONAL Tribune
Published With The New York Times and The Washington Post

4 September 1990

UN Seeks Aid For World Poor

PARIS (NYT) — United Nations, Third World and other officials called Monday for industrialized countries to double their aid to the 41 least developed nations.

With those countries weighed down by foreign debt, officials at the opening of a UN conference said more aid was needed to prevent further declines in living standards and and increased infant mortality rates.

Poor call on rich to keep promises

The Guardian INTERNATIONAL
4 September 1990

Paul Webster in Paris

THE world's 41 poorest countries, including most of Britain's former African territories, yesterday called on developed nations to honour ten years of broken promises to save their economies from collapse

Their appeal was supported by President François Mitterrand who opened a UN conference in Paris by saying that richer states should renew their pledge to pay the world's least developed countries at least 0.15 per cent of gross national product in aid and cancel the worst debt programmes.

All UN countries were invited to the 12 days of talks which were expected to underline fears by poor countries that they would be forgotten in the rush to help Eastern Europe or in the showdown with Kuwait. President Mitterrand's call was based on an agreement made in 1981 when 31 countries were said to be living below the subsistence level.

Since then, 10 more have been added to the list but the average level of aid has not passed 0.09 percent of GNP, representing a total of $12 billion a year. According to UN estimates, the 41 countries need at least $36 billion a year if they are to achieve a 5 per cent growth rate before the end of the decade.

The UN Secretary General, Javier Pérez de Cuéllar, suspended his round of meetings on the Iraqi crisis to attend the opening session at which he was told that the current higher oil price could wreck efforts to defeat famine and unemployment in countries where average income was less than $500 a year and life expectancy less than 47 years.

It took ten years from 1971 to arrange the first conference on the problem, which has deepened particularly in sub-Saharan Africa where 28 of the 41 countries are. Liberia, which is in the middle of civil war, has also asked to join the list.

A French policy document prepared for the meeting blamed the worsening situation on development setbacks caused by the need for structural economic and social changes, a cash flow emergency and the concentration of public funds on debt repayment.

But it pointed out that the lack of response by developed countries was largely due to the unpromising economic returns that could be expected from poor nations whose trade accounted for only 0.3 per cent of world trade with little or no raw materials of real value.

A parallel meeting of private charitable organisations will take place near the Unesco headquarters where the poor nations are meeting. The meeting, sponsored by a group called Survival set up in 1981 after an appeal by Nobel prize-winners, will criticise former colonial powers, in particular, for sponsoring unrealistic development programmes and supporting corrupt rulers to maintain political influence.

FINANCIAL TIMES
4 September 1990

France increases aid to developing nations

By Ian Davidson in Paris

PRESIDENT François Mitterrand yesterday pledged a sharp increase in the flow of French development aid to the poorest developing countries, from 0.15 per cent to 0.2 per cent of gross domestic product, and called on the rest of the industrialised world to follow suit.

Speaking at the opening of the United Nations Second Conference on the Least Developed Countries (LDCs), Mr Mitterrand also announced the cancellation of the outstanding public debt of the LDCs, and said that in future French aid to these countries would all be in the form of gifts, not loans. The two measures are subject to parliamentary approval.

Mr Mitterrand's promise of increased development aid is intended to restore some credibility to existing pledges which the industrialised countries have on the whole failed to carry out.

The first UN Conference, held in 1981, set an aid target of 0.15 per cent of GDP for the poorest developing countries, but the donor countries are still only at 0.09 per cent.

Only eight donor countries, including France, have already achieved the 0.15 per cent target, and they are being urged by Mr Mitterrand to pledge a higher target of 0.2 per cent of GDP. He called on the other donor countries to meet the 0.15 per cent target within five years.

Mr Mitterrand's offer to cancel the outstanding public debt of all the poorest developing countries, is an extension of a decision earlier this year, when France undertook the cancellation of the public debts of the 35 poorest countries in Africa, covering total outstanding debt of FFr28bn ($5.35m). The new debt cancellation, affecting seven non-African countries, covers an additional FFr2bn ($380m) in public debts.

Mr Mitterrand called for new efforts to set up effective price support systems for the commodity exports of the developing countries.

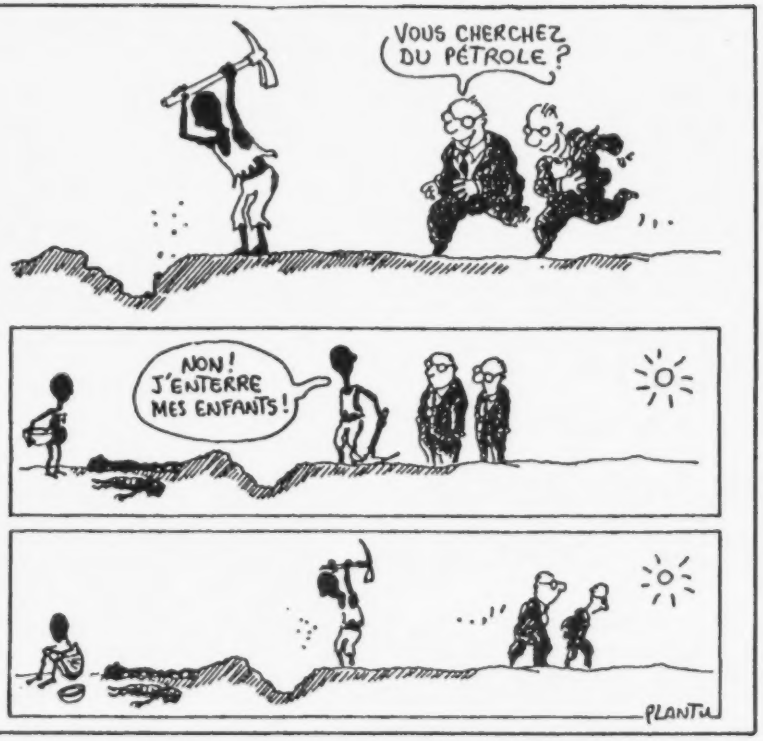
Le Monde
4 septembre 1990

Un appel de M. Mitterrand en faveur des pays pauvres

La deuxième conférence sur les 41 pays les moins avancés (PMA) devait s'ouvrir lundi 3 septembre à Paris par une déclaration de M. Mitterrand. Le président de la République entendait y rappeler l'engagement des pays riches à consacrer 0,15 % de leur PNB à l'aide publique en faveur des pays les plus pauvres. Il voulait plaider aussi pour la généralisation des dons aux PMA non africains, ainsi que l'annulation de leurs créances publiques, pour un montant de quelque 2 milliards de francs.

Lire nos informations page 8

(Lire également notre supplément «Champs économiques», pages 25 à 28 - section C.)



Le Monde
4 septembre 1990

La deuxième conférence des pays les moins avancés

La crainte d'un nouvel échec

Comment venir efficacement en aide aux pays les plus pauvres ?

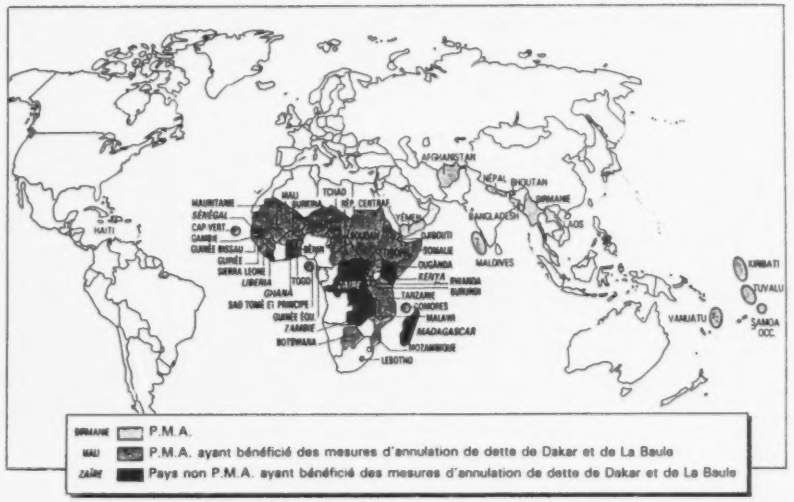
Aux discours généreux commence à se substituer, dans certains pays développés, une tentation de désengagement

Organisée par la CNUCED, la deuxième conférence des PMA, qui se tient à Paris du 3 au 14 septembre, au Palais de l'UNESCO (la première avait eu lieu en 1981, également à Paris), conserve les mêmes objectifs d'engagement de ces pays dans la voie de la croissance. Trouver sur place, localement, les hommes et les structures susceptibles d'assurer la transmutation de l'aide en développement est le défi posé aux instances internationales. Le bilan de « la décennie perdue du développement » est désastreux, à des titres divers. Nous en donnons un exemple, le Togo.

PMA. Ce sigle inventé en 1964 à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a bien du mal à s'imposer auprès de la communauté internationale, au Nord comme au Sud. Près de vingt-cinq ans après sa formulation, combien d'experts sont capables de citer plus de quatre ou cinq des pays rangés dans cette catégorie hétéroclite censée désigner les pauvres parmi les pauvres.

L'Afrique y trouve une place de choix, mais pourquoi la Guinée et pas le Ghana, la Tanzanie et pas la Zambie? Pourquoi Haïti mais aucun pays d'Amérique latine? Et le Pakistan, tenu pour un pays déjà en phase de développement, absent de la liste des déshérités...

PMA, ce sigle en dit trop ou pas assez. Pays les moins avancés, les moins aidés, les moins aimés? La difficulté de repérage est propre à cette notion de PMA qui repose sur un nivellement par le bas. Adhérer naguère au groupe des 77 traduisait une dynamique enthousiaste des nations du Sud face à l'Occident.



Etre compté parmi les PMA relève davantage de la sanction que de l'honneur. S'y compter, de la honte. Il est symptomatique que pour la deuxième conférence consacrée à ces pays, la France ait placé l'impératif de renforcement de la notion de PMA, de sa crédibilité et de sa portée, au premier rang de ses priorités. Le sort des PMA repose d'abord sur la conquête d'une reconnaissance.

Trois conditions sont nécessaires pour entrer dans la famille des PMA : un produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant de l'ordre de 500 dollars, une part de l'industrie dans le PIB inférieure à 10 %, un taux d'alphabétisation qui n'atteint pas 20 %.

En 1981, on comptait à cette aune 31 PMA. Ils sont à présent 41, dont 28 en Afrique. La décennie passée s'était ouverte sur de grandes ambitions pour ces Etats sélectionnés en raison de leur incapacité (économique, structurelle, humaine) à piloter leur décollage sans l'appui de l'aide occidentale. Le Nouveau programme substantiel d'action (NPSA) lancé pour l'occasion se fixait des objectifs ambitieux en matière de croissance des productions agricoles et industrielles, d'éducation, de santé et de bien-être. Aujourd'hui, la CNUCED reconnaît elle-même que la plupart de ces buts n'ont pas été atteints.

Plus nombreux plus pauvres

L'enflement du groupe des PMA traduit une recrudescence du sous-développement. Et, au total, les conditions de vie mesurées par quelques indicateurs simples (trop simples?) se sont dégradées. Sur l'ensemble des PMA, le taux de croissance du PIB dans les années 80 a été inférieur à celui des années 70. Entre 1980 et 1987, il s'élevait à seulement

	PMA	Pays développés
Espérance de vie à la naissance (années)	47	73
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	132	18
Calories par jour et par personne	2048	3361
Taux d'alphabétisation des adultes	32	99
% de la population ayant accès à l'eau potable	34	99
Médecins pour 100000 habitants	11	204
Téléphones pour 1000 habitants	3	603

Source : CNUCED

2,3 % quand la croissance démographique progressait de 2,6 % l'an.

Autrement dit, l'aggravation des situations économiques combinée à la poussée constante de la population a accru le dénuement de chaque habitant des PMA.

Entre 1980 et 1987, la production alimentaire annuelle par habitant a aussi diminué de 0,7 %. La part de l'investissement dans le PIB est tombée de 19 % à 14 %. Les ressources d'épargne ont fondu, le déficit commercial des PMA s'est creusé à 1,3 milliard de dollars pendant que leur dette représentait plus de 70 % de leur richesse intérieure.

Tributaires de deux ou trois matières premières non énergétiques pour la quasi-totalité de leurs recettes d'exportation, ces pays ont subi une nouvelle fois la détérioration des termes de l'échange (– 2,6 % par an).

Chaque année, l'instabilité de leurs recettes d'exportation a occasionné un manque à gagner de 370 millions de dollars. L'aggravation de la malnutrition infantile et l'absence de progrès sensibles en matière de mortalité à la naissance (les pays africains ex-colonies françaises, dits *« du champ »*, choyés par la coopération française, détiennent en ce domaine de tristes records) sont des témoins patents de l'échec complet du NPSA. Comme si le geste distinguant les PMA avait eu pour seul effet tangible d'accroître leur nombre et de souligner leur misère.

Au début des années 80, l'opinion internationale s'était mobilisée en faveur du tiers-monde et, à Cancun, le président Mitterrand testa l'idée de l'interdépendance : la prospérité du Nord ne saurait être durable sans un développement harmonieux au Sud. Cet élan de générosité fraternelle fut cependant très vite stoppé après que la crise de la dette eut donné au tiers-monde la réputation du mauvais payeur incorrigible, contrepoint du méchant capitaliste près de ses sous.

Pendant la dernière décennie, note la CNUCED, le transfert réel de ressources en faveur des PMA a baissé d'un quart. L'ambition des donateurs de porter à 0,15 % de leur PNB l'aide publique au développement des plus pauvres a, elle aussi, trouvé ses limites. Ce pourcentage atteint seulement 0,09 %, pour une population de 413 millions d'habitants (contre 348 millions en 1981).

Dans le même temps, le poids des PMA sur l'échiquier du commerce mondial n'a cessé de se réduire pour devenir dérisoire, presque inexistant : 0,3 % des échanges en 1988 (1,4 % en 1960). Cette marginalisation renforce les tendances idéologiques encore exprimées à mots couverts par les pays anglo-saxons, aussi excessives – mais inverses – que la notion d'interdépendance béate de la décennie passée.

Nombre de pays riches (dont la France se démarque) considèrent que les pays les plus pauvres ont reçu une aide suffisante à leur développement. S'ils n'ont pas saisi l'occasion, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes, à leurs dirigeants corrompus, à leur gestion défectueuse, à leur anarchie nataliste, etc. Formulée plus crûment, cette analyse revient à signer l'arrêt de mort des PMA, à admettre qu'il existe dans le monde une quarantaine de pays dont le sort nous est indifférent.

ERIC FOTTORINO

Lire la suite page 27

La crainte d'un nouvel échec

Suite de la page 25

Au vu des résultats décevants de la *« décennie perdue pour le développement »*, on peut se demander si les objectifs poursuivis initialement et aujourd'hui réaffirmés étaient pertinents. La spécificité des PMA est peut-être leur imperméabilité à tous les instruments classiques de politique macro-économique et financière qui supposent d'avoir atteint au préalable un certain stade de croissance, d'autosubsistance et d'activité commerciale.

Que signifie une aide, même massive, à des pays où les acteurs économiques incontournables sont corrompus ou inefficaces, ou les deux à la fois. Les responsables des institutions internationales reconnaissent du bout des lèvres l'existence dans les pays pauvres d'individualités et de structures locales aptes à transformer l'aide en authentique développement.

Encore faut-il que ces nouveaux interlocuteurs identifiés, à l'échelon des régions et des groupements de villages, soient associés directement à l'action menée dans leurs pays respectifs. A quoi servira, sinon, de vouloir verser 10,2 milliards de dollars supplémentaires aux PMA au cours des dix prochaines années, si la structure d'accueil des fonds comme la manière de les distribuer ne sont pas bouleversées.

Quels sont les résultats attendus de la conférence ? Les diplomates français évoquent la conjoncture peu favorable aux PMA pour se dédouaner d'un possible nouvel échec. Pour le reste, la CNUCED espère des engagements concrets des pays donateurs en faveur d'une aide représentant 0,15 % du PNB (le niveau de 0,20 % demandé par les PMA paraît irréaliste). Surtout, des tables rondes se réuniront systématiquement à un rythme biannuel pour vérifier l'application du *« partenariat renforcé »* prôné par les Nations unies.

Les artisans de cette manifestation comptent enfin attirer l'attention sur les difficultés à s'exprimer des PMA à quelques mois de l'épilogue de l'Uruguay Round, où le sort du tiers-monde dans les échanges mondiaux n'a pas été abordé. Si la conférence de Paris sert à rappeler l'existence des PMA, elle ne sera pas inutile, mais elle restera d'une portée limitée.

ERIC FOTTORINO

LE FIGARO

4 septembre 1990

Pays pauvres

La France va porter à 0,20 % du PIB son aide publique en faveur des pays les plus pauvres.

(Le FIG-ÉCO, page IV)

DÉVELOPPEMENT

PMA : la France reprend l'initiative

Paris porte à 0,20 % du PIB sa contribution à l'aide publique au développement en faveur des pays les plus pauvres.

Inaugurée mier par François Mitterrand, la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés, qui compte l'Irak et le Koweït au nombre de ses participants, se penche sur le sort des plus pauvres : 440 millions de personnes, réparties dans 41 pays (bientôt 42 si l'on inclut le Liberia), vivent aujourd'hui avec un PNB annuel qui atteint à peine 200 dollars par habitant, en deçà du seuil dit de pauvreté, fixé par les institutions internationales à 545 dollars par an.

Alors que les grandes nations industrialisées renouaient avec la plus longue période de croissance de l'après-guerre, le bilan de la décennie 80 pour les PMA est catastrophique. Ils n'étaient que 31 lors de la tenue, en septembre 1981, de la première conférence des Nations unies sur ces oubliés du développement. Depuis, leurs rangs se sont grossis, tandis que leur part dans le commerce mondial ne cessait de diminuer et alors que leur PNB par habitant représente désormais à peine un centième de l'ensemble des richesses produites dans le monde. Outre ce critère – le label de pays les moins avancés leur a été attribué par l'ONU en 1971 –, ces pays ont en commun d'avoir un taux d'alphabétisation inférieur à 20 % et d'être les premières victimes des coups du sort économiques, dont la hausse des prix pétroliers, qui est le dernier en date.

A la baisse continue des cours des matières premières tropicales, dont la plupart de ces pays dépendent pour la quasi-totalité de leurs exportations (à la fin de 1989 leurs prix avaient reculé de 55 % par rapport à 1986, le café et le cacao atteignant leur niveau le plus bas depuis quatorze ans), était déjà venue s'ajouter l'amplification de la désertification et de la diminution des ressources en eau.

Face à cette paupérisation, les pays industrialisés, une fois de plus, tentent de se mobiliser. Et au premier chef la France, qui, après avoir annulé, lors du sommet de Dakar, la dette des pays africains les plus pauvres, puis, en juin, à La Baule, converti pour ces mêmes pays les prêts publics en dons, reprend aujourd'hui l'initiative.

Cinq orientations

François Mitterrand a proposé cinq orientations pour la décennie 90 :

1) Que s'institue un véritable *« contrat de solidarité »* entre les PMA et leurs bailleurs de fonds occidentaux, à charge pour les pays bénéficiaires de mettre en œuvre des politiques économiques appropriées, qui tiennent compte d'une répartition équitable des charges et des bienfaits dans une volonté de justice sociale.

2) Que les PMA disposent de ressources financières suffisantes pour recouvrer la croissance (selon la Cnuced, il faudrait au moins 36 milliards de dollars de flux financiers par an pour que ces pays puissent enregistrer un taux annuel de 5 % de progression d'ici à la fin de la décennie). A ce titre, la France souhaite voir réaffirmer l'objectif décidé en 1981 : que les pays riches consacrent 0,15 % de leur PNB à l'aide publique aux PMA, et ce avec un calendrier précis et contraignant sur cinq ans. Jusqu'ici, seules 8 nations industrialisées (dont la France, l'Italie et les pays scandinaves) se sont effectivement conformées à cet objectif, alors que la moyenne générale de l'aide publique au développement ne dépassait pas 0,09 %. Et François Mitterrand suggère que les pays qui versent déjà 0,15 % de leur PNB à l'APD portent leur contribution à 0,20 %. Ce sera, a-t-il annoncé, le cas de la France.

3) Laquelle, dans la foulée du sommet de La Baule, généralisera la conversion des prêts publics en dons et l'étendra à l'ensemble des PMA non africains. Une mesure qui, tous pays confondus, représenterait quelque 3,4 milliards de francs, et que Paris souhaite voir généraliser.

4) Autre initiative : l'annulation des créances de l'Etat français sur les PMA non africains (soit un effacement de 2,5 milliards de francs). C'est la suite logique du sommet de Dakar, qui avait vu l'annulation des dettes publiques de 28 pays africains.

5) Enfin, François Mitterrand a relancé l'idée d'un fonds de stabilisation des cours des matières premières et de la réactivation des accords de produit afin d'assurer un minimum de sécurité aux pays producteurs. Prenant l'exemple de l'accord sur le caoutchouc et surtout celui de la filière coton, qui a permis à 10 pays producteurs de passer d'une balance déficitaire de 2 milliards de francs en 1986 à un excédent de 300 millions de francs cette année, François Mitterand veut y voir une raison d'espérer. La France, pour sa part, entend aider les exportations de ces pays en mettant en place un organisme de promotion de leurs produits sur le marché français.

Mais, dans l'immédiat, la crise du Golfe doit également inciter les institutions internationales à intervenir. Au cours de la prochaine assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, la France appuiera le recours à des mécanismes de compensation au niveau des taux d'intérêt, afin que les PMA ne soient pas les plus pénalisés. Pour l'instant, dans les instances du FMI, on se refuse à évoquer des facilités d'ajustement temporaires du type de celles qui avaient été octroyées aux pays en difficulté au lendemain du premier choc pétrolier.

Françoise LEPELTIER.

les Echos

4 septembre 1990

Mitterrand propose un « plan de combat » pour les PMA

Paris généralise les annulations de dettes

◆ A l'aube d'une crise pétrolière dont les effets risquent d'être redoutables pour le tiers-monde, François Mitterrand a proposé, hier, un « contrat de solidarité » en faveur des PMA, dès l'ouverture, à Paris, de la deuxième Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés : augmentation de l'aide au développement ; conversion des prêts en dons ; allégement de la dette et « facilité pétrolière » du FMI sont les maîtres mots de ce « plan de combat ». Pour montrer la voie, Paris a annoncé la généralisation à l'ensemble des PMA de l'annulation de dettes octroyée jusqu'à présent aux seuls Africains. **Lire page 4**

NATIONS UNIES ◆ **Donnant l'exemple d'un « pacte de solidarité »**

Mitterrand étend l'annulation de dettes à tous les PMA

Face à l'échec de la dernière décennie, le président français a proposé hier aux pays riches un « plan de combat contre le sous développement » dans les pays les plus pauvres de la planète, en engageant concrètement la France.

◆ On saura le 14 septembre prochain si les pays bailleurs de fonds souscrivent au « *contrat de solidarité* » entre riches et pauvres que François Mitterrand leur a proposé hier dès l'ouverture de la Deuxième Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA). Pour redresser la barre, au moment où la crise du Golfe est porteuse de graves risques économiques pour ces pays, mais où « *l'apaisement entre l'Est et l'Ouest* » doit également libérer des énergies, François Mitterrand a lancé un « *plan de combat contre le sous-développement* » comportant des propositions multilatérales et des engagements bilatéraux français.

Un — éventuel — engagement devra cette fois-ci être tenu par les grands pays industrialisés : les objectifs définis il y a neuf ans lors de la première conférence, « *à de rares exceptions près n'ont pas été atteints* », a rappelé le président français (« Les Echos » d'hier). De ce fait, le bilan s'est alourdi : les pays entrant dans la catégorie des plus pauvres de la planète étaient 31 en 1981, ils sont 41 aujourd'hui.

Pour un mécanisme de compensation

A quelques semaines des réunions d'automne du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, le président français a indiqué qu'il demanderait aux deux organisations une estimation des conséquences de la crise du Moyen-Orient sur les PMA, en leur proposant si nécessaire la mise en œuvre d'un « *plan d'urgence* » permettant de faire face à un nouveau choc pétrolier. Il s'agirait d'un « mécanisme compensatoire » actualisé, sur le modèle de ceux créés par le FMI en 1974 et 1975. Le FMI va augmenter ses ressources, « *qu'elles soient utilisées rapidement !* », s'est exclamé le chef de l'Etat.

Constatant que sur l'ensemble des pays riches s'étant engagés en 1981 à consacrer annuellement au moins 0,15 % de leur PNB aux PMA, seuls 8 d'entre eux y sont parvenus (la moyenne est actuellement de 0,09 %), François Mitterrand a renouvelé cet objectif en l'assortissant « *d'un calendrier précis et contraignant de cinq ans par exemple* ».

Les huit « bons élèves » ne pourront pas, pour leur part, se reposer sur leurs lauriers : ils ont été invités hier à consacrer 0,20 % de leur PNB à l'aide publique au développement « *dans les prochaines années* ». Montrant l'exemple, Paris tendra vers ce pourcentage dès 1991 : « *Je prends cet engagement pour la France* », a indiqué François Mitterrand.

Le président français a rappelé que les PMA, qui font face au tarissement des financements extérieurs, devaient « *disposer de ressources financières suffisantes* », et que les pays riches devaient s'attacher à leur accorder proportionnellement davantage de dons, et moins de prêts, pour leur éviter la charge des remboursements. La réactivation des accords multilatéraux portant sur les produits de base leur permettrait par ailleurs de dégager des recettes d'exportation plus décentes.

Comme le propose la France, de sommet en sommet, les bailleurs de fonds devront s'engager plus avant sur la voie de l'annulation des dettes, a estimé François Mitterrand. Souhaitant à nouveau montrer le chemin, Paris a, pour sa part, décidé d'étendre à la totalité des PMA la conversion en dons des prochains prêts français, comme elle l'avait déjà annoncé pour les PMA africains en juin dernier au Sommet de La Baule.

Paris veut montrer le chemin

Sur la base de 1990, l'enveloppe annuelle totale des dons aux PMA passerait ainsi à 4,3 milliards de francs, dont 400 millions de francs aux « non africains ». Même « extension » pour le plan de Dakar (du printemps 1989) : la dette de 7 PMA non africains endettés auprès de la France sera purement et simplement annulée, soit de 1,5 milliard à 2 milliards de francs en principal.

Au premier rang des bénéficiaires de ces deux mesures arrivent le Bangladesh et le Yémen, suivis de la Birmanie, d'Haïti, du Laos, du Népal et du Vanuatu. Pour soulager les difficultés d'exportations des PMA, François Mitterrand a enfin annoncé le lancement par la France d'un programme spécial bilatéral d'aide aux exportations de ces pays, sur le modèle de ceux déjà mis en place en Scandinavie.

Daniel Bastien

L'EVENEMENT
4 septembre 1990

Mitterrand s'inquiète pour les plus pauvres

Ouvrant hier la conférence sur les pays les moins avancés, le chef de l'Etat s'est inquiété de leur vulnérabilité dans l'hypothèse d'un nouveau choc pétrolier et leur promet une progression de l'aide française.

FRANÇOIS Mitterrand a lancé, hier après-midi, un appel au FMI et à la Banque mondiale pour qu'ils fassent, dès leurs prochaines réunions de septembre, une estimation des conséquences de la hausse des prix du pétrole et définissent, si besoin est, un plan d'urgence pour faire face à un nouveau choc pétrolier né de la crise du Golfe.

Prenant la parole à l'ouverture de la conférence de l'ONU sur les PMA (pays les moins avancés), il a précisé que ce plan d'urgence pourrait prévoir des mécanismes compensatoires comme cela avait été fait lors des précédents chocs pétroliers pour les pays pauvres importateurs de pétrole.

On notera que le secrétariat général de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), organisatrice de la présente conférence, avait estimé lundi, après avoir élaboré plusieurs scenarii de hausse des prix du « brut », que des cours à 25 dollars le baril pendant la deuxième moitié de 1990 et en 1991 représenteraient, pour les PMA, une augmentation sur le plan des prix d'importation de 0,44 milliard de dollars cette année, et de 0,92 milliard en 1991. Des prix moyens de 30 dollars le baril représenteraient des augmentations respectives de 0,83 et 1,60 milliard de dollars.

Nouvel objectif

L'estimation de la CNUCED souligne que les PMA ne pourraient pas maintenir ce niveau d'importation, ce qui réduirait encore leur croissance et nécessiterait une aide accrue de la part des pays donateurs, eux-mêmes en mauvaise posture dans cette hypothèse. Ceci pourrait faire baisser la demande pour les exportations en provenance des PMA et provoquer une hausse des taux d'intérêt qui ajouterait à leur fardeau financier.

Evoquant plus précisément la présence française dans le Golfe, François Mitterrand a, par ailleurs, souligné que la France « exerçait un mandat » sous la bannière de l'ONU. « Nous lui serons fidèles », a-t-il dit. Il a par ailleurs ajouté que le respect des frontières constituait la meilleure garantie pour les pays pauvres. S'il faut les corriger, « pourquoi ne pas compter sur le droit et notamment sur les Nations unies qui ont démontré qu'elles étaient en mesure de se faire entendre ? », a-t-il demandé.

Le président de la République est cependant revenu à l'objet normal de la conférence en s'engageant à consacrer aux PMA 0,20% du PNB de la France.

Il a également annoncé que la France allait, si le Parlement était d'accord, étendre l'annulation des dettes publiques déjà décidée pour les PMA africains (vingt-huit pays) aux autres pays les moins avancés de la planète et soumettre également au Parlement un projet de loi pour étendre à l'ensemble des PMA la décision prise en juin dernier, au sommet franco-africain de La Baule de ne plus faire que des dons et non des prêts aux plus pauvres.

M. Mitterrand a invité ses autres partenaires du monde industrialisé à suivre son exemple et a préconisé que l'objectif de 0,15% du PNB fixé lors de la première conférence sur les PMA en 1981 soit réaffirmé avec un calendrier de cinq ans maximum pour ceux qui ne l'avaient pas encore atteint.

La décennie perdue

On constate que neuf ans après la première conférence, la moyenne de l'aide aux PMA s'est élevée à 0,09%, soit 12 milliards de dollars en 1989, alors que selon les experts de la CNUCED, 36 milliards de dollars sont nécessaires d'ici à l'an 2 000 pour que les PMA enregistrent un taux annuel de croissance de 5% à la fin de la décennie.

Les PMA, dont un grand nombre ont entrepris des réformes économiques dans le cadre de l'ajustement structurel, souhaitaient que l'aide publique au développement soit portée à 0,20% du PNB. Mais il reste à convaincre des partenaires tels que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la RFA ou le Japon.

C'est en 1971 qu'avait été créé par l'assemblée générale de l'ONU le concept de PMA — on en comptait trente et un dix ans plus tard. Ces pays, dont la population globale est d'environ 440 millions d'habitants, disposaient l'an dernier chacun d'un PNB inférieur à 200 dollars (1 060 F au cours actuel) par habitant. D'autres critères économiques sont pris en compte dans cette classification.

La production industrielle des quarante et un pays concernés est, en général, inférieure à 10% de leur produit national brut et 75% de leur population dépend de l'agriculture. Leurs exportations étant essentiellement constituées de matières premières agricoles, ils sont vulnérables aux moindres fluctuations des cours sur le marché mondial.

Ces pays sont en général mal équipés dans le domaine des transports et des communications et leur pauvreté expose leurs populations aux maladies chroniques, à la malnutrition et à la famine, la croissance démographique dépassant souvent celle de la production alimentaire.

Le taux d'alphabétisation reste inférieur à 20% de la population adulte dans la plupart des PMA.

Libération

4 septembre 1990

DEVELOPPEMENT

Aide : la France montre l'exemple

François Mitterrand, qui ouvrait hier la conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés, a annoncé que l'aide française aux pays africains allait être étendue à sept Etats d'Asie et du Pacifique.

***Javier Perez de Cuellar** et François Mitterrand, à l'ouverture de la conférence.*

On ne pourra plus reprocher à François Mitterrand de ne s'occuper que du pré carré africain. Le président français a en effet annoncé hier, à l'ouverture de la conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA), plusieurs mesures visant à donner à sept autres PMA (1), envers lesquels la France a des créances, les mêmes avantages qu'aux PMA d'Afrique, région de prédilection de la politique de coopération française. Un petit geste financier en direction des pays les plus pauvres, un appel du pied aussi politique qu'économique aux bailleurs de fonds, qui se retrouveront fin septembre lors des réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

La première mesure s'inspire du menu d'options adoptées par les sept grands pays industrialisés en juin 1988 à Toronto. A l'instigation de la France, les Sept se donnent alors trois formules pour alléger la dette des pays les plus pauvres : la réduction des taux d'intérêt, l'échange de titres avec décote, ou l'annulation pure et simple des créances plubliques des PMA. Ces Etats, contrairement aux pays latino-américains, doivent en effet peu d'argent aux banques. Un an plus tard, Paris décidait, conformément à la troisième option, que les créances de 35 pays africains, soit 28,6 milliards de francs, étaient annulées. Hier, François Mitterrand a annoncé que cette mesure serait étendue à 7 autres pays. Le geste, une fois entériné par le Parlement, équivaut à effacer 2 milliards de francs de dettes.

La seconde mesure se rattache plutôt à l'esprit du sommet de La Baule de juin 1990. La France avait alors transformé la totalité de l'aide « hors projet » — soit 3,9 milliards de francs — fournie aux pays africains en dons. François Mitterrand a proposé hier que la formule soit élargie à tous les PMA, à qui Paris versait 400 millions de francs d'aide par an.

Au total, le geste ne va pas grever lourdement le budget français. Ces sept pays, comme les pays africains, remboursaient de toute façon au compte-gouttes. On estime par exemple que l'opération de transformation des prêts des PMA africains en dons représente un effort réel de 200 à 250 millions de francs par an. A cette aune, il ne coûtera pas très cher à Paris de transformer toute l'aide des autres pays en dons. Mais, pour ces Etats, dont le revenu par habitant oscille autour de 300 francs par mois, ce geste est un petit ballon d'oxygène.

Pour la France, c'est une façon d'affirmer sa philosophie sur le traitement de la dette. Et d'inviter les autres pays bailleurs de fonds à emboîter le pas. Hier, François Mitterrand est revenu sur ce *« formidable gâchis économique »* qu'est le bilan de cette dernière décennie. Primo, les problèmes traditionnels des PMA n'ont pas été réglés : à côté des mesures de soutien financier, le chef d'Etat a donc annoncé que la France lancerait un programme de promotion des exportations des PMA en France et accroîtrait son effort pour lutter contre les calamités naturelles. Secundo, la situation des PMA s'est incontestablement dégradée : le club des pays les plus pauvres compte désormais 41 pays au lieu de 31 en 1981, lors de la première conférence sur les PMA.

Les objectifs que s'étaient alors fixés les pays donateurs n'ont pas été remplis, loin s'en faut. Seuls 8 pays, dont la France, consacrent 0,15% de leur PIB au développement des PMA.

Afin que cette conférence ne se révèle pas aussi vaine que la précédente, le chef de l'Etat a donc proposé d'établir un calendrier contraignant tous les pays donateurs à s'aligner sur ce pourcentage dans un délai de cinq ans, les autres s'efforçant d'atteindre 0,2%. Il s'est d'ailleurs engagé à ce que la France porte son aide publique au développement à 0,2% *« dans les années à venir »*, c'est-à-dire de passer d'un montant de près d'1 milliard de francs d'aide par an à 1,2 milliard.

Quelle que soit l'importance des sommes qui seront mises à la disposition des pays les plus pauvres dans les années à venir, elles auront un emploi. La hausse des prix du pétrole résultant de la crise du Golfe risque d'aggraver encore la situation économique des PMA. Selon la CNUCED (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement), organisatrice de la réunion sur les PMA, des cours à 25 dollars le baril pendant la deuxième moitié de 1990 et en 1991 représenteraient une augmentation des coûts d'importation de 0,44 milliard de dollars en 1990 et 0,92 milliard en 1991. Aucun PMA, dans ces conditions, ne pourra maintenir son niveau actuel d'importations. Le ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés risque en outre de faire baisser la demande pour des importations en provenance des PMA et provoquer une hausse des taux d'intérêt qui alourdira encore leur fardeau financier.

François Mitterrand, qui, d[illegible]ment, semble vouloir reprendre l'initiative internationale, a lancé hier un appel au FMI et à la Banque mondiale pour qu'ils fassent, dès leurs prochaines réunions de septembre, une estimation des conséquences de la hausse des prix du pétrole et définissent, si besoin est, un plan d'urgence.

Marie-Laure COLSON

(1) Bangladesh, Birmanie, Haïti, Laos, Népal, Vanuatu et Yemen.

● **Une erreur technique sur la carte des PMA a pu faire croire, dans *Libération* d'hier, que l'Algérie faisait partie des pays les moins avancés. Il n'en est évidemment rien. De même que n'apparaît pas le Sahara occidental, territoire qui demeure l'objet d'une contestation entre le Maroc et le Front Polisario.**

l'Humanité
4 septembre 1990

Réunion à Paris de la Conférence de l'ONU sur les pays les plus pauvres du monde

LES DAMNES DE LA TERRE

Les PMA (pays les moins avancés) sont 41, représentant plus de 400 millions d'êtres humains. Ils n'étaient que 31 il y a dix ans. Ouvrant les débats, François Mitterrand a fait de nouvelles promesses, mais Paris n'a pas encore tenu son engagement pris en 1981, de leur consacrer 0,15 % de notre PIB. S'agira-t-il encore d'une conférence des « non-décisions » ?

AFP infographie - Francis Hallier

ORGANISEE par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) au Palais de l'UNESCO, à Paris, la deuxième réunion de l'ONU sur les 41 pays les plus pauvres du monde (1), dits « Pays les moins avancés » (PMA), s'est ouverte hier en présence de Javier Perez de Cuellar et de François Mitterrand. Elle doit s'achever le 14 septembre. Pour la première fois en Occident depuis la crise du Golfe, l'Irak et le Koweït sont face à face, représentés par leurs ambassadeurs à Paris. En filigrane s'inscrivait dès hier la hantise de voir les laissés-pour-compte du globe touchés plus que d'autres par les retombées pétrolières du conflit.

Les PMA représentent quelque 400 millions d'êtres humains dans le monde, contre 280 millions et 31 pays il y a dix ans. A la veille de l'ouverture des discussions, Kenneth S. Dadzie, secrétaire général de la CNUCED, a déclaré que « la réalisation des aspirations légitimes de millions de personnes dépendra de la détermination politique des gouvernements des pays du Nord comme du Sud », poursuivant : « Je suis sûr que l'esprit de compromis nécessaire ne fera pas défaut à Paris », estimant qu'il était du devoir de la communauté internationale « de mettre fin à la tragédie humaine qui se joue chaque jour dans la plupart des PMA ».

François Mitterrand a ouvert la conférence par un train de promesses spectaculaires, comme il le fit l'année dernière au Sommet de la francophonie de Dakar et, en juin dernier, au Sommet franco-africain de La Baule, où avait été épongée la dette publique des pays dits à revenu intermédiaire, puis celle des PMA. Le président de la République s'est engagé à consacrer 0,20 % du produit intérieur brut (PIB), à peu près équivalent au produit national brut (PNB), de la France à l'aide publique aux plus démunis. Jusqu'alors, l'engagement élyséen portait sur un taux de 0,15 % adopté en 1981... et jamais atteint dans les faits. Le chef de l'État a en outre promis que, si le Parlement donnait son accord, Paris étendrait l'annulation de cette dette des PMA africains aux autres pays les moins avancés de la planète, en Amérique latine, en Asie et dans le Pacifique. Il a également affirmé vouloir soumettre à l'Assemblée et au Sénat un projet de loi permettant de faire bénéficier ces pays d'une autre mesure annoncée à La Baule : ne plus faire que des dons, et non des prêts, aux plus pauvres.

Mais quid des promesses de ce genre ? Le collectif Survie 90 annonce pour jeudi un « Coup de gueule » pour les PMA (2). Avec, notamment, l'écrivain Jean Lacouture, les comédiens Suzanne Flon, Brigitte Fossey et Claude Piéplu, il a décidé de s'exprimer « hors des sentiers battus de la 2e Conférence mondiale sur les PMA », et de dénoncer « les non-décisions » de cette conférence. Il rappelle « la position du gouvernement français, hôte de la conférence et plutôt favorable a priori au développement du tiers-monde », qui « ne cesse de différer la mise à l'ordre du jour de l'Assemblée d'une proposition de loi, pourtant officiellement soutenue par plus de 80 % des députés (dont les communistes. NDLR), qui affecterait une part significative de l'aide publique au développement (15 % de l'aide publique au développement, soit un millième du PIB, 6 milliards de francs par an) selon un dispositif garantissant son affectation aux acteurs du développement territorial des pays les plus pauvres. Or la France joue encore un rôle leader en ce domaine, qu'il s'agisse de faire avancer les choses ou de les ensabler. »

Récemment, l'écrivain Gilles Perrault, l'un des initiateurs du collectif « Ça suffit comme ci », qui lutte pour l'annulation de la dette du tiers-monde, rappelait dans l'« Humanité Dimanche » que ce combat était celui « de cette fin de siècle », qu'il fallait « imposer un nouveau système économique mondial, sinon, c'est le chaos ».

« Je pense, ajoutait Gilles Perrault, qu'il faut rétablir dans le système économique des notions de justice et de simple équité... Cela n'est plus rentable que les pays du tiers-monde reçoivent de moins en moins pour leurs propres productions et payent de plus en plus cher celles des pays développés. Actuellement, quelques castes jouent sur cette organisation du système pour s'en mettre plein les poches... Le responsable de ce système, c'est le capitalisme. Jamais un système n'aura en effet généré autant de souffrances pour l'humanité. Jamais autant de gens n'ont été menacés par la mort qu'actuellement. Cela dépasse encore l'horreur et le cynisme que l'on a connus avec le colonialisme. »

Claude Kroes

(1) Les 41 PMA :
Afrique (28 pays) : Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Équatoriale, Lesotho, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, République Centrafricaine, Sao Tomé et Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo. Région Asie-Pacifique (12 pays) : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Kiribati, Laos, Maldives, Myanmar (Burma), Népal, Samoa, Tuvalu, Vanuatu, Yémen. Caraïbes : Haïti. Le Liberia, à la veille de plonger dans la guerre civile, avait demandé à devenir le 42e membre de ce « club » de la misère.
(2) 6 septembre, de 10 h 30 à 13 heures, ASIEM, 6 rue, Albert-de-Lapparent, Paris 7e (métro Ségur, à proximité de l'UNESCO).

JOURNAL DE GENEVE

4 septembre 1990

PARIS

Pleins feux sur les pays les plus pauvres

Par Gilbert Etienne

■ Pendant douze jours (sic), les Occidentaux et leurs partenaires du tiers monde débattent cette semaine à Paris, du sort des pays les moins avancés. Les accents émus de la rhétorique, les larmes de crocodile entre champagne et petits fours risquent de faire oublier une partie des dures réalités de pays dont le développement est mal en point.

La catégorie des 41 pays les moins avancés (PMA) est malaisé à définir. La pauvreté n'est pas seule en cause. D'autres critères se combinent à un faible revenu: de très bas niveaux d'industrialisation et d'éducation. Si l'Afrique sub-saharienne fournit le plus gros contingent avec presque tous les pays du Sahel, le Soudan, l'Ethiopie, la Tanzanie, le Mozambique. L'Asie aligne la Birmanie, le Bangladesh, le Laos, l'Afghanistan, le Bhoutan, le Népal... Puis viennent des îles: Haïti, Cap-Vert, Vanuatu, Samoa...

Ces seuls noms évoquent la diversité de ces pays. Le Bangladesh absorbe plus du quart des 420 millions d'habitants des PMA. Plusieurs d'entre eux souffrent d'un milieu physique ingrat, depuis le Sahel jusqu'à l'Ethiopie avec des perspectives de développement forcément limitées; par contre l'ex-Birmanie et la Guinée bénéficient d'abondantes ressources agricoles et minières. La Tanzanie, l'Ouganda, le Malawi se situent à un niveau intermédiaire. L'Afghanistan aussi.

Ni la nature, ni l'économie ne suffisent à nous éclairer. La guerre frappe durement cette catégorie de pays. Si le Laos est devenu, enfin, à peu près tranquille, la Birmanie connaît la guerre civile, à des degrés variables, depuis son indépendance en 1948 (le record mondial). L'Afghanistan depuis 1978. En ce moment, subsistent trois foyers de guerre chez les PMA africains: le Soudan, l'Ethiopie depuis 1962 avec l'affaire d'Erythrée) et le Mozambique. Notons aussi ces quatre pays d'Afrique qui ont subi pendant de longues années des tyrans de la pire espèce (de Bokassa à Sékou Touré). Enfin viennent les nombreux pays victimes de simples coups d'Etat... Et pourtant la politique n'explique pas tout. La Tanzanie a été dirigée pendant un quart de siècle par un président respectable et respecté qui, malgré ses bonnes intentions, a conduit son pays à la banqueroute. Comment, avec ces variables, assurer une meilleure coopération?

L'argent n'est pas tout

Première question: faut-il augmenter l'aide aux PMA? Beaucoup d'entre eux sont déjà largement soutenus. Le Bangladesh, l'Afghanistan (avant 1978), les pays du Sahel... couvrent depuis des décennies entre les deux tiers et les trois quarts (sinon plus) de leurs dépenses de développement grâce à l'aide étrangère. Ce seuil est déjà malsain. L'élever davantage reviendrait, malgré la meilleure volonté des bailleurs de fonds, à une véritable mise sous tutelle.

Alors que faire? La première responsabilité en incombe aux élites dirigeantes. Or les situations troublées dans des Etats déjà fragiles de par leur histoire, et aggravées par des dirigeants médiocres peuvent durer longtemps. Après tout, il a fallu à l'Europe plus de cinq siècles pour retrouver, après la chute de l'Empire romain, une nouvelle période de haute civilisation.

● **Suite en page 2**

SOMMAIRE

Le monde au chevet des pays les plus pauvres

La conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés s'est ouverte hier à Paris (Photo g). Quels sont ces pays par ailleurs frappés de plein fouet par la crise du Golfe? Lire ci-contre l'article de Gilbert Etienne ainsi qu'en page 7.

Pleins feux sur les pays les plus pauvres

● Suite de la première page

Mettons aussi en relief les facteurs positifs. En 1960, à l'heure des indépendances, l'Afrique noire était terriblement démunie en cadres modernes. Il se trouve aujourd'hui plus d'hommes bien formés qui savent tirer les leçons – ou pourraient le faire – des échecs rencontrés. Beaucoup d'entre eux ne cèdent plus au dogmatisme chimérique – et souvent encouragé de l'étranger – qui a fait tant de mal à l'Afrique. L'enjeu majeur est donc de mieux utiliser ces forces. En même temps, il importe de réduire la corruption et autres abus qui font trop souvent confondre caisses de l'Etat et cassette personnelle.

Enfin n'oublions pas ce qui ne fait pas les gros titres des media, c'est-à-dire *ce qui marche en Afrique*: ces paysans qui développent leurs cultures de légumes, ces artisans qui montent un garage, ou ces Togolais qui relancent avec succès leurs usines moribondes de textiles avec l'appui efficace des Sud-Coréens.

Et notre autocritique?

Il est facile de clouer au pilori les dirigeants des PMA, mais encore faudrait-il s'interroger sur *la qualité* de l'aide étrangère. Sans doute les expatriés qui payent de leur personne ne manquent pas. Néanmoins, trop d'entre eux préfèrent aller ailleurs que dans les PMA qui, pourtant, auraient besoin de nos meilleurs talents. Quel ambassadeur préférera-t-il Niamey au Caire, Dhaka à New Delhi? Quel professeur, quel expert préférera-t-il travailler à Bamako plutôt qu'à Mexico?

Les modalités de l'aide appellent non moins de questions. Si l'Asie est aujourd'hui à l'abri de la famine grâce à la révolution verte, elle le doit à une coopération réussie: des gouvernements assumant leurs responsabilités, des appuis extérieurs (recherche agronomique) *concentrés* en quelques organisations: les Fondations Ford et Rockefeller, la USAID. Il fallait voir à l'œuvre Indiens, Pakistanais, Indonésiens et leurs alter ego étrangers, compétents, motivés restant de longues années à leur poste dans les années 1960-1970.

Au sud du Sahara, citons la Cie française des fibres textiles qui, grâce à sa rigueur et à son expérience, a contribué à remarquablement améliorer la culture du coton dans l'Afrique de l'ouest. Sinon? les missions de toute origine se suivent, les experts restent un an ou deux... Comment, par exemple, le Burkina Fasso peut-il agir lorsque plus de trois cents missions d'experts défilent en une année, chacune avec ses idées et ses projets...? Défauts d'autant plus fâcheux que les conditions d'une révolution verte sont beaucoup plus compliquées qu'en Asie.

L'incapacité des autorités africaines et de leurs partenaires étrangers à mettre sur pied des politiques de stockage du grain en prévision des mauvaises années est non moins troublante, à voir le succès des pays d'Asie, y compris le très pauvre Bangladesh. Et bien d'autres actions pourraient être citées.

En conclusion, la grande question n'est pas d palabrer sous un baobab ou douze jours au palai de l'Unesco. La plupart des diagnostics sont con nus. Ce qui compte, plus que l'argent, ce sont le hommes. ■

Gilbert Etienne

QUOTIDIEN TOGOLAIS D'INFORMATION

LA NOUVELLE MARCHE

ƉƆNƐ KIFAƉƐ AZƆLI YEYE 4 septembre 1990

2e CONFERENCE DE L'ONU SUR LES PMA

La France s'engage à consacrer 0,20 % de son PNB à l'aide au développement

Paris — La deuxième conférence de l'ONU sur les Pays les Moins Avancés (PMA) s'est ouverte hier après-midi à Paris au Palais de l'UNESCO par de nouveaux gestes de la France en faveur des pays les plus pauvres frappés de plein fouet par le nouveau choc pétrolier provoqué par la crise du Golfe.

Le président François Mitterrand a annoncé une série de nouvelles mesures, notamment l'engagement de consacrer à terme 0,20 % du PNB de la France à l'Aide Publique au Développement (APD) à ces pays, avec extension, si le Parlement l'accepte, des annulations de dette et de l'octroi exclusif de dons à l'ensemble des 41 PMA, comme cela est déjà le cas pour ceux d'Afrique.

M. Mitterrand, comme l'avait fait avant lui le secrétaire général des Nations-Unies Javier Perez de Cuellar, a évoqué la nécessité d'aider les plus pauvres à faire face à la hausse des prix du pétrole.

Il a ainsi lancé un appel au FMI et à la Banque mondiale, dont les plus hautes instances se réuniront dans deux semaines à Washington, pour qu'ils examinent la situation créée par ce nouveau choc pétrolier et élaborent, si nécessaire, un plan d'urgence pour aider les pays pauvres importateurs de brut.

Solidarité

M. Perez de Cuellar, qui a fait appel tant aux efforts des PMA qu'à la générosité des donateurs, a souligné que la charge de la dette continuait d'être un obstacle majeur à la reprise du développement dans ces pays. Il a ajouté que les conséquences économiques prévisibles de l'augmentation du prix du pétrole constitueront un fardeau supplémentaire pour beaucoup d'entre eux.

M. Perez de Cuellar, qui a entrepris sans succès à Amman une médiation auprès des autorités irakiennes, s'est entretenu après la séance d'ouverture avec le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères Hans Dietrich Genscher. Il devait rencontrer ensuite le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas.

M. Dumas, qui dirige la délégation française à la conférence, a préconisé pour les plus pauvres la même solidarité que celle qui s'est manifestée à l'occasion de la crise du Golfe.

« Saurons-nous manifester la même solidarité pour que des peuples aux prises avec les pires difficultés puissent eux-aussi participer à l'avenir du monde », s'est-il

Suite à la page 7

2e CONFERENCE DE L'ONU SUR LES PMA

La France s'engage à consacrer 0,20 % de son PNB à l'aide au développement

Suite de la première page

demandé devant la conférence.

Celle-ci réunit autour des 41 PMA, dont huit chefs d'Etat et de gouvernement sont présents à Paris, l'ensemble des pays membres de l'ONU, y compris l'Irak et le Koweit dont l'annexion par Bagdad n'est pas reconnue par la communauté internationale.

M. Javier Perez de Cuellar
secrétaire général de l'ONU

Pauvreté

Par ailleurs, il est à souligner que l'an dernier, le Produit National Brut (PNB) des 41 pays concernés ne dépassait pas 200 dollars par habitant — à peine un centième des richesses produites annuellement dans les pays industrialisés les plus avancés.

Cela représentait un recul sensible par rapport à leur revenu par habitant au début des années 1980, le montant modeste de 220 dollars.

En 1971, l'Assemblée générale de l'ONU avait rassemblé ces pays sous l'étiquette des Pays les Moins Avancés ou PMA.

Cette catégorie était créée pour tenir compte des difficultés particulières des pays dont le développement est entravé par des contraintes chroniques dues à leurs situations géographiques et leurs conditions naturelles et climatiques.

Elle comprend notamment des pays enclavés, des archipels ou des îles isolées, des pays exposés à la sécheresse ou à la désertification, comme ceux du Sahel, ou aux catastrophes naturelles, comme le Bangladesh, frappé régulièrement par des inondations qui avaient touché 60 % du pays en 1988.

Pour entrer dans la catégorie des PMA, les pays concernés répondent aussi à des critères économiques qui reflètent la pauvreté de leurs ressources.

Le président François Mitterrand

Leur production industrielle est en général inférieure à 10 % du Produit National Brut (PNB), et 75 % de leur population dépendent de l'agriculture.

Ces pays sont en général mal équipés dans le domaine des transports et des communications, et leur pauvreté expose leurs populations aux maladies chroniques, à la malnutrition et à la famine, la croissance démographique dépassant souvent celle de la production alimentaire.

Le taux d'alphabétisation reste inférieur à 20 % de la population adulte dans la plupart des PMA.

Au moment où la première conférence de l'ONU sur les PMA s'est tenue à Paris en septembre 1981, 31 pays faisaient partie de ce groupe. (AFP)

JOURNAL DE GENEVE

4 septembre 1990

DÉVELOPPEMENT

Choc pétrolier : la France demande un plan d'urgence pour aider les pays les plus pauvres

La conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés s'est ouverte hier à Paris

Paris, 3 (AFP). – **Le Président français François Mitterrand a lancé lundi un appel au FMI et à la Banque mondiale pour qu'ils fassent, dès leurs prochaines réunions de septembre, une estimation des conséquences de la hausse des prix du pétrole et définissent, si besoin est, un plan d'urgence pour faire face à un nouveau choc pétrolier né de la crise du Golfe. Prenant la parole à l'ouverture de la conférence de l'ONU sur les PMA (Pays les moins avancés) il a précisé que ce plan d'urgence pourrait prévoir des mécanismes compensatoires comme cela avait été fait lors des précédents chocs pétroliers pour les pays pauvres importateurs de pétrole.**

La hausse actuelle des prix du pétrole résultant de la crise du Golfe aura un impact négatif sur les Pays les moins avancés, a estimé lundi le secrétariat de la CNUCED (Conférence des Nations-Unis sur le commerce et le développement), organisatrice de la réunion ministérielle de l'ONU sur les PMA qui s'est ouvert hier après-midi à Paris.

Elaborant plusieurs scénarios de hausse des prix du brut, la CNUCED a estimé que des cours à 25 dollars le baril pendant la deuxième moitié de 1990 et en 1991 représenteraient une augmentation sur le plan des coûts d'importation de 0,44 milliards de dollars en 1990 et 0,92 milliards en 1991. Des prix moyens de 30 dollars le baril représenteraient des augmentation respectives de 0,83 et 1,60 milliards de dollars.

L'étude souligne que les PMA ne pourront pas maintenir ce niveau d'importation, ce qui réduira encore leur croissance et nécessitera une aide accrue de la part des pays donateurs qui risquent eux aussi de connaître un ralentissement de leur croissance. Ceci pourrait faire baisser la demande pour des exportations en provenance des PMA et provoquer une hausse des taux d'intérêt qui ajouteront au fardeau financier des PMA, ajoute l'étude.

de Volkskrant

4 September 1990

Pronk wil ook exportkredieten aan armste landen kwijtschelden

Van onze verslaggever

DEN HAAG — Nederland is onder bepaalde voorwaarden bereid om alle schulden aan de armste ontwikkelingslanden kwijt te schelden. Daarbij gaat het niet alleen om hulpgelden van het ministerie van Ontwikkelingssamenwerking, die in het verleden al grotendeels zijn kwijtgescholden. Het betreft vooral ook exportkredieten aan de armste landen die via herverzekering als vorderingen van Financiën staan geboekt.

Een vijftiental hoofdzakelijk Afrikaanse ontwikkelingslanden heeft bij het ministerie van Financiën schulden van bijna een miljard gulden uitstaan. Het zijn voornamelijk exportkredieten die ooit bij de Nederlandsche Credietverzekering Maatschappij (NCM) zijn verzekerd. Via herverzekering zijn de vorderingen bij Financiën terecht gekomen.

De schulden aan deze landen worden als nauwelijks inbaar beschouwd. Daardoor ligt de „marktwaarde" aanmerkelijk lager. Een woordvoerder van Financiën waagde zich maandag niet aan bedragen. Bij Ontwikkelingssamenwerking waren ze wat scheutiger met informatie. Volgens een woordvoerder gaat het om een bedrag van meer dan honderd miljoen gulden, dat voor kwijtschelding in aanmerking zou komen.

Minister Pronk van Ontwikkelingssamenwerking zal het Nederlandse initiatief vrijdag naar voren brengen tijdens een speciale VN-conferentie in Parijs over de 42 minst ontwikkelde landen. Hij heeft daarvoor de goedkeuring van minister Kok, waarmee hij afgelopen vrijdag overleg heeft gevoerd. Pronk stelt wel als voorwaarde dat ook andere landen hun kredieten aan de armste landen kwijtschelden. Een tweede voorwaarde is dat de ontwikkelingslanden een economisch herstelbeleid voeren.

De schuldenproblematiek is het belangrijkste discussiepunt tijdens de conferentie over de minst ontwikkelde landen (in departementsjargon „mol's" genoemd), die maandag is gestart en duurt tot 14 september. De mol's hebben voornamelijk officiële schulden aan westerse overheden en multilaterale organisaties als de Wereldbank. De buitenlandse schuld van de 42 mol's, met een totale bevolking van 500 miljoen mensen, bedraagt ongeveer 80 miljard dollar. In Parijs gaan de VN-lidstaten zich opnieuw beraden over afschrijving van deze schulden, die economische ontwikkeling in de weg staan.

Een ander agendapunt is de lijst van minst ontwikkelde landen. Pronk wil dat die lijst wordt uitgebreid. De VN hanteren drie criteria: een gemiddeld jaarinkomen van 250 dollar of minder per hoofd van de bevolking, een aandeel van de industrie in het nationaal inkomen van maximaal 10 procent en tenminste 80 procent analfabeten. Arme Afrikaanse landen als Zambia en Zaïre staan niet op de lijst, maar Botswana bijvoorbeeld wel. Pronk is dat een doorn in het oog.

Verder staat op de agenda de vaststelling van een norm voor de hoogte van het hulpbedrag dat de donorlanden aan de mol's besteden. Vertegenwoordigers van de ontwikkelingslanden hebben erop aangedrongen dat de donorlanden 0,15 procent van het bruto nationaal produkt voor hulp beschikbaar stellen aan de mol's. Gemiddeld ligt dat percentage nu niet hoger dan 0,09. Na Pronks aankondiging deze zomer dat de hulp aan Afrika met 50 procent wordt verhoogd, haalt ook Nederland als een van de weinige landen de 0,15 procent. Een land als de Verenigde Staten komt echter niet verder dan 0,04 procent.

Pronk Ready To Write Off Export Credits In Favour of Least Developed Countries

The Netherlands are prepared to write off, under certain conditions, all debt of the poorest developing countries. The proposal does not only apply to official debt resulting from assistance by the Ministry for Development Co-operation : most of this debt has already been cancelled. It essentially applies to export credits granted to the poorest countries and which, following reinsurance, are booked as claims by the Ministry of Finance. The proposal would result in the cancellation of more than 100 million dutch guilders. It is conditional upon other developed countries doing the same, and the implemention of an economic restructuring policy by the LDCS.

Frankfurter Allgemeine
ZEITUNG FÜR DEUTSCHLAND
5 September 1990

Unterentwickeltsten Länder werden ärmer

Sinkende Nahrungsmittelproduktion / Französischer Schuldenerlaß

han. PARIS, 4. September. Am Sitz der Unesco in Paris ist im Beisein von Pérez de Cuéllar und des französischen Staatspräsidenten Mitterrand die zweite UN-Konferenz über die am wenigsten entwickelten Länder (PMA) eröffnet worden, die bis zum 14. September dauern wird. Die Gruppe dieser ärmsten Staaten der Dritten Welt ist seit der ersten Konferenz im Jahr 1981 von 31 auf mittlerweile 41 Mitglieder angewachsen. Sie sind durch ein äußerst geringes Pro-Kopf-Einkommen (die Schätzungen schwanken gegenwärtig zwischen 200 und 500 Dollar jährlich), einen Industrieanteil am Bruttosozialprodukt von weniger als zehn Prozent und eine Alphabetisierungsquote unter zwanzig Prozent gekennzeichnet. Die wirtschaftliche Lage dieser Länder hat sich im vergangenen Jahrzehnt besonders durch den Kursverfall der Rohstoffe drastisch verschlechtert und wird durch die Golfkrise weiter belastet. Bei einem starken Bevölkerungszuwachs ist die Nahrungsmittelproduktion in diesen Ländern zwischen 1980 und 1987 nach Angaben der UN-Konferenz für Handel und Entwicklung (CNUCED) um 0,7 Prozent gesunken. Das auf der ersten Konferenz 1981 gesteckte Ziel der Industriestaaten, künftig 0,15 Prozent ihres Bruttosozialprodukts für die Entwicklungshilfe der Ärmsten aufzuwenden, wurde bisher nur von acht Ländern erreicht. Im vergangenen Jahr belief sie sich für die 41 Länder auf insgesamt zwölf Milliarden Dollar: Laut CNUCED wäre jedoch das Dreifache erforderlich, um in diesen Ländern eine Jahreswachstumsrate von fünf Prozent zu erzielen. Mitterrand will „in den nächsten Jahren" die staatliche Hilfe Frankreichs auf 0,2 Prozent des französischen Bruttosozialprodukts anheben. Der auf dem französisch-afrikanischen Gipfel in La Baule gefaßte Entschluß, die Staatsdarlehen an die armen Länder Afrikas in Spendenbeträge umzuschreiben, wurde überdies nun auch auf die asiatischen Mitgliedstaaten der PMA-Gruppe ausgeweitet.

Least Developed Countries Are Becoming Poorer

Decreasing Food Production/French Debt Forgiveness

Only 8 donor countries have reached the 0.15% target for development assistance to LDCS. According to UNCTAD, three times as much is needed - 12 billion dollars of aid is required to reach an annual growth rate of 5%. President François Mitterrand committed France to give ODA of 0.2% of GNP "in the next few years". The decision taken at the Franco-African summit in La Baule to convert loans into grants of the poorest countries of Africa will be extended to Asian LDCs.

Neue Zürcher Zeitung

5 September 1990

Uno-Entwicklungskonferenz in Paris eröffnet

Paris, 3. Sept. (afp/dpa) Der französische Präsident *Mitterrand* hat am Montag in Paris die zweite Konferenz der Vereinten Nationen über die Lage der 41 am wenigsten entwickelten Länder eröffnet. Bis zum 14. September wollen die Vertreter von 150 Staaten und Organisationen eine Bilanz des Uno-Hilfeprogramms von 1981 ziehen und ein Folgeprogramm erarbeiten. Die Schweiz ist in Paris durch eine Delegation unter der Leitung von Botschafter Fritz Staehelin, Chef der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe, vertreten.

Uno-Generalsekretär *Pérez de Cuéllar* forderte zum Auftakt verstärkte Hilfe für die ärmsten Staaten, deren Schuldenlast durch die krisenbedingte Ölpreishausse noch weiter erschwert wird. Nach Prognosen der Unctad müssen die ärmsten Staaten wegen der höheren Ölpreise 1991 einen Rückgang ihrer Exporte und eine Abschwächung des Wirtschaftswachstums gewärtigen.

(Korrespondentenbericht im Wirtschaftsteil)

The New Substantial Programme of Action, adopted in 1981, was too ambitious and unrealistic. The situation in LDCS continued to deteriorate throughout the 1980s. The reasons for this are: a structural pricefall for raw materials, and the weak capacity of the LDCs to adapt themselves to the world economic system. The development-political question in the eighties has been to which extent Western countries are morally obliged to help developing without discussing the conditions for success of their assistance. There now seemed to be a growing realism of this fact. Time could be ripe to reorient the relations between industrial countries and developing countries because of the recent changes in relations in the world.

Kritische Weichenstellung für die Vierte Welt

Auf der Suche nach einem neuen Aktionsprogramm

Im Lauf der nächsten zwei Wochen soll im Schoss der Unctad der Versuch unternommen werden, ein neues Aktionsprogramm zugunsten der ärmsten Länder in der Vierten Welt auf die Beine zu stellen. Erfolg wird diesem Unterfangen nur beschieden sein, wenn es gelänge, von gescheiterten Strategien Abschied zu nehmen und insbesondere die institutionellen Rahmenbedingungen für finanzielle Hilfestellungen zu stärken.

bp. Paris, 3. September

In Paris hat am Montag im Hauptquartier der Unesco die zweite *Uno-Konferenz über die ärmsten Entwicklungsländer* begonnen. Sie soll in zweiwöchiger Arbeit ein *Aktionsprogramm* beschliessen, welches Mittel und Wege aufzeigt, wie den rund 40 Nationen oder gut 400 Mio. Menschen mit dem tiefsten Einkommensniveau, dem höchsten Bildungsdefizit und dem unproduktivsten Verarbeitungssektor im kommenden Jahrzehnt zu einem besseren Leben verholfen werden kann. Geographisch sind diese Länder vor allem in *Schwarzafrika* angesiedelt. An der Konferenz, die auf *französische Initiative* zustande kam und unter der logistischen Betreuung der *Unctad* steht, nehmen mehr als 150 Staaten, zahlreiche Unterorganisationen der Vereinten Nationen und andere multilaterale Institutionen sowie Vertreter regierungsfremder Hilfswerke teil. Staatspräsident *François Mitterrand* liess es sich nicht nehmen, die Tagung persönlich zu eröffnen und dergestalt die traditionelle Rolle seines Landes als Anwalt der Dritten und der Vierten Welt zu bekräftigen, während die Präsenz von Uno-Generalsekretär *Pérez de Cuéllar* den Teilnehmern demonstrativ in Erinnerung rief, dass die vielbeschworene «Friedensdividende» zuerst verdient sein will, bevor sie ausgeschüttet werden kann.

Das verlorene Jahrzehnt

Es ist nicht das erste Mal, dass im Schoss der Uno eine derartige Übung über die Bühne geht. *Bereits 1981* hatte man sich in vergleichbarem Rahmen auf ein «neues substantielles Aktionsprogramm» zugunsten der Vierten Welt geeinigt, das indessen *weitgehend Makulatur* blieb. In seiner Philosophie ein Produkt des Blockdenkens, in seinen Zielen zu ambitiös und in seinen Instrumenten zu wenig durchdacht, zeigte es nur *wenig Bezug zur entwicklungspolitischen Realität* – ganz im Gegenteil: Seither hat sich die Lage der fraglichen Ländergruppe weiter verschlechtert, sind die durchschnittlichen Pro-Kopf-Einkommen unter den Stand Ende der siebziger Jahre zurückgefallen und ist die Ernährungslage unverändert prekär bzw. die Abhängigkeit von Nahrungsmittelimporten unverändert hoch geblieben. Zusammen mit der drückenden Schuldenlast sind diese Indikatoren trauriges *Zeugnis für das Scheitern* der bisherigen Entwicklungsstrategien in der Dritten und vor allem der Vierten Welt, und nicht umsonst ist in dieser Beziehung von einem «verlorenen Jahrzehnt» die Rede.

Über die Ursachen dieses Versagens gibt man sich heute zusehends Rechenschaft. Es gründet einerseits in einem *strukturell sinkenden Preisniveau für Rohwaren* – meist die einzige Devisen-

quelle der zurückgebliebenen *Entwicklungsländer* – und anderseits in der Unfähigkeit, sich dem *weltwirtschaftlichen Wandel* anzupassen. Widersprüchliche bzw. falsche wirtschaftliche Signale, schwache öffentliche Institutionen und der fortschreitende Zerfall der Staatsgewalt trugen das Ihre dazu bei, aus einer schwierigen eine *beinahe hoffnungslose Situation* zu machen. Die *Industrieländer* ihrerseits hatten sich unter dem Eindruck des globalen ideologischen Spannungsfeldes zusehends in die *Rolle des Schuldigen* drängen lassen, dessen Hilfe an die Dritte Welt nicht freiem Willen entsprang, sondern als Entschädigung für vergangenes Unrecht geschuldet wurde. Im Grunde beschränkte sich das entwicklungspolitische Konzept bis weit in die achtziger Jahre hinein auf die Frage, welchen Teil seines Sozialproduktes der Westen zugunsten der Dritten Welt abzuzweigen verpflichtet oder gezwungen war, während über den *Sinn* und namentlich die *Erfolgsbedingungen* der Hilfe kaum diskutiert wurde.

Wachsender Realismus

Auch in Paris sind jene Kräfte prominent vertreten, welche *nach wie vor* diesem Schema huldigen. Der Entwurf für das neue Aktionsprogramm, der über Monate hinweg vorbereitet wurde und den Konferenzteilnehmern als Arbeitsgrundlage dienen soll, legt davon Zeugnis ab, ist er doch über weite Strecken geprägt von der *Auflistung finanzieller Forderungen* an die Adresse der Industrieländer. So sollen beispielsweise erneut *Erfüllungsziele* für das Volumen der Hilfe an die Vierte Welt gesetzt werden, obschon bereits jene von 1981 an der fehlenden Absorptionsfähigkeit vieler Empfängerländer gescheitert waren. Auch *pauschale* Schuldenerleichterungen stehen auf dem Programm, sei es in Form genereller Moratorien oder gar in Gestalt totaler Nachlasse. Gleiches gilt für den *Rohstoffbereich*, wo die Vierte Welt sich beispielsweise höhere Ausgleichszahlungen im Fall von Preisschwankungen bzw. von Exportausfällen wünscht. Schliesslich sollen jährliche Folgekonferenzen auf nationaler, regionaler und globaler Ebene die Einhaltung der eingegangenen Verpflichtungen sicherstellen. Diese Postulate sind allerdings *nicht unbestritten*. Im vorliegenden Textentwurf werden sie häufig relativiert durch alternative Formulierungen. Diese spiegeln zwar in erster Linie den Standpunkt einer grossen Mehrzahl der Industrieländer, lassen sich aber auch mit dem Ausfall der Opec-Gelder, mit der osteuropäischen Konkurrenz um die ohnehin knappen Ressourcen oder mit Befürchtungen der übrigen Entwicklungsländer erklären, mehr Gelder für die Vierte Welt könnte zu ihren Lasten gehen. Vor diesem Hintergrund haben die Sprecher der *Gebernationen* darauf bestanden, *auch die Rahmenbedingungen* für aussichtsreiche Hilfestellungen zum Gegenstand der Verhandlungen bzw. einer allfälligen Vereinbarung zu machen. Es sind dies nicht nur die Stärkung des *privaten Sektors* in den Ländern der Vierten Welt oder die Freisetzung der *Marktkräfte*, sondern es ist die Rede vom Übermass der *Rüstungsaufwendungen*, von der Respektierung der *Menschenrechte*, von institutionellen Reformen im Sinn vermehrter *Rechtssicherheit* oder von der Teilnahme der Bevölkerung an Entscheiden, von denen sie unmittelbar betroffen ist. Mit einem derart breiten und illusionslosen Ordnungsrahmen nimmt die Konferenz einen Faden auf, der schon anlässlich der Uno-Sondertagung vom Frühjahr erkennbar geworden war sowie in verschiedenen Berichten wie jenem der Brundtland-Kommission, dem Human Development Report des UNDP oder den Schlussfolgerungen der Südkommission andeutungsweise seinen Niederschlag gefunden hatte.

Veränderte Ausgangslage

Ob es in Paris gelingen wird, zwischen diesen beiden Ansätzen eine *Brücke zu schlagen*, muss sich weisen. *Die Unctad* und insbesondere deren Sekretariat gehörten in der Vergangenheit zu den Wortführern der Dritten und der Vierten Welt und schreckten nicht davor zurück, sich auch deren radikalere Forderungen zu eigen zu machen, wie sie insbesondere im Schlagwort der Neuen Weltwirtschaftsordnung Ausdruck fanden. Aber selbst wenn man im Genfer Hauptquartier noch keine Kenntnis genommen haben sollte von den veränderten weltwirtschaftlichen Gegebenheiten, so sind doch wenigstens auf der Ebene der *einzelnen Mitglieder* Ansätze für ein Umdenken unverkennbar. Verändert hat sich die Situation aber auch insofern, als das Ende des West-Ost-Konflikts die Möglichkeit schafft, Entwicklungshilfe künftig *weniger an ideologischen* als an wirtschaftlichen Kriterien auszurichten. So oder so wird der Ausgang der Pariser Konferenz – die ohnehin keine verbindlichen Beschlüsse fassen kann – Hinweise darauf geben, ob die Zeit für eine Neuorientierung der Beziehungen zwischen den Industriestaaten und den Entwicklungsländern reif ist.

LE SOIR

5 septembre 1990

DÉCENNIE PERDUE POUR LES PMA 8

C'est pour éviter que les « pays les moins avancés », c'est-à-dire les plus pauvres de la planète, plus pauvres aujourd'hui qu'il y a dix ans, ne sombrent complètement que s'est ouverte à Paris la deuxième conférence des PMA.

La conférence des PMA s'est ouverte à Paris

Récupérer la décennie perdue

Il y avait les pays sous-développés, rebaptisés, histoire de les encourager, en PVD, pays en voie de développement. Mais il y a aussi les PMA, moins connus du grand public. Ces pays moins avancés sont les pauvres parmi les pauvres : leur produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant est de l'ordre de 500 dollars, la part de l'industrie dans leur PIB est inférieure à 10 % et leur taux d'alphabétisation n'arrive pas à 20 %.

En 1981, date de la première conférence se préoccupant de leur sort, ils étaient 31 PMA. Aujourd'hui, on en compte 41. Triste augmentation, conséquence de cette « décennie perdue du développement » que furent les années 80.

Pour tenter d'éviter qu'ils sombrent à tout jamais s'est ouverte lundi à Paris la deuxième conférence des PMA organisée par la Cnuced (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). Jusqu'au 14 septembre, experts et chefs d'Etat essayeront de trouver les moyens d'inverser cette tendance qui pousse les plus démunis vers le bas.

François Mitterrand, fidèle à son image d'ami du tiers-monde, a été le premier, lundi, à s'engager : la France va accroître, d'ici à dix ans, son aide publique aux PMA, et un projet de loi prévoyant l'annulation des créances de tous ces pays et la transformation des prêts qui leur sont destinés en dons sera prochainement déposé au Parlement. Paris appliquait déjà cette dernière mesure aux pays africains. Les sept non africains — Bangladesh, Birmanie, Haïti, Laos, Népal, Vanuatu et Yemen — devraient bientôt pouvoir eux aussi en profiter.

Seuls sept pays — la France, le Canada, l'Italie, la Norvège, la Suède, le Danemark, la Finlande et les Pays-Bas — consacrent actuellement 0,15 % de leur PIB à l'aide aux PMA, ce qui était un des objectifs de la première rencontre de 1981. Et le président français a promis, espérant être suivi, que ce serait désormais 0,20 % du PIB qui leur serait attribué.

En pleine tournée africaine, le Pape a dénoncé en Tanzanie les espoirs déçus du continent noir face à un développement manqué. *Photo AP.*

Ils en auront bien besoin : la crise du Golfe risque en effet de compromettre un peu plus leurs efforts. Selon la Cnuced, avec des cours pétroliers de 25 dollars le baril pendant le deuxième semestre 90 et l'année 91, l'augmentation des coûts d'importation serait de 0,44 milliard de dollars en 90 et de 0,92 milliard en 91. Aucun PMA ne pourrait continuer à importer autant et la croissance, déjà faible, serait encore ralentie. François Mitterrand a d'ailleurs demandé au FMI et la Banque mondiale de chiffrer précisément les conséquences de la hausse des cours du pétrole et d'éventuellement mettre sur pied un plan d'urgence.

Mais un autre problème difficile à résoudre, c'est de savoir à quel interlocuteur local il faut remettre l'aide venue d'Occident : à un gouvernement souvent corrompu qui n'a pas réussi dans le passé à faire fructifier cet argent ? A des collectivités locales, plus efficaces, mais moins faciles à joindre directement ? C'est pourtant par celles qui ont déjà fait leurs preuves que passe la vraie — et dernière — chance des PMA...

VÉRONIQUE KIESEL

Le Monde
5 septembre 1990

M. Mitterrand propose un contrat de solidarité aux PMA

Alors que s'ouvrait à Paris le 3 septembre la deuxième conférence sur les PMA (pays les moins avancés), la communauté internationale se préoccupe des conséquences économiques de la crise du Golfe sur certains pays en développement *(lire page 22)*. La Commission européenne devait proposer mercredi 5 septembre, un programme d'aide à l'Egypte et à la Jordanie en particulier. Vendredi 7 septembre, les ministres des affaires étrangères des Douze se réuniront à ce sujet.

Répondant au message de solidarité lancé d'une voix bien faible par le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, le président de la République M. François Mitterrand a accueilli ses invités à la deuxième conférence des PMA (pays les moins avancés), le 3 septembre, en présentant un *« plan de combat contre le sous-développement »*. Après avoir rappelé les contingences propres aux pays les plus pauvres – une quasi-absence de richesses combinée avec un accès difficile aux marchés internationaux et une lourde dette, – le chef de l'Etat a souligné l'urgence de conclure avec ces nations déshéritées un *« contrat de solidarité »*.

Un tel contrat reposerait en particulier sur la poursuite de priorités telles que l'éducation, la formation et la santé, par l'insertion des agricultures dans l'économie de marché, par le renforcement des intégrations régionales, par la lutte contre les catastrophes naturelles. *« Ce contrat devrait associer les organisations non gouvernementales (ONG), dont le rôle est essentiel »*, a précisé M. Mitterrand.

Comme c'était attendu, le président français a évoqué la nécessité pour les PMA de disposer de ressources financières suffisantes et mieux adaptées à leurs besoins. Elargissant sa politique visant à effacer, autant que possible, les dettes contractées dans le passé par les pays pauvres, le chef de l'Etat s'est ainsi engagé, au nom du gouvernement français, à déposer un projet de loi qui prévoira l'annulation des créances publiques de tous les PMA (y compris les non-africains) et la transformation de leurs prêts en dons.

Compte tenu des mesures prises lors des sommets de Toronto, Dakar et La Baule en faveur des pays du continent noir, l'effort total de la France représente 28,4 milliards de francs. M. Mitterrand a aussi demandé aux pays donateurs qui ne l'ont pas encore fait (le Japon, les Etats-Unis) de porter à 0,15 % de leur produit intérieur brut (PIB) leur aide publique au développement dans un délai maximum de cinq ans, la France s'engageant pour sa part à porter sa contribution à 0,20 % du PIB.

Le président a renouvelé son soutien aux accords de produits permettant de stabiliser les cours des matières premières, précisant qu'un nouvel organisme visant à faciliter les exportations vers la France des produits des PMA serait créé. Il a enfin demandé que soient étudiées au cours des prochaines réunions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international les conséquences de la crise du Golfe sur les PMA, afin de définir si besoin un plan d'urgence doté de mécanismes compensatoires. *« Il faut que cette conférence marque la fin d'un aveuglement général »*, a conclu M. Mitterrand.

ERIC FOTTORINO

Priorité au développement rural demande l'épiscopat français

« La décennie qui s'achève est, pour les pays les moins avancés, la décennie de la régression et de la déconvenue », estime l'épiscopat français dans un mémorandum rédigé à l'occasion de la deuxième conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés. *« La préoccupation de la croissance démographique dans les PMA ne doit pas conduire à inviter les gouvernements à prendre des mesures autoritaires pour limiter les naissances »*, précise le document. *« Le droit des personnes et des couples pour le choix du nombre d'enfants doit être respecté, compte tenu des contextes culturels et religieux. »*

A propos du sida, l'épiscopat estime qu' *« une coopération internationale serait utile pour en enrayer les progrès »*. L'exode *« anarchique »* des campagnes vers les grandes villes est également mis en exergue et est considéré comme facteur de *« nouvelles pauvretés »*, tandis que *« l'insuffisance alimentaire de beaucoup de PMA et les menaces périodiques de famine pour d'autres doivent rester une préoccupation constante dans la coopération internationale »*. L'épiscopat rappelle que *« la priorité doit être donnée au développement rural »*.

JORNAL DE NOTICIAS (Portugal)
6 September 1990

Para participarem no crescimento mundial

PAÍSES MENOS AVANÇADOS RECLAMAM MAIORES APOIOS

Por MARIE PAULE DE PINA (correspondente em Paris)

A efectiva participação no crescimento económico mundial, através de um maior auxílio para o combate ao subdesenvolvimento, foi ontem reclamada por dirigentes do Terceiro Mundo presentes na conferência de Paris sobre os Países Menos Avançados (PMA).

A conferência, que está a decorrer na capital francesa até dia 13, é presidida pelo secretário-geral da ONU, Javier Perez de Cuellar, e conta com a presença de chefes de Estado e equipas técnicas de vários países.

O secretário de Estado dos Negócios Estrangeiros e da Cooperação português, José Manuel Durão Barroso, chefia a delegação do Governo de Lisboa que participa no fórum em Paris.

Entre os temas em discussão na capital francesa conta-se a dívida externa dos PMA e o reajustamento estrutural da ajuda dos países doadores, que na conferência anterior ficara ajustada em 0,15% dos respectivos PNB mas nunca ultrapassou os 0,07%.

Ontem, os presidentes do Bengladesh, Hussain Mohammed Ershad, e da República de Cabo Verde, Aristides Pereira, bem como o seu homólogo do Uganda, Yoneri Museveni – que preside desde Julho à organização da unidade africana – lançaram um apelo no sentido de uma maior participação do mundo desenvolvido na recuperação das suas economias e exprimiram a sua preocupação face à crise do Golfo e ao aumento dos preços do petróleo.

Yoneri Museveni referiu que os PMA eram apenas espectadores nesta crise, e pediu 0,20% do Produto Nacional Bruto (PNB) aos países ricos, objectivo em jogo na conferência de Paris, e que o presidente francês François Mitterand se comprometeu a atingir até ao ano 2000.

Diante de uma sala cheia, onde os «pobres» estiveram com dignidade, solitário o chefe de Estado francês considerou que os compromissos de Paris de 1981 «não foram mantidos, apesar dos esforços de alguns países e de organizações não governamentais para o desenvolvimento».

Recorde-se que, em 1981, os países dadores aceitaram, entre outras recomendações, consagrar 0,15% do seu PNB aos PMA, então em número de 30, em 1989, 122 mil milhões de dólares foram repartidos entre uma quarentena de países, e a CNUCED no seu relatório considera que «três vezes este montante devia ser consagrado a estes países para que exista um desenvolvimento, de. digamos, cerca de 36 mil milhões de dólares».

De acordo com François Mitterrand «para que os povos possam viver dignamente, e com o dinheiro necessário para a sua formação – factor essencial ao desenvolvimento – seriam necessários 0,2% do PNB dos países – nossos países – para conseguir alguma coisa nesta parte do planeta mergulhado numa dívida de 42 mil milhões de dólares», pouco quando comparado com o Brasil ou o México.

Mas, quanto maior é dívida maior o respeito pelo devedor. Não são os Estados Unidos que vivem com uma dívida permanente superior à dívida brasileira?

Mas o FMI, e mesmo o Banco Mundial, considerado menos drástico nos seus critérios de imposição de políticas sociais, não chega, como exigiu a CNUCED, com insistência, a «investir nos recursos humanos, a pagar as matérias-primas por um preço justo, em retomar as culturas em viveiro nesta África que produz para os ocidentais feijão verde em vez do sorgo ou de mandioca, para anular as dívidas que os países se propõem reembolsar».

Muitas questões correm nos corredores da UNESCO enquanto o céu de Setembro faz brilhar os «turbantes» brancos de alguns delegados subsarianos.

Que é feito do NOEMI (Nova Ordem Económica e Monetária Internacional)? Desapareceu, volatilizou-se, «parece que deixou de interessar aos ocidentais» comentava um representante dos PMA.

Se o vento do pessimismo sopra em Paris – num momento em que, na periferia, os países do Golfo nos relembram que métodos assustadores agitam a nossa paz ocidental – o futuro do planeta não pode ser decidido sem um esforço dos PMA, e, nomeadamente, dos vinte e oito países da África Subsariana e do continente mais importante para a Europa.

Regista-se que, em 1989, o Auxílio Público ao Desenvolvimento (APD) foi de 0,09%, em média, enquanto o dos Estados Unidos representava um número alarmante de 0,04% do PNB.

Os PMA tem outra necessidade premente: aliviar a dívida externa, anulando-a para os países mais pobres, ou transformando os empréstimos em doações, medidas tomadas pela França na conferência sobre os PMA.

Assim, Mitterand decidiu aumentar o esforço francês em favor dos Países em Vias de Desenvolvimento (PVD), aumentando o APD para 0,7% do PNB, contra 0,54% em 1989 (33.101 mil milhões de francos, 860.626 milhões de contos), o que deverá manter a França no primeiro lugar dos países doadores.

Dos 33 mil milhões de francos, 9.627 mil milhões (250,30 milhões de contos) foram consagrados aos PMA, representando 0,16% do PNB francês, incluindo operações para reduzir as dívidas dos PMA africanos.

Os sete PMA, cuja dívida externa para com a França vai ser anulada, são o Bengladesh, a Birmânia, o Haiti, o Laos, o Nepal, o Vanuatu e o Iemen, o que representa um total de dois mil milhões de contos em dívidas.

Na intervenção que proferiu terça-feira, José Manuel Durão Barroso, classificou a década de oitenta, para os Países Menos Avançados – que aumentaram de trinta e três para quarenta e dois –, como «uma década de retrocesso económico e social».

Para o secretário de Estado dos Negócios Estrangeiros e da Cooperação, o assegurar de que «a próxima década dos PMA seja de progresso e desenvolvimento sócio-económico» passa «pelas decisões tomadas no decorrer da conferência que – por serem vitais para muitos dos países aqui representados – se deverão revestir do maior consenso possível traduzindo-se, deste modo, em resultados positivos».

«Caso contrário – frisou – não se poderá evitar a continuação do desastre».

De acordo com o secretário de Estado, «os países mais desenvolvidos não podem isolar-se nas suas situações de prosperidade e ignorar os menos desenvolvidos que diariamente se confrontam com os problemas gravíssimos do aumento da pobreza, da instabilidade económica, da subalimentação, da destruição ambiental e do crescimento demográfico desmesurado».

Durão Barroso concluiu o seu longo discurso, afirmando que «a saída da crise dos PMA está não só dependente da reestruturação das suas prioridades de desenvolvimento, como também do reconhecimento do valor dos sectores sociais, especialmente aqueles ligados à saúde, educação e alimentação».

BARROSO HOMENAGEOU REALISMO DOS PALOP

O secretário de Estado dos Negócios Estrangeiros homenageou ontem os Países Africanos de Língua Oficial Portuguesa (PALOP) pela «adopção de políticas realistas, capazes de os conduzir à recuperação e estabilidade das suas economias».

Durão Barroso falava, em Paris, no decorrer da 2.ª conferência das Nações Unidas para os Países Menos Avançados (PMA).

O governante afirmou que Portugal «continuará a apoiar os PALOP nos seus valorosos esforços de combate aos graves problemas que os afligem».

Neste sentido, lembrou que «Portugal tem vindo a desenvolver esforços políticos conducentes à criação de um clima de paz que possa proporcionar bases sólidas de desenvolvimento e bem-estar das populações».

PRODUTORES REIVINDICAM

LEAST DEVELOPED COUNTRIES DEMAND GREATER SUPPORT
To Enable Them to Take Part in World Economic Growth

Third World governments meeting at the Paris Conference on the Least Developed Countries yesterday called for increased assistance to fight against under-development. This, in turn, would allow them to participate in world economic growth.

Among the main items under discussion in the capital of France are the external debt of LDCs and the structural adjustment schemes to back the assistance from donor countries. At the previous Conference, donor countries agreed upon an aid target equivalent to 0.15% of their respective GDP. In reality, however, assistance by donor countries as a group had not surpassed 0.07% of their combined GDP.

INFORMATION (Denmark)
6 September 1990

Danmark vil stille skrappere betingelser for bistand til ulande

Demokrati, markeds- økonomi og menneske-rettigheder er nøglebegreber som skal følge dansk ulandsbistand

Af
GYNTHER ADOLPHSEN
Informations korrespondent

PARIS, 5. sept. - Udvikling mod mere demokrati, større respekt for menneskerettighederne og indførelse af markedsøkonomi, som det er sket i de østeuropæiske lande i det sidste års tid, skal være en ny dansk målestok for de ulande, der ønsker at modtage dansk ulandsbistand.

Denne programerklæring fremsatte udenrigsminister Uffe Ellemann-Jensen (V) onsdag i sin tale på FN's konference i Paris om de mindst udviklede lande. Han opfordrede samtidig konferencen til at disse kriterier indgår i det handlingsprogram, som konferencen skal vedtage.

Den danske bistand til de fattigste ulande udgør 0,36 pct. af det danske bruttonationalprodukt (BNP). Den er dermed højere end alle andre landes. Den danske bistand til de fattigste ulande mere end det dobbelte af den norm på 0,15 pct. af BNP, FN vedtog i 1981, og fire gange mere end industrilandenes gennemsnit på 0,09 pct.

Ellemann-Jensen opfordrede de lande, der endnu ikke lever op til FN's mindstekrav på 0,15 pct. af BNP til at sætte bistanden op nu, i stedet for at vente til slutnignen af 1990'erne.

I mandags opfordrede Frankrigs præsident Francois Mitterrand de otte lande, der opfylder FN's mindstekrav på 0,15 pct. af BNP, deriblandt Danmark, til at vise et eksempel og hæve deres bistand til de fattigste ulande til 0,20 pct. af BNP.

Ud fra de nye kriterier for, hvilke ulande, Danmark vil samarbejde med, skal det vestafrikanske land Benin og Mocambique i det sydlige Afrika for fremtiden modtage mere dansk udviklingsbistand. Hidtidige hovedmodtagerlande som Kenya og Tanzania vil ifølge udenrigsministeren blive »overvåget med en stor lup«.

Fordi Danmark er et af de giverlande, der stiller de færreste betingelser for indkøb af varer og goder i Danmark, anser Ellemann-Jensen det for rimeligt, at denne bindingsgrad sættes i vejret. Omkring 30 pct. af den danske bistand - omkring tre milliarder kroner, er bundet til indkøb i Danmark.

DENMARK WILL TIGHTEN CONDITIONS FOR ASSISTANCE TO DEVELOPING COUNTRIES

Democracy, market economy and human rights are key concepts which shall guide Danish development assistance.

l'Humanité
6 septembre 1990

La conférence des pays les plus pauvres

LA DECENNIE PERDUE

LA deuxième conférence des pays dits les moins avancés (PMA) organisée par la conférence des Nations unies pour le développement et le commerce (CNUCED) poursuivait hier ses travaux au siège de l'UNESCO à Paris. La majorité des intervenants — d'une réunion qui devrait durer jusqu'au 14 septembre prochain — ont souligné que les besoins de financements de leur pays ne cessaient de croître alors même que les aides en provenance des grands Etats capitalistes étaient de plus en plus contingentées.

En fait les représentants de la majorité des 41 pays présents et qui ont le triste privilège d'appartenir au club des plus pauvres parmi les pauvres, ont à leur manière — diplomatique — souligné que la décennie 1980 était celle du développement raté.

Les rapports présentés par la multitude de fonctionnaires des organismes permanents des Nations unies présents à la conférence, dressent un tableau du monde particulièrement dramatique. Le directeur adjoint de l'UNICEF soulignait ainsi que les enfants de moins de cinq ans des 41 pays les moins avancés avait un taux de mortalité supérieur du double à ceux des autres pays de la planète.

Les dirigeants de la CNUCED de leur côté estiment que la part du commerce des PMA dans le monde est passé d'un chiffre dérisoire (à peine plus de 1 %) à un pourcentage quasi nul (0,3 %).

Commerce, industrie, investissement, dépense de formation et de santé, équipement... dans tous les domaines les pays de la conférence de Paris ont vu leur situation se dégrader. Il est donc légitime de s'interroger sur l'efficacité des plans d'ajustement structurels imposés par la Banque mondiale (la majorité des pays pauvres appliquent actuellement un plan élaboré par les experts de Washington) en échange de maigres prêts. En fait tout fonctionne comme si les recettes concoctées par les grands Etats capitalistes et singulièrement les Etats-Unis, étaient l'une des causes, voire la cause centrale de la dégradation de la situation économique des pays pauvres. On ne peut en effet à la fois concentrer tous les moyens sur les besoins des grands groupes internationaux — les plans d'ajustement sont conçus pour recréer un environnement propice aux profits — et répondre aux attentes des couches les plus démunies des pays pauvres. D'ailleurs les recommandations (les prêts sont subordonnés à leur application) des grands Etats capitalistes visent toutes à réduire le secteur public et à pratiquer la vérité des prix et des taux de change, c'est-à-dire de facto à diminuer les salaires pour favoriser l'essor de l'initiative privée. On constate dix ans après le lancement en grand de ces programmes l'ampleur des dégâts chez les PMA.

Okba Lamrani

BANGLADESH OBSERVER
7 September 1990

Paris LDCs moot to lead to global war on poverty

PARIS, Sept. 5 :—The general debate of the second U.N. conference on the Least Developed Countries continued on Wednesday with most of the speakers expressing their hope that the moot would produce a new political commitment to a "global war on poverty", reports BSS.

The speakers underscored the LDCs' responsibility over their own economies and at the same time called for increased in ternational assistance to accelerate development in those countries in the 1990s.

While addressing the conference as the first speaker yesterday President Hussain Muhammad Ershad gave a clarion call to the developed nations to extend their support to the Least Developed Nations to pull them out of their morass of misery so that mankind may enter the next millenum spaceship in unity, prosperity, peace and development.

President Aristides Pereira of Cape Verde, addressing the conference yesterday afternoon, said increased flow of official aid and access to international market were of paramount importance to the LDCs. He said it was necessary to mobilise the will of the donor countries to increase development assistance and to reduce the indebtedness of the LDCS.

Measures to be applied for bilateral debt should also be applied to multilateral debt, President Pereira said.

President Pereira drew the attention of the conference to the situation in the Middle-East and said it had also posed a serious threat to the world economy. He stressed the need for a dialogue to threat to the world economy. He stressed the need for a dialogue to preserve peace as an essential condition for creative initiatives to benefit the Least Developed.

Afghan President Dr. Najibullah, while addressing the conference on behalf of the landlocked counties this morning, proposed for extending urgent assistance to his country to overcome the losses and destruction caused by the war.

He called for earmarking resources for Afghanistan in the 1990 programme of action.

Dr. Najibullah expressed the hope grounds so that the world community, especially those countries which previously extended aid to Afghanistan like the USA, France and institutions, once again cold seriously consider the resumption of assistance to Afghanistan.

The UNDP Administrator William H. Drapper said properly chosen national budgetary priorities and increased international assistance could help reach a resonable level of human development in the LDCs in the 1990s.

Mr. Drapper proposed an action plan which called on donors to take steps to reach its target for increased ODA within the next five years and to consider a substantial increase in assistance in the form of grants to the countries concerned as proposed by President Francois Mitterrand.

The plan also called for a major new effort to step up multilateral grants basis to meet the acute capital needs and the reallocation of LDCS budgetary priorities to pay greater attention to the human development goals.

The chinese Vice-Minister for Foreign Economic Relations, Mr. Vang Wendong, said the LDCS shuld bear the primary responsibility for the devleopment for their own economies but a favourable external environment and adequate international support was essential for the success of their development effort.

The West German Minister for Economic Cooperation, Jurgen Warnke, allayed the fear that the Frgs additional commitment towards Easter Europe and other parts of Germany would be made at the cost of its development cooperation with the other countries.

He said in 1989, FRG had increased its official development assistance by eleven per cent to 9.2 billion dm. that level was well above the average from the contributions to the Third World by the western donors, Mr. Warnke added.

Italian Foreign Minister Bettino Craxi, who is also the personal representative of the U.N. Secretary on debt, said that the recent increase in the oil prices would add to the countries.

He proposed that up to 90 per cent of the bilateral debt servicing of the poorest countries should be cancelled with the remaining 10 per cent to be channelled into national economic develoment.

Mr. Craxi said that top priority should be given to the countries which had introduced

about price on energy which would be reasonable for the poorest countries.

The Executive Director of UNICEF James P Grant said if the agreed goals for children and develotment were realised the 1990s would witness the saving of some 18 million strong children in the Least Developed Countires.

He said UNICEF would reallocate its resources to basic education with an emphasis on universal primary education and to primary health care.

BANGLADESH OBSERVER
7 September 1990

Concern For The Poorest

The Second United Nations Conference on the Least Developed Countries (now numbering 42 with a total population of about 413 million) now going on in Paris is certainly a landmark in the history of international development, just as the first one was. The first UN conference on the LDCs (at that time numbering 31 with a population of about 348 million) was also held in Paris in 1981. That conference adopted the SPA (Substantive Programme of Action) which was later transformed into SNPA (Substantive New Programme of Action). This Programme of Action was quite ambitious and aimed at improving the lot of these countries in a substantial way. The fact that it failed in its objectives does not indicate that efforts in this direction will always be futile. We shall always hope that concerted international efforts at improving the lot of the poorest nations of the world (of which Bangladesh is the largest with more than a quarter of the total LDC population) will succeed some day, given the sincerity of purpose on the part of all the nations co-operating in the programme. In spite of this fact, we like to point out some aspects of its failure just in order that the mistake of the past may not be repeated when we remember where we failed.

Although figures are not always pleasant to read, we have to mention a few figures in order to clarify what we have stated above. The average annual growth rates of the economies of the LDCs have not been encouraging during the 1980s when (during 1980-87 it was 2.3 per cent in place of 3.4 per cent in the 1970s. Food production in the LDC countries on a per capita basis declined by 0·8 per cent per annum during 1980-88. Consequently, food import dependence on the part of these countries increased and declines in nutrition and calorie intake took place.

In manufacturing, there was an overall decline of 0·2 per cent per capita during 1980-87 for the LDCs. The social condition deteriorated in the LDCs, as exemplified by low levels of literacy and education, poor health condition indicated by high levels of infant and child mortality, and a high rate of morbidity, particularly in the working-age population. High morbidity rates, as is well-known, have an adverse impact upon workers' efficiency, and productivity. There was a serious environmental deterioration in the LDCs. The consequences have been soil erosion, drought and a tendency towards desertification.

In place of the SNPA target of 4 per cent, there was only 1·6 per cent average annual growth rate of agriculture in the LDCs as a whole during the 1980s. Manufacturing growth rate was only 2·3 per cent in place of the SNPA target of 9 per cent.

Domestic savings in the LDCs have declined. Over a third of the LDCs had negative savings. Similarly, investments declined by 5·5 per cent during 1980-86, compared to a rise of 1·6 per cent during the 1970s in the LDCs as a whole. Moreover, trade deficits, debt burdens, and fiscal imbalances increased during the 1980s in the LDCs.

In the face of this situation, there are two specific objectives before the on-going Paris meet: (i) to augment the volume of loans for the LDCs and (ii) to alleviate the debt burden already on the shoulders of the LDCs.

We remember that the Pearson Commission of the 1960s had recommended that developed countries would let one per cent of their GNP (gross national product) be utilised as aid to underdeveloped countries. That recommendation was not implemented. The SNPA recommended only 0·15 per cent of the donor countries' GNP to be use as aid to poor countries. But in place of 0·15 per cent, it is found to be 0·09 per cent only.

The UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development) secretariat has recommended that at least $36 billion should be provided to the LDCs by the year 2000, as a fund for development in order that an annual growth rate of 5 per cent may be achieved by the LDCs. We hope that this recommendation is accepted by the donor countries which will commit themselves to it in the Paris meet. There is no doubt about the fact that it is human misery that has moved the rich nations to come forward to help the LDCs. For the same reason, we hope that the poorest 42 nations of the world will succeed in having the desired assistance from the better off part of humanity without consideration of many other issues that might disturb the deliberation in Paris: East-West issues, the Middle East Situation et al.

LE QUOTIDIEN DE PARIS
10 septembre 1990

Nord/Sud : à la recherche d'un nouveau contrat

Réunis depuis une semaine à Paris, les pays les moins avancés (PMA) de la planète doivent poursuivre leurs travaux jusqu'à vendredi prochain pour tenter de mettre sur pied un nouveau « partenariat de développement » avec leurs riches bailleurs de fonds du Nord.

CETTE conférence doit définir les termes de ce contrat de solidarité qui implique une aide accrue de la part des bailleurs de fonds en échange de réformes économiques et politiques dans les PMA. L'allégement du fardeau de la dette, de nouveaux flux d'aide et l'accès aux marchés des pays industrialisés des produits des PMA, qui sont essentiellement agricoles, sont parmi les principales revendications du Sud, qui réclame aussi des aménagements particuliers pour faire face aux conséquences économiques et financières de la crise du Golfe, en particulier le renchérissement de la facture pétrolière.

Consacrée essentiellement au débat général, cette première semaine a permis d'en tracer les grandes lignes : les PMA demandent que les pays industrialisés consacrent au moins 0,20 % de leur PNB à l'aide publique au développement qui leur est consacrée, un allégement substantiel de la dette à travers des annulations des créances et des facilités commerciales.

Les bailleurs de fonds qui sont essentiellement occidentaux — les pays de l'Est et les riches pétroliers arabes étant respectivement occupés par leur situation intérieure et la crise du Golfe — demandent aux PMA non seulement des réformes économiques et financières accrues mais aussi politiques (démocratisation et respect des droits de l'homme), apprend-on de sources proches des délégations. Ils s'engageraient en contrepartie à aider plus ces pays, mais le débat se poursuit sur les modalités et les niveaux de cette aide, précisent ces mêmes sources.

Parmi les Européens, la France et l'Italie ont répondu à l'appel des PMA en s'engageant à atteindre à terme l'objectif de 0,20 % pour leur aide pubique au développement à ces pays. La RFA s'est, pour sa part, prononcée pour un objectif de 0,15 % lié à des réformes politiques. Ce dernier chiffre avait été fixé par la première conférence de l'ONU sur les PMA en 1981 comme objectif des années quatre-vingt mais n'avait pas été suivi d'effet, la moyenne de l'aide publique au développement aux pays les moins avancés atteignant en 1989 0,09 % du PNB des donateurs.

Les plus durs restent les Etats-Unis qui ne se sont pas encore prononcés à la conférence de Paris et dont l'aide n'est que de 0,04 % du PNB et le Japon (0,07 %) qui a fait un discours général sans engagements précis.

Les Pays-Bas, qui ont dépassé l'objectif de 0,15 % depuis longtemps et se situent, avec les pays scandinaves, à plus de 0,30 %, la Norvège ayant même dépassé 0,40 %, ont proposé une annulation générale de la dette bilatérale non occasionnelle des pays pauvres sévèrement endettés. Le Néerlandais Jan Pronk a déclaré que cette proposition serait présentée par son pays à la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale fin septembre à Washington.

Plusieurs bailleurs de fonds, dont les pays nordiques et les Pays-Bas, imités cette année par la France, ne donnent plus que des dons aux PMA et non des prêts même à taux d'intérêt très bas, dans le cadre de leur aide publique.

Une des formules de compromis concernant l'aide au développement, apprend-on de sources proches de la conférence, serait la réaffirmation de l'objectif de 0,15 % et, pour les pays qui sont à la traîne mais qui ont un PNB très élevé comme les Etats-Unis ou le Japon, un engagement de doubler celle-ci d'ici l'an 2000.

« Il faut des gestes concrets pour que nous ne fassions pas un marché de dupes », ont souligné plusieurs délégués africains et asiatiques.

L'HEBDO
13 septembre 1990

PAYS LES MOINS AVANCES

A la santé des pauvres

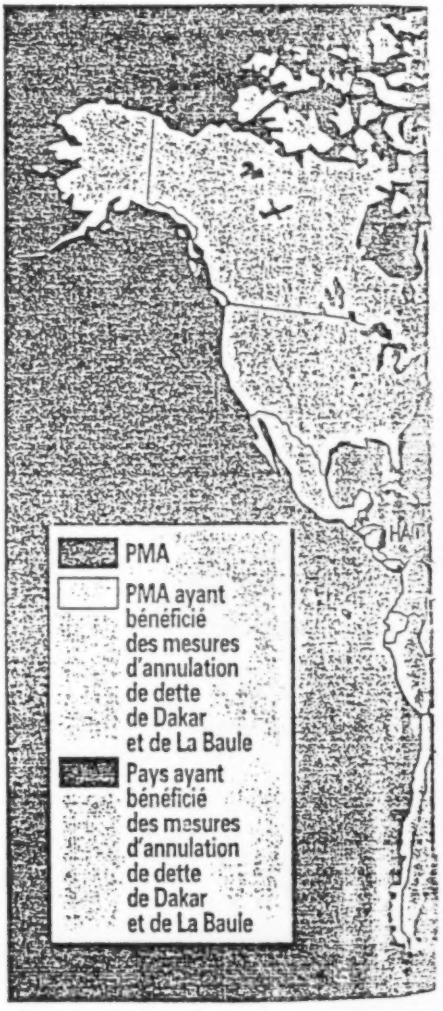
Qui paie ses dettes s'appauvrit. Le tiers monde s'en doutait déjà. L'Occident vient de le reconnaître lors de la conférence de l'ONU à Paris sur les pays les moins avancés (PMA).

L'homme est de retour pour une dizaine de jours — du 3 au 14 septembre — au Palais de l'Unesco à Paris. Une divine surprise depuis le temps qu'on avait perdu sa trace dans les organisations internationales. Elles ergotaient sur l'accumulation du capital, la production de biens ou la croissance du PNB. Et, en plein conflit du Golfe, la deuxième conférence de l'ONU sur les pays les moins avancés (PMA) a retrouvé la trace de l'individu. De celui qui veut vivre longtemps en bonne santé, être instruit et disposer de ressources permettant un niveau de vie convenable. Et, en prime, la liberté. Alors, forcément, cela fait un choc. Et du coup le Nord s'est proposé d'éponger le petit bout de la dette du Sud, juste avant les réunions annuelles des deux «gendarmes», la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, à la fin septembre. Sur une ardoise de 1300 milliards de dollars, le club des quarante et un Etats les plus pauvres du monde n'est redevable que de soixante-neuf milliards.

Redressement ruineux

En clair, l'Occident a fini par admettre que le redressement financier à n'importe quel prix des pays du tiers monde a précipité leur ruine en sacrifiant leurs seules richesses, leurs populations. *«Comment voulez-vous répondre aux réajustements structurels, lorsque le rapport de la dette au produit intérieur brut (PIB) atteint 30,8% comme en Guinée-Bissau, si ce n'est en rognant sur la santé, l'éducation, l'alimentation?»* déplore le représentant d'une des 35 organisations non gouvernementales (ONG) à la conférence. De fait, les meilleurs élèves du FMI — comme le Togo — ont condamné une génération sur l'autel des équilibres macroéconomiques à court terme. Iconoclaste, la Banque mondiale constate aujourd'hui que l'efficacité de l'instruction comme arme de lutte contre la pauvreté va bien au-delà de la production de travail. Une année d'instruction d'une mère entraîne une baisse de 9% de la mortalité des moins de cinq ans.

Dans son petit bureau perdu dans le dédale des couloirs de l'Unesco, Yves Berthelot, secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), respire. *«Comment ne serais-je pas optimiste malgré l'attitude timorée de certains? Pour la première fois, les organismes donateurs et les conseillers étrangers admettent l'importance d'un développement privilégiant les individus»*, dit-il en agitant l'IDH. L'IDH, indicateur de développement humain, présenté par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), chamboule le dictionnaire des idées préconçues sur le tiers monde. En clair, la croissance économique et le PNB par habitant ne reflètent pas forcément le bien-être de l'homme. Ce hit-parade, additionnant l'espérance de vie, le taux de scolarisation ou le niveau de nutrition, recèle de solides surprises. Le Costa Rica, en consacrant 23% de son budget à la santé, passe devant le Koweït et le Portugal. Et le Bangladesh, qui réussit à vacciner plus de 70% de ses enfants, devance le Sénégal, longtemps phare de l'Afrique francophone. Et surtout, réconfortante révélation, le Rapport mondial sur le développement humain du PNUD constate que le tiers monde a plutôt moins mal réussi ce fameux développement humain que sa croissance économique. L'espérance de vie au Sud est tout de même passée de 46 ans en 1960 à 62 ans ans en 1987. Alors que les pays industrialisés mettaient un siècle pour réduire de moitié la mortalité infantile, le «club des sans-le-sou» accomplissait l'exploit en quatre décennies. Enfin, 61% des populations du Sud ont accès aujourd'hui aux soins de santé primaires et 55% à l'eau potable. Mais le message d'espoir s'arrête là: un sixième des habitants du Sud souffrent toujours de la faim; chaque année, quatorze millions d'enfants meurent avant leur cinquième anniversaire. Et surtout le tiers monde compte huit fois plus de soldats que de médecins.


PMA
PMA ayant bénéficié des mesures d'annulation de dette de Dakar et de La Baule
Pays ayant bénéficié des mesures d'annulation de dette de Dakar et de La Baule

← Née dans l'euphorie de la victoire socialiste en France, la première conférence sur les PMA, totalement improvisée, s'était jouée sur l'air des grands serments. Ciel plombé cette fois au-dessus du Palais de l'Unesco à Paris. L'heure est à l'autocritique. *«Notre passé colonial doit nous rendre plus modestes. Nous avons mis du temps avant de nous préoccuper de la démocratie dans les PMA»*, lâche, sans fioriture, Jan Prock, ministre de la Coopération pour le développement des Pays-Bas. Puis, le petit homme au cheveu rare, ancien secrétaire général adjoint de la CNUCED, ajoute: *«C'est une honte que nous ayons pu oublier l'Afrique si longtemps»*. Nous sommes le vendredi 7 septembre au matin, et la conférence s'enlise dans le stérile des considérations tactiques. Les «tiers-mondistes», soutenus au nom de la CEE par Gianni De Michelis, ministre italien des Affaires étrangères, montent au créneau. Les Pays-Bas, qui consacrent déjà 0,31% de leur PNB au développement des pays les moins avancés — contre 0,09% pour la moyenne des donateurs — proposent l'annulation pure et simple de la dette bilatérale des pays pauvres sévèrement endettés. La réunion de Paris ne sera pas, comme la précédente, de la simple poudre aux yeux.

Gestion défaillante

Le «contrat de solidarité» présenté par François Mitterrand à l'ouverture de la deuxième conférence sur les PMA prévoit, certes, l'annulation des créances publiques, la transformation des prêts en dons, et l'engagement de porter l'aide publique au développement à 0,15% du PNB d'ici à cinq ans. Mais il ne faut pas trop rêver. La tentation du désengagement ne cesse de titiller les pays développés. D'autant qu'ils sont nombreux à estimer que les PMA ont déjà reçu une aide suffisante, et ne doivent donc s'en prendre qu'à l'incompétence et à la corruption de leurs dirigeants. Certains représentants du Sud, comme le délégué des Comores, acceptent d'ailleurs de faire leur mea culpa, en dénonçant à la tribune *«la gestion défaillante de nos entreprises et de nos sociétés d'Etat»*. Ajoutons le scepticisme — notamment de la part des Américains — sur l'efficacité de certaines institutions internationales. Echaudés, il est vrai, par les désastreux plans de redressement du FMI en Amérique du Sud. L'aide américaine aux PMA stagne à 0,04% de leur PNB, celle du Japon à 0,07% et celle de la Suisse à 0,11%.

Mais, assez adroitement, la Confédération n'a pas attendu la dernière ligne droite pour replacer la balle au centre. Pour son ambassadeur, Fritz Staehelin, les pays industrialisés portent la responsabilité majeure du maintien ▶▶▶

L'HEBDO (suite)

▶▶▶ de l'environnement économique international, tout particulièrement des politiques macro-économiques et commerciales qui permettent aux PMA de dénicher des marchés pour leurs produits. *«Nous reconnaissons tout d'abord un besoin de soutien financier accru, et la Suisse entend avoir sa part dans cet effort»*, annonce le chef de la délégation. Le message est limpide. Non seulement le tiers monde ne peut plus rembourser ses dettes (la créance sur l'Afrique a été multipliée par 19 depuis 1970), mais c'est à l'Occident de replonger la main au portefeuille afin de freiner ce formidable gâchis économique et humain. L'aide actuelle aux PMA est de 12 milliards de dollars. La CNUCED demande son triplement pour que ces Etats, malades de leur anarchie nationaliste, enregistrent une croissance de 5%. Le minimum peut commencer à remonter la pente.

«La marginalisation des individus conduit inexorablement à leur révolte. Et l'explosion coûte toujours plus cher que l'intégration», rappelle Yves Berthelot. Avec 440 millions d'habitants —le douzième de la population mondiale — les PMA ne réalisent plus que 0,3% du commerce mondial. Dérisoire. *«Ils ne comptent même pas pour du beurre; ils n'en ont pas»*, lance «Le Canard enchaîné», particulièrement critique pour ce qu'il nomme *«la foire du prône»*. Car pour parler crûment, la deuxième conférence de Paris se contente, en fait, de différer la faillite des PMA. Dans la prochaine décennie, l'Afrique — principal pourvoyeur d'Etats miséreux — devrait enregistrer une croissance négative de 1,5% chaque année.

Difficile aussi de ne pas gloser sur cette fameuse aide (51 milliards de dollars en 1988) des pays développés pour l'ensemble du tiers monde. Outre qu'elle ne représente que 5% des dépenses militaires, celle-ci répond beaucoup plus à des considérations d'ordre politique, stratégique et commerciale qu'humanitaire. Le rapport sur le développement dans le monde en 1990 de la Banque mondiale ne se gêne pas pour souligner que 8% seulement des programmes d'aide des Etats-Unis soutiennent véritablement le développement des contrées à faible revenu.

Prospection de diamants en Sierra Leone

Toutefois, en transformant le Palais de l'Unesco en mur des lamentations sur les échecs des uns et les errements des autres, cette assemblée regroupant 146 pays et une copieuse brochette de chefs d'Etat a malheureusement marginalisé l'analyse fouillée des rares réussites. En Afrique, la filière du coton perdait 500 millions de francs suisses en 1985-86. Elle engrange cette année 75 millions de bénéfices. Durant cette décennie, le Bhoutan, les îles du Cap-Vert et l'archipel des Maldives ont enregistré une croissance de plus de 6% de leur PIB par habitant. Le premier grâce à son énergie hydroélectrique, le suivant en développant les transports et la pêche, le troisième en s'appuyant sur le tourisme et la confection de vêtements. Enfin, le Botswana a atteint l'objectif d'universalisation de l'instruction primaire, et son taux de mortalité des moins de cinq ans est tombé de 165 à 70 pour mille en l'espace de deux décennies. Avec aujourd'hui un revenu moyen par habitant de 1700 dollars, ce petit Etat d'Afrique australe pourrait bien monter en division supérieure, celle des pays en voie de développement. ■ *Ian Hamel*

L'HEBDO
27 septembre 1990

Amputé

A propos des pays les moins avancés («L'Hebdo» № 37).

C'est avec regret et tristesse que nous découvrons la carte d'Afghanistan amputée du couloir de Wakhan. Nous ignorons où vous vous êtes procuré cette carte, mais ce qui est évident, c'est que l'effacement d'une partie d'un pays de la carte du monde, et surtout d'un pays ensanglanté comme l'Afghanistan qui a sacrifié plus d'un million et demi de sa population pour chasser l'envahisseur et qui, plus déterminé que jamais, continue sa lutte pour l'indépendance et la souveraineté, est une atteinte à l'intégrité territoriale de l'Afghanistan et un acte irresponsable sinon complice! (...) *Aminullah Simab, Président du Comité Afghanistan libre, Châtelaine (Genève)*

IZVESTIA

В Париже продолжает работу Конференция ООН по проблемам наименее развитых стран

ФРАНЦИЯ СПИСЫВАЕТ ДОЛГИ

Франция собирается аннулировать задолженность наименее развитых стран — а это 28,4 миллиарда франков, увеличивает предоставление им помощи и окажет содействие в развитии их экономики. Об этом объявил президент Франции Ф. Миттеран.

Выступая на II Конференции ООН по проблемам наименее развитых стран, которая проходит в парижской штаб-квартире ЮНЕСКО, глава французского государства предложил также создать международный фонд, который стабилизировал бы курс цен на сырье из этих государств и разработать механизм, позволяющий им компенсировать рост цен на нефть.

Комментируя эти инициативы Ф. Миттерана, наблюдатели в первую очередь отмечают решение Франции увеличить помощь наименее развитым странам с 0,15 до 0,2 процента ее валового национального продукта (ВНП). Париж рассчитывает, что его примеру последуют другие государства. Это единственный путь, подчеркивают эксперты ООН, оказать беднейшим странам реальное содействие.

Напомним, что впервые ООН признала существование группы наименее развитых стран в 1971 году. Тогда по установленным ей критериям в это число были включены 24 государства, но с тех пор эта цифра постоянно растет и достигла 41. В 70-е годы, несмотря на многочисленные решения международных организаций, фактически ничего не было сделано, чтобы в какой-то мере облегчить участь этих стран.

Наконец, в сентябре 1981 года в Париже была созвана I Конференция ООН по проблемам наименее развитых стран, которая одобрила широкомасштабную программу действий.

С тех пор прошло почти десять лет. Подводя итоги 80-х годов на нынешнем парижском форуме, эксперты признают, что это было «потерянное десятилетие». Ни одной из стран не удалось достичь поставленных ООН целей. Вот несколько примеров из доклада этой международной организации. Предполагалось, что рост валового внутреннего продукта в наименее развитых государствах составит к концу десятилетия 7,2, а он едва превысил 2 процента. Рост промышленной продукции вместо намеченных 9 также оказался на уровне всего 2 процентов.

Богатые государства не выполнили своего обещания, и в этом эксперты видят одну из главных причин неудачи. Но есть и другие. Назовем еще более усугубившуюся проблему задолженности, неумение руководителей наименее развитых стран выработать правильную экономическую политику, привлечь население к ее осуществлению, рационально использовать предоставляемые им средства и т. д.

Сегодня ООН, другие международные организации во главу угла ставят принцип взаимной ответственности и самих наименее развитых стран, и государств-доноров. Первые, подчеркивает заместитель генерального секретаря Конференции ООН по торговле и развитию (ЮНКТАД) Ив Бертело, должны разработать собственную экономическую стратегию, исходя из своих приоритетов и, в частности, борьбы с нищетой. Вторым, донорам, по его мнению, наряду с оказанием конкретной помощи следует содействовать благоприятной международной конъюнктуры.

Необходимо, отмечает Ив Бертело, подлинное партнерство и достижение согласия в ключевых областях. Это прежде всего глобальная помощь развитию, выражаемая в конкретных цифрах, которую надо определить на данной парижской конференции. Далее, следует решить проблему внешней задолженности, которая лежит непосильным бременем на этих государствах.

Кроме того, продолжает заместитель генерального секретаря ЮНКТАД, необходимо положить конец разрушению окружающей среды в странах «третьего мира», которое имеет глобальные последствия. Следующее направление — мобилизация людских ресурсов и соблюдение прав человека, демократизация, создание правового государства. Без обеспечения личных свобод и гражданских прав, считает И. Бертело, нельзя добиться успеха в экономическом развитии.

90-е годы, бьют тревогу политические деятели — участники парижской встречи, поддерживаемые экспертами ООН,— это «десятилетие последнего шанса». Если прямо сейчас международное сообщество не предпримет решающих усилий, чтобы остановить катастрофу, к которой катятся беднейшие страны, ее последствия окажутся ужасными для всего человечества, ибо неизбежно приведут к конфронтации Севера и Юга.

Чтобы избежать этого, Север, по подсчетам специалистов, должен удвоить в течение пяти лет свою помощь Югу, а именно, беднейшей его части, начать постепенно списывать долги, как это уже делает Франция, стабилизировать цены на сырье, поступающее из наименее развитых стран, использовать для их неотложных нужд какую-то часть «дивидендов мира», средств, высвобождающихся в результате разоружения.

Могут ли самые бедные страны рассчитывать на большую щедрость доноров? Последуют ли другие богатые государства примеру Франции? Да, но далеко не все, полагают наблюдатели, ибо, во-первых, в условиях кризиса в районе Персидского залива они озабочены решением собственных проблем. Во-вторых, своей «доли» настойчиво требуют восточноевропейские страны, которые совершают болезненный переход к рыночной экономике.

В такой обстановке Запад едва ли намного увеличит дотации. Поэтому наименее развитым странам предстоит научиться при содействии ООН эффективнее использовать предоставляемые им средства, определить наиболее подходящую для них модель развития и провести соответствующие реформы. «Сами правительства этих стран, — подчеркнул в своем приветствии парижской конференции Ф. Миттеран, — должны в первую очередь выработать собственную экономическую политику, определить приоритеты».

Ю. КОВАЛЕНКО.

ПАРИЖ.

Work of the Second United Nations Conference on Least Developed Countries Continues

FRANCE TO WRITE OFF DEBT

France intends to write off debt of most indebted least developed countries - 28.4 billion French francs in all. It will also increase assistance to these countries in their development. In addition, it has proposed the creation of an international fund which could help stabilize prices of raw materials and of a mechanism to compensate the increase in oil prices. France hopes other countries will agree to this proposal.

L'EVENEMENT DU JEUDI
13/19 septembre 1990

ECONOMIE *AUJOURD'HUI, ON NE PARLE QUE DU GOLFE, MAIS...*

C'est jamais le moment pour l'Afrique

Les représentants des quarante et un pays les plus pauvres sont réunis. Mais les Occidentaux ont d'autres chats (irakiens) à fouetter. Comme d'habitude, d'ailleurs...

Il y en a qui n'ont vraiment pas de chance. L'autre jour, dans la grande salle en béton de l'Unesco, ils étaient tous là. Les Africains, vingt-huit sur quarante et un, quelques Asiatiques et beaucoup d'autres encore, venus d'un peu partout à travers le monde. Ils représentaient 420 millions d'habitants parmi les plus démunis. Ceux des pays les moins avancés, les « PMA », comme on dit dans le jargon technocratique.

Ce jour-là, tous autant qu'ils étaient, les délégués des PMA ont eu le sentiment que le monde entier se foutait éperdument de leur sort. Dès l'ouverture de la séance on ne parle que de la crise du Golfe, Perez de Cuellar lui-même ouvre les travaux d'une petite voix voilée. François Mitterrand a, quant à lui, un ton nettement plus affirmé mais chacun sait que quelques heures après son intervention le chef de l'Etat rencontrera... non pas un dirigeant de pays laissé pour compte, mais le roi Hussein de Jordanie. Le Golfe, toujours le Golfe, bien sûr ! La France accordera même une aide d'urgence de 4 millions de francs à la Jordanie pour le transit des réfugiés.

A la garden-party organisée par le ministère des Affaires étrangères, on frise le cocasse. Sous les gigantesques tentes blanches, devant les serveurs en veste blanche, le toast au saumon s'échange contre quelques réflexions géostratégiques. Du Cap-Vert à la Tanzanie, du Laos au Mozambique, les délégations ne se posent que cette question : les Américains vont-ils attaquer ? Certains ont une seconde question au bord des lèvres. Mais où est donc Roland Dumas ? On a beau le chercher, il reste invisible. Pourtant, le ministre des Affaires étrangères n'est pas loin, tout simplement dans le salon de l'Horloge, mais reste invisible pour cause d'« Heure de vérité » sur Antenne 2. La diplomatie va-t-elle mettre fin à cette désagréable impression d'ambivalence ? Non. Alors que ses hôtes sont encore dans le jardin, Roland Dumas consacrera au sommet des PMA deux minutes quarante-cinq de son temps d'antenne. Difficile pourtant de reprocher à Dumas, à François Mitterrand ou à Perez de Cuellar de manquer d'attention. Impossible de les accuser de mépris à l'égard des plus démunis sans être de mauvaise foi. L'actualité détermine les priorités et la crise dans le Golfe mobilise énergies et esprits. *« Cette conférence tombe au mauvais moment,* reconnaissent unanimement les délégations présentes. *Encore une fois, nous passons au second plan. »*

Le drame pour les plus pauvres des pauvres est que leur heure n'arrive jamais. A La Baule, en juin dernier, les Africains s'inquiétaient des bouleversements survenus au sein du bloc communiste. L'Est ne risquait-il pas de devenir prioritaire par rapport au Sud ? *« Le gâteau reste le même,* entendait-on alors, *nul doute qu'une partie de l'argent des pays développés partira à l'Est. »*

Cinq mois plus tôt, le 22 décembre, certains avaient déjà subi une sévère déconvenue. En pleine conférence euro-arabe, éclatait la révolution roumaine. Avec un mouvement d'ensemble parfait, les ministres des Affaires étrangères des Douze se concertaient à l'écart, dédaignant leurs vingt-deux invités arabes. Et déci- ▶

▶ daient d'apporter une aide immédiate à la Roumanie. Il faudra à François Mitterrand des trésors de diplomatie pour annoncer que « *le rapprochement des deux Europes, trop longtemps séparées, ne se fera pas aux dépens des solidarités et des liens de toute sorte qui unissent les Douze à leurs voisins arabes et à leurs autres voisins... L'appui à l'Est représentera pour nous une addition et non pas une soustraction.* »

Dix ans plus tôt, en 1981, lors de la première conférence consacrée aux PMA, le moment était aussi mal venu. La crise de la dette après que le Mexique eut annoncé qu'il ne pouvait rembourser ses prêts avait fait des PMA des mauvais payeurs, corollaire des méchants banquiers. Les bailleurs de fonds promettent pourtant de les aider. Dix ans plus tard, les pays développés n'ont toujours pas tenu ce qu'ils avaient promis (seuls huit pays dont la France ont porté leur aide à 0,15 % du PIB comme prévu, la moyenne mondiale étant à 0,09 %). En 1989, les PMA se sont partagé 12 milliards de dollars de la communauté internationale, un peu moins que le budget 1990 du ministère de l'Intérieur ! Sur la même période, leur dette a doublé. Les programmes d'ajustement imposés les ont parfois saignés à blanc. La croissance du PIB a été inférieure à celle de la population, ce qui signifie qu'ils se sont appauvris au fil des jours. Aujourd'hui, si un cataclysme naturel rayait ces quarante et un pays de la carte, aucune économie occidentale ne s'en rendrait compte. Ils représentent 0,3 % du commerce international.

Conséquence, au terme de la « décennie du développement », aucun PMA n'est sorti du marasme. Pis encore, dix pays supplémentaires se sont agrégés à cette catégorie honteuse (mais pour qui ?). Et si les moins avancés sont aujourd'hui quarante et un et non quarante-deux comme au printemps dernier, c'est grâce à l'unification des deux Yémens le 22 mai 1990 !

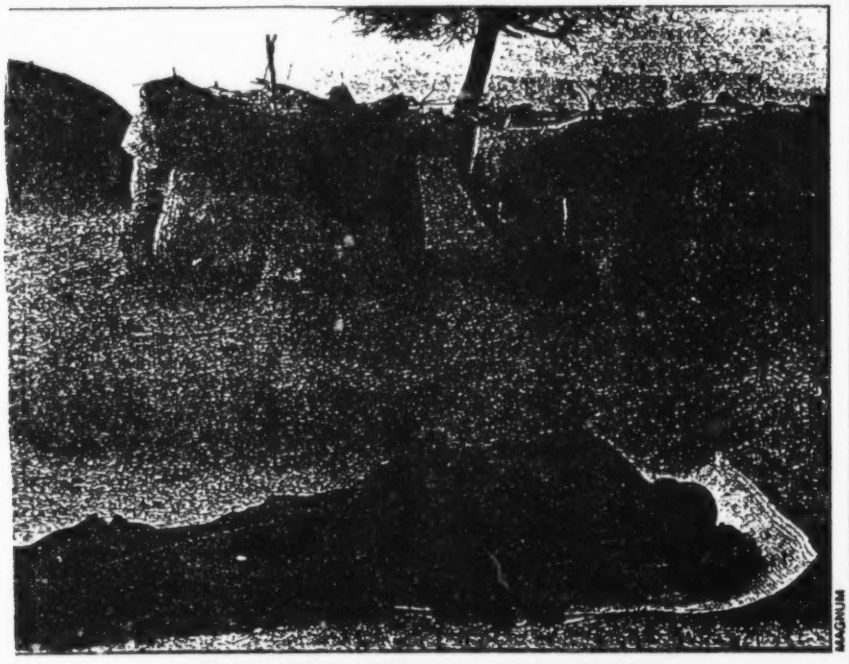
Alors, quand, par-dessus le marché, survient la crise du Golfe..., un baril de pétrole à 25 dollars entraîne pour ces pays un surcoût de 1,4 milliard de dollars pour leurs seules importations énergétiques en 1990 et 1991. A 30 dollars le baril, il leur faudra trouver 2,4 milliards de dollars. Inutile de préciser qu'il sera impossible aux PMA de payer, que leurs importations d'énergie seront donc réduites et que la croissance s'en verra diminuée, alors que rien ne laisse prévoir un fléchissement de la démographie. De plus en plus nombreux, et de plus en plus pauvres... **Michèle AULAGNON**

JEUNE AFRIQUE
No. 1550

Développement Les PMA dans l'impasse

PAR HUGO SADA

La conférence de Paris sur les pays les moins avancés s'en est tenue aux bonnes résolutions habituelles.



MAGNUM

On sait pourquoi un pays entre dans la catégorie des PMA. Pas ce qu'il faut faire pour l'en sortir.

Les pays les moins avancés (PMA) n'ont vraiment pas de chance. Depuis des années, ils préparaient leur deuxième sommet dans le cadre des Nations unies et de la Cnuced, en espérant que l'événement attirerait l'attention et mobiliserait un peu plus la communauté internationale en leur faveur.

La conférence, qui s'est tenue à Paris dans les locaux de l'Unesco, du 3 au 14 septembre 1990, aura malheureusement été une victime de la crise du Golfe. Pour les diplomates et les médias surtout, ces problèmes du Quart Monde auront été d'une urgence relative. Tout à fait symbolique de cette réalité, c'est un Javier Perez de Cuellar épuisé et sans voix qui, revenant du Moyen-Orient, a prononcé sans conviction apparente le discours d'ouverture de la conférence.

Le secrétaire général des Nations unies, si respecté et si sollicité par la communauté internationale pour contribuer au règlement politique des conflits aux quatre coins de la planète, doit sans doute dans ce genre d'occasion se sentir bien frustré de ne pouvoir consacrer davantage d'efforts à l'amélioration du bilan insuffisant de la machine onusienne en matière de développement.

Les PMA sont nés en 1971 quand une résolution de l'Assemblée générale établit une liste de 25 pays considérés comme les moins développés en fonction de trois critères : le PIB par habitant, la part du secteur manufacturier dans le PIB (inférieure à 10 %) et le taux d'alphabétisation des adultes (inférieur à 20 %).

Dix ans plus tard, en septembre 1981, la Cnuced obtenait qu'une conférence soit tenue à Paris pour que les problèmes dramatiques de ces PMA puissent être au moins posés de manière plus constructive. A cette date, ils étaient déjà plus d'une trentaine. La conférence de 1981 adopta un « nouveau programme substantiel d'action » (NPSA) pour les années quatre-vingt, insista pour que davantage de ressources soient transférées à ces Etats et que les donateurs leur consacrent au moins 0,15 % de leur PNB.

L'application du NPSA, reconnaissent tous les protagonistes, fut décevante : le programme ne définissait pas de priorités assez claires, le mécanisme de suivi n'était pas assez contraignant. Mais surtout, les donateurs n'ont pas, pour la plupart, tenu leurs promesses en matière d'aide, et la situation économique des PMA s'est, au fil des ans, sérieusement dégradée. Le taux de croissance de leur PIB est inférieur à celui de leur population, leur dépendance alimentaire s'est accrue, leur marginalisation dans l'économie mondiale s'est accentuée (1,4 % du commerce mondial en 1960 et 0,3 % en 1989)... Sombre tableau.

Aujourd'hui, les PMA sont plus de quarante. Et on ne s'attarde plus sur l'évolution des critères qui définissent la catégorie. Dans les milieux diplomatiques, on explique que « ces quelque quarante pays sont ceux qui n'ont aucune chance de s'en sortir si on ne les aide pas davantage. Ils ont en commun une série de handicaps structurels tels que leur développement est subordonné à un vigoureux effort de la communauté internationale. »

Pire ! Non seulement le bilan du NPSA est mauvais, mais depuis 1981 de nouveaux handicaps graves sont venus s'ajouter aux autres : le fardeau croissant de la dette, et en particulier celui des créances des organismes financiers mul- →

tilatéraux que personne n'a encore sérieusement abordé, les effets sociaux brutaux de l'ajustement structurel qu'on n'a pas voulu corriger assez vite, alors qu'on a imposé comme loi incontournable l'ajustement lui-même.

Quoi qu'il en soit, les efforts sont insuffisants, les solutions sont souvent mal adaptées, les PMA eux-mêmes n'ont jamais vraiment réussi à proposer les stratégies de développement convaincantes qu'on leur demandait de définir en 1981. En tant que catégorie de pays en développement, ils ont même eu des difficultés à s'imposer : c'est un comble de voir que la déclaration finale de la conférence de 1990 demande dans la première de ses douze propositions que « les institutions des Nations unies et les organismes multilatéraux et régionaux de développement soient invités à reconnaître officiellement la catégorie des PMA et à leur accorder une priorité dans leurs interventions ».

Pourtant, malgré tous ces aspects négatifs, il y a, constate un haut fonctionnaire français du ministère de la Coopération, des éléments que l'on peut qualifier de positifs. Autour des PMA, explique-t-il, il y a toute une mécanique qui s'est mise en œuvre et qui commence à produire quelques effets. Les pays bénéficient de plus en plus systématiquement de dons et de moins en moins de prêts, les taux d'intérêt de leurs emprunts sont plus bas. Ils bénéficient de rééchelonnements plus favorables de leurs dettes au Club de Paris et sont, également, privilégiés dans le cadre du Fonds commun des produits de base ou dans celui des accords de Lomé.

En théorie, « tout cela n'est pas encore très homogène, mais, souligne-t-on, en pratique, cela commence à compter. Et ce n'est pas un hasard si les pays qui veulent entrer dans la catégorie sont de plus en plus nombreux. Ce n'est pas très encourageant de le constater, mais c'est significatif de voir qu'on veut bénéficier des avantages accordés à ces PMA ».

De la conférence de 1990, trois grands axes se sont dégagés. D'abord, accroître le volume de l'aide publique pour que le transfert net de ressources soit plus favorable aux PMA. Ces derniers demandent que 0,2 % du PNB des pays donateurs leur soit consacré. Plusieurs pays occidentaux, dont la France, ont arrêté et se sont même engagés à ce qu'un objectif de 0,15 % en cinq ans soit établi et à ce que 0,20 % soit obtenu le plus rapidement possible. A contre-courant, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont battus contre ces objectifs chiffrés et surtout contre l'engagement de les tenir dans un délai donné.

La liste s'allonge...

En 1971, ils étaient 26 : l'Afghanistan, le Bénin, le Bhoutan, le Botswana, le Burkina, le Burundi, l'Ethiopie, la Guinée, Haïti, le Laos, le Lesotho, le Malawi, les Maldives, le Mali, le Népal, le Niger, l'Ouganda, le Rwanda, le Samoa occidental, le Sikkim, la Somalie, le Soudan, la Tanzanie, le Tchad et les deux Yémens.

Depuis, d'autres se sont ajoutés à la liste : le Bangladesh (1975), la Birmanie (1987), le Cap-Vert (1977), les Comores (1977), Djibouti (1987), la Gambie (1975), la Guinée-Bissau (1981), la Guinée équatoriale (1982), le Kiribati (1986), la Mauritanie (1986), le Mozambique (1977), la République centrafricaine (1975), São Tome et Principe (1982), la Sierra Leone (1982), le Togo (1982), Tuvalu (1986), le Vanuatu (1985).

Entre-temps, le Sikkim a été intégré à l'Inde en 1981 et les deux Yémens ont fusionné en 1990. Les PMA sont donc aujourd'hui 41. Ils totalisent 420 millions d'habitants (8 % de la population du globe), et représentent 0,7 % du PIB mondial et 0,4 % des exportations de l'ensemble de la planète.

Sur ce total, les pays africains sont au nombre de 28, soit une écrasante majorité. Et ils seront très bientôt 29 puisque le Liberia deviendra officiellement PMA lors de la prochaine Assemblée générale des Nations unies qui s'ouvrira à New York dans quelques semaines.

H.S.

Deuxième axe : la dette. La Cnuced, suivie en cela par un petit groupe de pays donateurs, préconise une annulation de la dette publique bilatérale et un effort notable sur la question de la dette vis-à-vis des bailleurs de fonds multilatéraux. Sur ce point, la bataille risque d'être difficile. De même sur les propositions tendant à généraliser les dons aux dépens des prêts pour éviter de voir l'endettement se reconstituer.

Là encore, à petits pas, le président François Mitterrand, de sommet en sommet, se place en pointe des pays occidentaux. Le 5 septembre, il s'est engagé à annuler la dette publique bilatérale de l'ensemble des PMA vis-à-vis de la France. Il s'est également engagé à ce que toute l'aide française aux PMA ne soit plus désormais constituée que de dons.

Enfin, troisième axe : la protection des exploitations des pays concernés, notamment par rapport aux dispositions en cours de négociation dans le cadre du GATT sur la libéralisation des échanges et qui seront défavorables à bien des égards aux PMA. On propose ainsi de privilégier, dans le cadre des schémas de préférence généralisés, les produits de diversification des PMA, et surtout de réactiver la coopération multilatérale sur les produits de base (café, cacao, caoutchouc...) ou encore d'améliorer la couverture des PMA contre le risque de fluctuation de leurs recettes d'exportation, en particulier par l'assistance de la Banque mondiale.

Que va-t-il se dégager en fin de compte de cette deuxième conférence des PMA ? En premier lieu, il apparaît que la nouvelle détente n'aura pas forcément d'effets significatifs sur les questions de développement. Certes, l'URSS s'est montrée coopérative et a joué le jeu onusien, mais Moscou a fait comprendre discrètement qu'on ne pourra pas compter sur elle pour tout ce qui concerne un accroissement de l'aide au Tiers Monde. En revanche, les Etats-Unis se montrent toujours aussi intransigeants sur l'option libérale, la privatisation forcée des secteurs publics, et le refus d'engagement chiffré et daté pour l'aide publique. Certes, on a beaucoup insisté sur l'importance capitale des ressources humaines, sur la mise en œuvre de politiques sectorielles solides dans des secteurs prioritaires (santé, éducation) et sur l'importance nouvelle de menaces telles que celles de la dégradation de l'environnement ou des grandes catastrophes naturelles. Mais les sceptiques ont raison de noter que si l'on sait pourquoi un pays devient PMA, personne ne s'est jamais posé la question de savoir comment sortir de la catégorie. Un indice plutôt pessimiste sur l'efficacité réelle de telles conférences. ●

DE VOLKSKRANT
14 September 1990

Twee weken praten op VN-conferentie levert niets op

Westen stuurt arme landen met lege handen uit Parijs

Van onze verslaggever
PETER DE GRAAF

PARIJS — Na bijna twee weken vergaderen hebben de 146 landen die deelnemen aan de tweede VN-conferentie over de minst ontwikkelde landen, alleen nog maar overeenstemming bereikt over algemene beleidsvoornemens. Als het echter op concrete daden aankomt, zoals financiele steun of kwijtschelding van schulden, geven de westerse landen niet thuis. Voor de 42 armste landen in de wereld dreigen ook de jaren negentig al bij voorbaat een verloren decennium te worden.

Vandaag moet de conferentie aflopen met een algemene slotverklaring en een actieprogramma voor de jaren negentig. Die slotverklaring werd curieus genoeg donderdag al opgesteld, terwijl in speciale commissievergaderingen nog koortsachtig werd vergaderd over de heikele thema's hulp (onder voorzitterschap van Pronk) en schulden. Frankrijk nam echter het zekere voor het onzekere en ontwierp alvast een algemene slotverklaring. Het gastland wil daarmee goede sier maken naar de buitenwacht; een conferentie op Frans grondgebied kan immers niet mislukken.

De andere landen gingen schoorvoetend akkoord met het voorbarige initiatief. Pronk stak zijn irritatie daarover niet onder stoelen of banken: „We wilden de Fransen niet schofferen. Maar de slotverklaring interesseert me geen moer. Het gaat om het actieprogramma."

Over schuldkwijtschelding is de afgelopen anderhalve week veel geroepen. President Mitterrand beet de spits af en kondigde in zijn openingstoespraak aan dat Frankrijk alle schulden aan de minst ontwikkelde landen (mol's) kwijtscheldt. Hij riep andere westerse landen op hetzelfde te doen. Minister Pronk deed er enige dagen later nog een schepje bovenop. Hij stelde voor alle schulden kwijt te schelden, ook schulden die via staatsgaranties op exportkredieten bij de overheid terecht zijn gekomen. Mitterrands initiatief liet deze schulden — waaronder ook die uit wapenaankopen in Frankrijk — buiten beschouwing. Pronks voorstel kent echter ook een belangrijk minpuntje: Nederland doet het alleen als andere landen ook meedoen. En die kans is bepaald niet groot.

IMF-directeur Camdessus juichte beide initiatieven deze week van harte toe. Dat wordt door waarnemers van groot belang geacht, omdat de voorstellen dan in ieder geval serieus worden genomen. De buitenlandse schuld van de 42 mol's, waaronder 28 Afrikaanse landen, is het afgelopen decennium verdubbeld tot bijna 80 miljard dollar. Bangladesh en Soedan zijn de grootste schuldenaren met elk ongeveer tien miljard aan verplichtingen.

De schuldenlast is ondraaglijk voor landen die normaliter al nauwelijks het hoofd boven water kunnen houden. De mol's hebben reeds geruime tijd geleden de schuldbetalingen stopgezet, noodgedwongen. Helemaal kwijtschelden lijkt dan ook een logische maatregel.

Gisteravond vonden de partijen in Parijs zich in een compromis: het schuldenvraagstuk moet „dringend" worden aangepakt; daarover zal verder worden gesproken in de daartoe geëigende fora, zoals de Club van Parijs (het overlegorgaan van de westerse crediteurenlanden) en het IMF. Pronk had zich bij voorbaat al verzoend met het feit praten over kwijtschelding op zich al als „een enorme vooruitgang" kan worden gezien. Jarenlang was het thema voor de westerse overheden niet bespreekbaar. Op de economische top in Toronto werd twee jaar geleden een eerste belangrijke aanzet gegeven. De armste landen moesten schuldverlichting krijgen: òf door gedeeltelijke kwijtschelding, òf door renteverlaging, òf door verlenging van de betalingstermijn. Die strategie heeft niet voldoende zoden aan de dijk gezet. Er moet meer gebeuren en algehele kwijtschelding wordt steeds meer als serieuze mogelijkheid door donoren overwogen. Dat is al een pluspunt, meent Pronk.

Andere delegatieleden voegen eraan toe dat voor het eerst ook over kwijtschelding van exportkredieten is gesproken. De VS reageerden in eerste instantie wel verbaasd en afwijzend, maar toch: de eerste stap is gezet. Minister Kok zal het Nederlandse voorstel later deze maand ook tijdens de IMF-jaarvergadering in Washington naar voren brengen.

Het actieprogramma, dat met veel hangen en wurgen vrijdagavond gereed moet zijn, zal in ieder geval geen concrete groeidoelstellingen bevatten. De deelnemers hebben lering getrokken uit het complete falen van het actieprogramma voor de jaren tachtig, zoals dat in 1981 tijdens de eerste VN-conferentie over de mol's was opgesteld. Toen werd een economische groei van 7,2 procent per jaar als doel gesteld. In werkelijkheid groeiden de economieën van de armste landen het afgelopen decennium slechts met 2,3 procent per jaar. Sommige landen kenden zelfs een negatieve groei. De werkelijkheid is nog schrijnender als de bevolkingsgroei in de 42 mol's in ogenschouw wordt genomen. Die bedroeg 2,4 procent, hetgeen betekent dat het inkomen per hoofd van de bevolking is afgenomen. Ook allerlei groeiprognoses voor landbouw en industrie werden bij lange na niet gehaald.

Binnen de wereldeconomie zijn de mol's steeds meer aan de zijlijn komen te staan. Bedroeg hun aandeel in de wereldhandel in 1960 nog 1,4 procent, in 1988 was dat verschrompeld tot 0,3 procent.

Alle landen zijn het er inmiddels over eens dat de mol's het met eigen handel en economische groei niet redden. Buitenlandse steun is hard nodig. Maar juist op dit punt faalde het actieprogramma voor de jaren tachtig en dreigt ook het actieprogramma voor de jaren negentig uit te monden in een holle frase. In 1981 werd als streefcijfer vastgesteld dat de donorlanden 0,15 procent van hun bnp als ontwikkelingshulp aan de mol's zouden besteden. Het aandeel bleef in werkelijkheid steken bij 0,09 procent in 1988, vooral door de beschamende bijdrage van de VS (0,04 procent) en de teleurstellende inspanningen van Japan (0,07 procent). Uiteindelijk bleken slechts acht westerse landen het streefpercentage te halen. Noorwegen was koploper met 0,42 procent, maar ook Nederland scoort goed: 0,3 procent. Gisteravond was Pronk nog druk bezig om een compromis over de hulp te vinden, dat ook de Amerikanen zou kunnen behagen.

VN-functionarissen hebben inmiddels berekend welk bedrag de mol's meer aan hulp ontvangen zouden hebben als alle westerse landen 0,15 procent van het bnp in de jaren 1982-88 zouden hebben besteed aan ontwikkelingshulp. Dat bedrag is ongeveer 40 miljard dollar. Alleen al in 1988 kregen de mol's 8 miljard dollar minder steun door de slechte discipline vann de westerse landen.

WESTERN COUNTRIES SEND POOR COUNTRIES EMPTY-HANDED FROM PARIS

Two Weeks' Talking at UN Conference Without Results

The 146 countries participating in the United Nations Conference on the Least Developed Countries only reached agreement on general policies. Western countries are not prepared to take concrete steps, like financial support and the writing off of debt, although one of the success of the Conference is that Western countries are willing to talk about the subject of debt forgiveness - a topic there were not prepared to discuss for many years. The Programme of Action will not contain concrete targets for economic growth - a lesson learnt from previous years: indeed, the target of 7.2% annual growth set in the previous Programme has not been reached.

les Echos

14 septembre 1990

Arracher les PMA à leur marginalisation

◆ **Par Yves Berthelot**

Quarante et un pays comptant 400 millions d'habitants, les PMA, s'enfoncent dans la marginalisation. Alors que se termine à Paris la IIe Conférence des Nations unies pour les pays les moins avancés, le secrétaire général adjoint de la CNUCED en appelle à la conjonction d'une promotion intelligente de l'initiative privée et à une aide internationale mieux conçue.

◆ **La IIe conférence des Nations unies** pour les pays les moins avancés, réunie à Paris pour douze jours, cherche à mobiliser la coopération internationale autour d'un programme d'action destiné à arracher ces pays à leur marginalisation croissante dans l'économie mondiale. Les plus pauvres et les plus fragiles de la planète, ils sont 41 (12 en Asie, 28 en Afrique et Haïti) à disposer d'un revenu par tête en moyenne de $ 230 par an. Leurs économies sont peu diversifiées : la production industrielle n'atteint pas 10 % du produit intérieur brut, leurs exportations se limitent le plus souvent à un ou deux produits de base et à des produits textiles, les sols y sont relativement peu fertiles et menacés par l'érosion ou la désertification, les catastrophes naturelles y sont fréquentes, qu'il s'agisse d'inondations ou de sécheresse. Enfin, et c'est peut-être le plus grave, le taux d'alphabétisation y est faible, inférieur à 20 %. Se greffant sur ces handicaps structurels, la récente crise du Golfe accroît les prix du pétrole dont ils sont tous importateurs, prive certains d'entre eux des transferts des travailleurs migrants et risque de tarir l'aide financière que leur fournissaient les pays de la région. On conviendra, à la lecture de ce bref tableau, que la tâche n'est pas facile, d'autant que chacun a à l'esprit le maigre bilan des années 80.

On ne peut espérer de redressement spontané. On ne peut même pas tabler sur un environnement international significativement meilleur que celui qui a prévalu dans les années 80 et qui, après avoir été mauvais, s'était amélioré dans la seconde moitié de la decennie, les pays les moins avancés ne seront pas à l'abri de circonstances imprévues et hors de leur contrôle, comme l'actuelle crise du Golfe, susceptibles de freiner à nouveau leur développement. En fait, les raisons d'espérer ne peuvent venir que de l'amélioration des politiques suivies dans ces pays et d'une coopération internationale plus déterminée et plus persévérante.

Les leçons ont été tirées des expériences passées et il en est sorti une claire conscience des priorités pour l'avenir. D'une part, les pays les moins avancés eux-mêmes ont entrepris ou vont entreprendre des réformes destinées à mobiliser leurs ressources intérieures et à bien gérer leurs économies. D'autre part, la communauté internationale mesuré mieux l'assistance financière et technique requise et s'accorde sur la nécessité d'alléger les contraintes que la charge de la dette fait peser sur les investissements, et les obstacles qui freinent le développement des exportations.

Liberté d'initiative

C'est certainement dans les transformations amorcées au niveau national que résident les plus sérieuses raisons d'espérer pour le futur. Dans la seconde moitié des années 80, presque tous les pays les moins avancés ont entrepris des programmes d'ajustement structurel, par eux-mêmes ou avec le concours de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ces programmes devraient assainir les finances publiques, supprimer les distorsions de prix et la surévaluation des taux de change, renforcer les gouvernements tout en réduisant les interventions de l'Etat à l'essentiel. Ces plans ont certes eu de coûteuses conséquences sociales et ont parfois supprimé abusivement des institutions qu'il fallait seulement réformer, laissant, de ce fait, un vide ou la place à des monopoles privés qui ne sont pas meilleurs que les monopoles publics. Cependant, dans leur ensemble, ils ont amorcé un redressement nécessaire et chacun s'accorde sur la nécessité d'une gestion macroéconomique rigoureuse.

La question est maintenant de relancer les investissements sectoriels et d'infrastructures afin que la production reprenne. L'aide internationale et l'initiative privée ont ici un rôle clé à jouer. C'est sur ce dernier point que les changements récents sont les plus significatifs et prometteurs. Les transformations en Europe de l'Est ont certainement accéléré la prise de conscience antérieure, si bien que, aujourd'hui, la plupart des pays les moins avancés ont pris des mesures pour stimuler l'émergence d'entrepreneurs nationaux et attirer les investisseurs étrangers. Ces politiques mettront du temps à porter leurs fruits. Les investisseurs nationaux auront besoin de crédits que les banques commerciales hésiteront à accorder tant qu'ils n'offriront que peu de garanties. Ils auront besoin de conseils pour la gestion et la commercialisation. Banques de développement et PME étrangères ont ici un rôle à jouer.

D'une façon plus générale, il est de plus en plus reconnu que le développement implique la liberté d'initiative de tous les acteurs ; organisations non gouvernementales, groupements de femmes, collectivités locales, afin que puissent être mobilisés les énergies et les talents des individus et des groupes sociaux de chaque pays. A l'instar de l'évolution dans les pays de l'Est, ce souci se relie au respect des droits de l'homme et débouche sur des mouvements de démocratisation, qui doivent être encouragés.

Une aide internationale déterminante

Ainsi le changement majeur est l'attention désormais donnée à la création d'un cadre favorable au développement des activités productives. Mais cela ne peut suffire à relancer la croissance dans ces pays, compte tenu de la faiblesse actuelle de leur infrastructure et de leur capacité de production, ainsi que des limites de leur épargne intérieure. C'est là une caractéristique fondamentale des pays les moins avancés : même avec un environnement international propice et des politiques nationales judicieuses, ils ne peuvent retrouver le chemin de la croissance sans concours extérieur.

L'aide publique au développement joue à ce titre un rôle déterminant. Les travaux de la CNUCED montrent que les pays les moins avancés devraient recevoir en 2000 une aide publique atteignant 36 milliards de dollars pour parvenir à un taux de croissance annuelle de l'ordre de 5 % dans la seconde moitié de la décennie et cela pour autant qu'ils relèvent graduellement leur taux d'épargne intérieure jusqu'à 7 % de leur produit intérieur brut (il n'est que de 4 % aujourd'hui). Ce montant d'aide correspondrait alors à 0,2 % du produit national brut des pays donateurs en 2000. En ouvrant la Conférence, le président Mitterrand a annoncé que la France s'engageait sur cet objectif, indiquant ainsi aux autres pays donateurs une voie perçue comme à la fois souhaitable et réalisable. Certains le suivront, d'autres non, mais la Conférence se devait d'adopter une panoplie d'objectifs entre lesquels choisiront les donneurs en fonction des aides qu'ils apportent aujourd'hui.

Le service de la dette absorbe environ 30 % des exportations annuelles des pays les moins avancés. Il ne peut être assuré, et s'il l'était, il constituerait un obstacle majeur à la relance de la croissance, en diminuant de façon drastique les capacités d'importation de produits intermédiaires et de biens d'équipement. Reconnaître la gravité du problème et pour chaque type de dette (crédits commerciaux, dette commerciale et dette auprès des organisations multilatérales), recommander des mesures d'allégement à explorer par les instances compétentes, deviennent indispensables.

La part des PMA dans les exportations mondiales n'a cessé de diminuer, passant de 1,4 % au milieu des années soixante à 0,3 % à peine dans les récentes années. Accroître leurs capacités d'exportation et assurer un meilleur accès de leurs produits aux marchés des pays industrialisés — qui ne risquent guère d'être déséquilibrés par ces nouveaux flux ! — est aujourd'hui d'importance. Dans la perspective de la phase finale de l'Uruguay Round, la Conférence doit recommander un traitement particulier aux PMA pour faciliter l'accès de leurs produits sur les marchés des pays importateurs.

Le quart des pays de la planète

Les points abordés ci-dessus ainsi que de nombreux autres ayant trait à la sécurité alimentaire, à l'éducation, à la santé, à l'environnement... forment un programme d'action cohérent qui, s'il était mis en œuvre, changerait significativement la situation des pays les moins avancés au cours de la décennie. Le programme sera-t-il suivi ? C'est toute la question. Les Nations unies, en particulier la CNUCED (1) qui a préparé et organisé la Conférence, feront tout pour cela. Le système de groupes consultatifs de la Banque mondiale et des tables rondes du PNUD (2) sera renforcé et assurera que des rencontres régulières aient lieu pays par pays pour que les plans et projets de chacun d'eux soient discutés avec les bailleurs de fonds et que des engagements de financement et de coopération technique soient pris. Régulièrement, un bilan d'ensemble sera fait pour maintenir l'attention sur le cas des pays les moins avancés et pour répondre aux problèmes nouveaux qui se poseraient. Ces rencontres permettront d'encourager les pays les moins avancés à persévérer dans des politiques, souvent difficiles, qu'ils ont entreprises. Elles devraient amener les pays industrialisés à concrétiser les engagements qu'ils auront pris à la Conférence. Elles leur rappelleront de plus que, si efficace que soient les forces du marché et l'initiative privée, il appartient aux gouvernements représentatifs ici des intérêts de la communauté internationale d'apporter les correctifs et les incitations nécessaires pour que les plus faibles puissent s'insérer dans l'économie mondiale.

En définitive, l'avenir des pays les moins avancés dépend largement de la conscience politique que le monde ne peut ignorer 400 millions de ses citoyens ou près du quart des pays qui le composent. Alors que les changements en Europe de l'Est et la crise récente du Golfe ont montré qu'Européens et Américains pouvaient réagir vite et consacrer des moyens importants au service de leurs stratégies, il serait difficile d'accepter que les plus pauvres du monde ne puissent mobiliser qu'un soutien réticent.

(1) Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.
(2) Programme des Nations unies pour le développement.

MARCHES TROPICAUX
14 septembre 1990

Les thèmes de la Deuxième conférence des Nations unies sur les PMA

Du développement à la pauvreté : vers une révision du statut de PMA ?

La notion de pauvreté est à la naissance et au cœur de la pensée économique classique. Celle-ci doit beaucoup aux théoriciens britanniques qui assisteront à la révolution industrielle et à l'apparition simultanée d'une nouvelle pauvreté, en particulier dans les campagnes. Ce ne fut pas un processus univoque de paupérisation puisqu'un certain nombre de lois s'efforceront de protéger les paysans et les travailleurs ruraux, à travers l'introduction de mécanismes fiscaux et caritatifs à l'échelle locale. Plus tard l'instauration de l'étalon or ne laissera aux politiques économiques que le choix entre le règlement de la dette et la diminution des dépenses pour les équipements collectifs inscrites au budget.

Après la seconde guerre mondiale, la prédominance du schéma keynésien et la croissance économique liée à l'expansion du marché international feront de la pauvreté une notion rattachée à la politique sociale de l'Etat plus qu'un concept organisateur des choix de l'économie. La pensée du développement n'a pas échappé à cette occultation de la question de la pauvreté, au profit d'une croyance à la répétition de la croissance et des modèles occidentaux d'organisation de la production et de la société. Le recours à la théorie des avantages comparatifs, bien ancienne pourtant, légitimait que l'analyse du sous-développement se concentre sur la dépendance des pays pauvres de la planète plus que sur les lois internes de leur pauvreté.

La Conférence sur les pays les moins avancés (PMA) en 1981 ne rompait pas fondamentalement avec le primat du développement en étant inscrite dans le cadre d'un « Substantial New Programme of Action » (SNPA) à l'initiative des Nations unies. L'axe de ce programme était de permettre l'application de mesures nationales pour le développement bénéficiant d'un statut international. Près de dix ans après, la seconde conférence des PMA s'est ouverte alors que les pays concernés ont peu de raisons d'être satisfaits de leur situation économique. La parution, peu avant l'ouverture de cette conférence, de deux rapports sur la situation des populations des PVD (pays en voie de développement) vient ajouter à ce bilan peu encourageant. Au mois de mai, le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) présentait son rapport sur le développement humain, qui avec la batterie d'indicateurs sur la santé, l'éducation, l'espérance de vie, l'emploi, les inégalités des revenus constituée sous la direction de l'économiste pakistanais Mahboub ul Haq, offrait un document digne de rivaliser avec la production de la Banque mondiale. Le Rapport sur le développement dans le monde de cette dernière institution, qui suivait, faisait ensuite de la pauvreté son titre et son thème central. On semblait y revenir sur une partie du credo libéral et technicien de la décennie passée. En intégrant les données sociales de la situation des populations, le PNUD bouleverse partiellement les classifications par revenu. Ainsi le Sri Lanka est mieux placé dans ce palmarès que le Brésil. De quoi remettre en cause les signes traditionnels du développement et le primat de la croissance elle-même. Mais les derniers ne sont pas devenus magiquement les premiers puisque les pays les plus pauvres d'Afrique, dont nombre appartenant à la zone Franc, restent en queue pour la satisfaction des besoins primaires, tandis que nombre d'autres pays exsangues du Sud continuent à compter trois à quatre fois plus de militaires que d'instituteurs.

Deux remises en cause

Les PMA se trouvent ainsi confrontés à deux remises en cause. Leur situation économique ne s'est pas améliorée car le revenu de beaucoup d'entre eux a chuté (*per capita*) de 25% pendant la décennie. Par ailleurs il leur faut reconnaître le glissement des points de repère utilisés pour mesurer aujourd'hui le développement, quand la réduction de la pauvreté s'affiche comme une condition interne de succès des politiques économiques. Du côté des performances économiques traditionnelles, l'échec des PMA se mesure non seulement par rapport aux objectifs du SNPA mais aussi par rapport aux résultats enregistrés dans les années 1970. Dans l'ensemble les PMA auront connu un taux annuel moyen de croissance de 1,9% entre 1980 et 1987 contre un taux de 3,4% pour la décennie précédente. La croissance de la production agricole est restée inférieure à celle de la population tandis que la progression de la valeur ajoutée manufacturée de 9% dans les années 1970 ne dépasse pas 3% entre 1980 et 1987. Cette très faible évolution en volume de la richesse produite n'a pas autorisé l'augmentation de l'épargne et certains PMA ont même connu des taux négatifs. Pour l'Afrique, terre d'élection des PMA, le taux d'épargne domestique ne dépasse 4,9% du PIB (Produit intérieur brut) à l'exception de pays comme le Malawi ou le Botswana. →

Cette défaillance de l'accumulation interne de ressources pour l'investissement devait appeler un apport supplémentaire de financements extérieurs. On sait que l'objectif en pourcentage du PIB des pays industriels n'a pas été globalement atteint. Mais relativement au PIB des PMA, l'ensemble des flux extérieurs se sont réduits de 12,5% de leur PIB en 1980 à 11% dans la deuxième partie de la décennie. Dans ces flux externes, la part des prêts publics au développement en représente 99% en 1987, contre 85% au début des années 1980. Les PMA sont devenus de plus en plus dépendants de l'aide publique au développement, ce qui traduit leur incapacité à se présenter comme des Etats solvables pour d'autres sources de financement. Cette dépendance est particulièrement délicate quand on souligne les limites rencontrées dans la mobilisation des financements lors de la décennie écoulée et que certains grands pays industriels comme les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne font savoir qu'ils n'augmenteront pas leurs contributions dans la période à venir.

Cette tiédeur de l'aide internationale, malgré les efforts déployés par les Nations unies et le PNUD en faveur d'un renforcement des transferts et de la réduction de la pauvreté, s'explique par plusieurs raisons. Dès la mise en place du SNPA, les PMA se sont trouvés confrontés à de graves difficultés de balances des paiements dues à la baisse de leurs recettes d'exportation et au coût de l'endettement. Cela a entraîné une intervention du FMI et de la Banque mondiale, liée à des politiques de stabilisation. Ce recours des PMA au tirage auprès du Fonds s'est confirmé pendant la fin de la décennie, en particulier pour les Etats africains. La stratégie spécifique du SNPA qui prévoyait le développement de l'épargne et de l'investissement, en privilégiant les aspects collectifs des dépenses d'équipement, s'en est trouvée infléchie. En effet, le bouclage de la balance des paiements a mobilisé de plus en plus de fonds sous la forme de crédits de l'IDA (Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale), de prêts d'ajustement et de rééchelonnements des échéances annuelles de la dette. Quand on intègre les prêts multilatéraux, les pays industriels peuvent d'ailleurs considérer que leurs apports aux PMA ont dépassé le montant de 0,15% de leur PIB assigné par le SNPA.

Les politiques d'ajustement structurel et les PMA

Les politiques d'ajustement structurel, initialement conçues pour des pays dits intermédiaires, comme le Mexique ou la Turquie, ont eu un effet brutal sur les PMA où on les a introduit avec leur trilogie : réduction de l'émission monétaire et du crédit, réduction des dépenses publiques et en particulier des personnels du secteur public, modification du cours de change et des taux d'intérêt. L'introduction de mesures de libéralisation du commerce extérieur a ouvert nombre de PMA aux importations en provenance des pays industriels et de leurs voisins plus développés, ce qui a achevé d'étouffer des industries obsolètes et fragiles et de contrarier l'écoulement de la production agricole locale. La priorité d'un retour aux équilibres financiers l'a emporté dans le cadre des politiques d'ajustement sur le concept d'un mode de développement spécifique des PMA.

Les 41 PMA

L'Assemblée générale des Nations unies a identifié 41 pays, dont 28 se trouvent en Afrique, comme étant les moins avancés des pays en développement, sur la base de leur très faible revenu par habitant, de leur très faible taux d'alphabétisation et de la faible contribution de l'industrie manufacturière de ce pays au PIB.

Ces pays les moins avancés (PMA) sont les suivants : Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Haïti, Kiribati, Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar (Birmanie), Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République populaire lao, République unie de Tanzanie, République du Yemen, Rwanda, Samoa, São Tomé et Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Tuvalu et Vanuatu.

Le nombre des PMA s'est trouvé ramené de 42 à 41 du fait que le 22 mai 1990, la République arabe du Yemen et la République démocratique populaire du Yemen ont fusionné en un seul Etat souverain portant le nom de République du Yemen.

A travers cette contradiction entre les orientations de la conférence de Paris de 1981 et les mesures de stabilisation appelées par la crise financière des PMA, on rentre dans les rivalités des institutions internationales du développement. Les PMA devaient à l'origine définir leurs programmes nationaux avec les agences des Nations unies et en particulier le PNUD. Les financements extérieurs étaient sollicités par des tables rondes organisées par le PNUD et vingt-trois PMA choisirent cette procédure tandis que douze autres préféraient la formule des groupes consultatifs menés par la Banque mondiale. Mais, avec l'ajustement s'imposant comme point majeur des choix macro-économiques, même les PMA avec tables-rondes, eurent à définir les orientations et les mesures d'application dans le cadre et les procédures de la Banque mondiale et du FMI. La dispersion du système des Nations unies (dix-neuf agences spécialisées) et sa relative impréparation à l'appareil théorique et financier des politiques de stabilisation et des modalités du rééchelonnement ont facilité ce déplacement de compétences. Les pays donateurs restaient cependant préoccupés de la coordination de leur aide liée à des projets et, en 1986, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a défini un programme en faveur de l'amélioration des politiques de développement et de la coordination de l'aide. Ainsi dans les PMA, le DCR (Development Co-operation Report) est un inventaire, réalisé par le PNUD, des projets, qu'ils soient sous forme de financements ou d'assistance technique.

Cependant malgré ces efforts, la plupart des pays contributeurs ont fait le constat des contradictions de leurs politiques d'assistance. L'hégémonie de la Banque mondiale, de l'éducation à l'agriculture en passant par la gestion de l'économie, subordonne les orientations des pays donateurs aux choix définis par les programmes sectoriels des experts de la Banque. En somme, la catégorie particulière de PMA s'est trouvée diluée dans la machinerie de l'ajustement, qui définit en fait les financements nécessaires par rapport à la balance des paiements et aux importations. Les gouvernements des PMA, sous-équipés pour ce type de gestion ou peu compétents, ne parviennent pas toujours à présenter des dépenses d'importations, voire des factures, et reconnaissent donc que leurs financements externes calculés sur cette base se réduisent. En parallèle avec la multiplicité, délicate à harmoniser des aides des pays riches, la faiblesse de certains PMA dans la définition de leurs politiques de développement et de leurs besoins financiers a induit un attentisme de leurs partenaires extérieurs, souvent ralliés à la priorité de l'ajustement.

Les orientations majeures de la Conférence

Parmi les orientations majeures auxquelles devrait aboutir la Conférence de Paris, la révision des modalités de l'aide hors projet basée sur des bouclages financiers parait s'imposer, surtout après la répétition des mesures d'annulation de dette prônées par la France. L'accélération des déboursements des aides programmées peut accompagner ce renouvellement, mais dans une meilleure coordination des politiques d'aide au développement. Les PMA paraissent être le champ le plus indiqué de cette meilleure collaboration, en raison des intérêts commerciaux moindres qu'ils représentent pour leurs partenaires développés, avec leurs cortèges de distorsions ou de concurrences. →

Mais cela réclame, bien sûr, le renforcement de la capacité des PMA à définir leurs mesures de développement national, leurs besoins sectoriels et la mise en œuvre des projets. Pour beaucoup d'Etats, en particulier africains, c'est une lourde tâche en raison de la faible autonomie des administrations locales et de la mollesse des grandes orientations. Le PNUD fait de ce renforcement un de ses objectifs majeurs et met déjà en place plusieurs programmes spécialisés d'assistance aux Etats concernés.

L'autre infléchissement qui va ressortir, au moins dans les esprits, de cette réunion, sera la priorité reconnue à la réduction de la pauvreté au sein même des PMA. Il y a quelques années, la Banque mondiale avait commencé à compenser les chocs de l'ajustement sur des groupes cibles par l'introduction de la Dimension sociale de l'ajustement (DSA), articulée sur des interventions sectorielles liées à des prêts supplémentaires. Les rapports du PNUD et de la Banque mondiale, en 1990, sont les requiem de cette Dimension sociale de l'ajustement. Ce que certains considéraient comme un cautère sur une jambe de bois n'a pas modifié l'environnement institutionnel des PMA : absence de pouvoir de négociation des Etats, disproportion entre le coût social de l'ajustement et son traitement. Le fait que la DSA entraîne des prêts supplémentaires, et donc un endettement pour des dépenses à caractère social, paraissait aussi surprenant.

Il semble que la prochaine décennie devrait intégrer dans les programmes économiques des PMA le calcul des effets sociaux des réformes économiques et se centrer sur une stratégie économique de réduction de la pauvreté. La Banque mondiale a accepté cette stratégie à deux niveaux et a reconnu que les activités à haute intensité de main d'œuvre devaient être favorisées dans les PVD. Mais il faudra aussi, pour les PMA, sacrifier les dogmes du libéralisme en matière de commerce international et reconnaître la protection des activités locales, en particulier agricoles. La coopération régionale des PMA paraît aussi une contrainte, mais l'inégalité des modes de développement, y compris en Afrique et en Asie, doit être prise en compte pour éviter de nouvelles distorsions. Le modèle keynésien paraît aussi battu en brèche dans cette révision et la reconnaissance de l'entrepreneur (formel et informel) reste l'acquis de la période de l'ajustement, bien que celuici ait intégralement reposé sur l'Etat. La pauvreté, si elle peut éclipser pour la fin du siècle le développement comme priorité, ne sera pas celle de nouveaux assistés mais le début d'une attention accrue aux défavorisés dans les pays les plus ébranlés par la mutation de l'économie mondiale et des équilibres politiques de la planète.

Olivier VALLEE

THE INDEPENDENT 14 September 1990

Poorest countries being pushed further down world agenda

From Richard Dowden in Paris

THE GULF crisis is yet another catastrophe to hit the poorest countries in the world, not only because of the effects of the oil price rise, but because it pushes their cause further down the international agenda, delegates at the conference on the least developed countries said yesterday.

According to the United Nations Committee on Trade and Development which organised the meeting, the effect on the world's 41 poorest countries – of oil at $25 a barrel until the end of next year – would be an extra $440m (£235m) this year and $920m (£490m) next year. This money is unlikely to be found, which means those countries will import less oil and there will be an equivalent drop in their economic growth.

A drop in economic growth and trade in developing countries and higher interest rates will make the international climate even harder for the poorest countries. But their problems are already so severe that the conference decided to treat the Gulf crisis as another natural disaster whose effects cannot yet be estimated, but can only make things worse. Taking an overview of the next 10 years, delegates were last night trying to agree on the final wording of conference resolutions which compromise between the demand for more aid and less debt by the poor countries, and what the rich countries feel they can afford.

None of the targets set at the last conference, 10 years ago, has been met. Then, they proposed a growth rate of 7.2 per cent; it has averaged 2.2 per cent. The target for agricultural production was four per cent; the average has been two per cent. The target for growth of manufacturing output was set at nine per cent; it has been two per cent. The target for development aid for the poorest countries was 0.15 per cent of the donor countries' Gross National Product. Their average contribution has been 0.09 per cent. Translated into cash that meant a shortfall of $40bn (£21.3m) between 1982 and 1988, and the gap between the pledge and the reality steadily widened throughout the 1980s.

According to the draft report from the conference: "The 1980s can be considered in general as a period of setbacks . . . the fall in net investment and the deterioration of productive capacity and physical infrastructure have impaired the least developed countries' ability to resume growth and development, and to meet the basic needs of their population." In those 41 countries, per capita GNP is about $200 (£107), a quarter of that of most developing countries. Less than a quarter of their people are literate, they suffer from high child mortality rates and a low life expectancy.

Significantly, in listing the causes of economic failure in these countries, the report puts national domestic policies before external factors. As one observer put it: "Ten years ago, it was a case of the poor countries blaming the rich countries for their poverty. Now it is the rich countries telling the poor countries that their plight is their fault. That's an exaggeration, but there has been a significant shift in the moral debate. All the rhetoric of fighting neo-colonialism and imperialism, and the calls for a new economic order have gone."

With the disappearance of that rhetoric have gone the trappings of Third World culture. Almost no one from the poor countries wore national costume. Suits are now the uniform of the poor world's delegates, the technocrats who intend to deal with their problems by management, not by political ideology.

Last night, the conference was drawing to a close with disagreement on three issues. The poor countries are pushing hard to get donor countries to agree to new targets for aid, either renewing the commitment to 0.15 per cent of GNP or increasing it to 0.2 per cent. They have the support of the French and the Dutch, but the Americans and the Japanese are opposed to targets while the British accept targets, but do not want so be tied to a timetable for reaching them.

The second issue is debt with demands for cancellation from the poor countries, but reluctance from the US to set a precedent. The final resolution is expected to urge the Paris Club to look into the debts of the world's poorest countries as a matter of urgency. The third issue centres on the demand by Western countries for political pluralism and respect for human rights. Some African countries are rejecting phrases like "the rule of law" because these suggest that their countries do not abide by law. But the final communique will almost certainly include references to political freedom and democracy.

FINANCIAL TIMES

15/16 September 1990

Poorest states given pledge on assistance

By Ian Davidson in Paris

INDUSTRIALISED countries have promised to increase their transfers of development assistance to the poorest developing countries, centred on a target of 0.15 per cent of Gross Domestic Product.

The undertaking was agreed at the end of a two-week negotiation in Paris between the rich and poor countries, under the auspices of the United Nations.

It is matched by a promise from the 41 least developed countries to implement appropriate national development policies, which would include having due regard for democracy, human rights and the environment.

The aid commitment agreed at the Second UN Conference on the Least Developed Countries (LDCs) is a stronger and theoretically more binding version of a similar undertaking agreed at the previous UN conference of 1981.

The main innovation is that all the western aid-giving countries have agreed to do more in favour of the poorest countries, from very different starting points.

The US refused to accept any commitment at the 1981 conference, and is currently bottom of the league table in giving only 0.04 per cent of its GDP in aid to the LDCs. But this week it has undertaken to increase its effort, though without a detailed commitment.

Most European countries have now undertaken to reach the 0.15 per cent target within five years; those like France and Italy which are already at this target, have promised to reach a new target of 0.20 per cent of GDP by the year 2000. The Scandinavian countries and the Netherlands are already over the 0.20 per cent upper target.

The final conference declaration underlines that the primary responsibility for their development lies with the developing countries themselves.

It is stressed they must "ensure their populations share in the taking of decisions, in the efforts required and in the results achieved".

As their contribution to what is described as the "reinforced partnership" between rich and poor, the least developed countries have also undertaken to "conduct macro-economic policies which take account of market signals, and with due concern for the most vulnerable groups of the population".

Herald INTERNATIONAL Tribune
Published With The New York Times and The Washington Post
15 September 1990

Poor Nations Fail to Win More Aid

PARIS (Reuters) — The world's poorest nations failed to win an overall increase in aid from wealthy countries at a two-week UN conference that ended Friday and had to be content with vague promises.

The rejection by the United States of any set aid target forced the 41 Least Developed Countries to drop demands for a global doubling of the assistance they received in the past decade, which only saw them sink further into misery.

Marathon discussions at the second United Nations Conference on the LDCs produced instead a compromise set of options under which each rich country is left free to make the commitment it chooses. The Dutch development minister, Jan Pronk, said that the most generous pledged to spend at least 0.2 percent of their gross national product on aid. Those in the bottom category, aimed at the United States and Japan, merely promised to make efforts to increase aid.

JOURNAL DE GENEVE
17 septembre 1990

TIERS MONDE

Les pays les moins avancés n'obtiennent pas le doublement de l'aide du Nord

Paris, 15 (ATS/Reuter). – **Les pays les moins avancés (PMA) n'ont pas obtenu vendredi le doublement de l'aide qu'ils réclamaient aux pays riches du Nord et ont dû se contenter en grande partie de promesses.**

A l'issue de la deuxième conférence de l'ONU sur les PMA, un compromis a été adopté fixant quatre options parmi lesquelles les pays riches sont libres de choisir.

La première option, reclamée par les PMA et acceptée par les pays scandinaves et les Pays-Bas, engage ces pays à consacrer au moins 0,2% de leur Produit national brut à l'aide aux PMA.

La France et l'Italie, qui ont promis d'atteindre ce pourcentage d'ici la fin du siècle, entrent dans la deuxième catégorie.

Les pays de la troisième catégorie se sont engagés à consacrer 0,15% de leur PNB aux PMA d'ici cinq ans.

La dernière catégorie, taillée sur mesure pour les Etats-Unis et le Japon, réunit les pays se contentant de promettre des efforts pour accroître leur aide.

Les Nations Unies avaient fixé en 1981 un objectif annuel d'aide s'élevant à 0,15% du PNB. Peu de pays industrialisés ont atteint cet objectif et l'aide n'a atteint en moyenne que 0,09%.

15 septembre 1990

PMA: les riches donneront plus

Réunis pendant deux semaines à Paris pays riches et pauvres ont décidé de conjuguer leurs efforts pour permettre aux pays les moins avancés (PMA) de sortir de la misère et du sous-développement d'ici l'an 2000. Les riches bailleurs de fonds se sont engagés à faire plus pour les PMA, chacun selon la politique d'aide qu'il a choisi de suivre, dans le cadre d'un programme d'action de la conférence organisée par l'ONU, qui devait s'achever dans la nuit de vendredi à samedi. Les 41 PMA d'Afrique, des Caraïbes, d'Asie et du Pacifique ont de leur côté promis de mettre en œuvre des politiques plus appropriées tant sur le plan de la démocratisation – qu'ils préfèrent appeler participation populaire – que de la libéralisation économique, à condition de pouvoir suivre leur propre rythme d'application. *(AFP)*

Le Monde

16/17 septembre 1990

La fin de la conférence sur les PMA

Une mobilisation plus contrôlée en faveur du tiers-monde

La deuxième conférence sur les pays les moins avancés (PMA), qui s'est achevée le 14 septembre à Paris, n'a pas déçu, dans la mesure où l'on en attendait peu. Les craintes d'un cuisant échec ont été dissipées à l'annonce d'un document final qui, faute d'être très novateur, marque tout de même la volonté des pays occidentaux de favoriser – de plus ou moins bonne grâce – le développement des pays très pauvres.

« *Nous avons connu une conférence de convergence* », s'est félicité le secrétaire général de la CNUCED (1), M. Keneth Dadzie, reconnaissant que des difficultés avaient surgi tant sur la question de l'aide publique au développement que sur la dette, les droits de l'homme et l'environnement. Le programme d'action pour la prochaine décennie, comparé à celui de 1981, est beaucoup plus concret et, partant, susceptible de mieux mobiliser les énergies. La communication finale insiste sur la restauration de l'appareil productif et la promotion du secteur privé, l'implication accrue de tous les partenaires du développement, les populations et les organisations non gouvernementales (ONG) en particulier.

Réticences américaines

Le fait présenté comme le plus important est la constitution officielle de quatre catégories de donateurs, des plus aux moins généreux. En tête vient le groupe des pays scandinaves, qui consacrent déjà plus de 0,2 % de leur PNB (produit national brut) aux PMA et comptent accroître leur effort. Suit le groupe des pays dont l'aide représente déjà 0,15 % du PNB, comme la France et l'Italie, et qui se sont engagés à atteindre 0,20 % d'ici à la fin de la décennie. Puis ceux qui voudraient, dans les cinq ans, atteindre l'objectif de 0,15 % (les autres pays de la CEE, le Canada). Une quatrième catégorie regroupe les Etats-Unis et le Japon qui, tout en refusant de s'engager sur des objectifs précis (surtout Washington), se sentent désormais liés par l'obligation de renforcer leur soutien aux nations déshéritées.

Contrairement aux propos optimistes de M. Dadzie, les Américains se sont montrés réservés à l'idée de fournir des efforts, liant sans cesse la question des droits de l'homme à celle de l'aide, et cherchant ainsi à faire autant de distinctions que possible entre les Etats concernés. Il convient de rappeler que les Américains sont les plus petits donateurs, avec 0,04 % de leur PNB. Le Japon a montré des signes de meilleure volonté, ayant au cours des dix dernières années, et à deux reprises, doublé son aide. Tokyo aurait mérité de figurer dans le troisième groupe. C'est seulement le désir de ne pas isoler les Etats-Unis qui a conduit à associer ces deux grandes puissances.

Comme le note un représentant de la délégation italienne, M. Virgilio Monaldi, le débat de ces derniers jours a essentiellement porté sur des critères quantitatifs (les fameux 0,15 %), sans précisions sur la qualité de l'aide et sur la nécessité de différencier les politiques économiques à suivre en fonction des pays concernés. Si les engagements pris en faveur de l'ouverture des PMA au commerce international sont intéressants, leur portée est limitée. A part quelques grands Etats, comme le Bangladesh, on peut douter de la capacité d'absorption de marchandises des pays pauvres de taille souvent modeste. En matière de dette, enfin, on pourrait assister à de nouveaux allègements des conditions de remboursement des créances multilatérales, tout en sachant que cette catégorie de dette ne peut être annnulée.

L'avancée la plus significative porte sur le suivi que les participants à la conférence se sont engagés à effectuer régulièrement. Ce contrôle aura pour effet, s'il est efficace, de souligner la responsabilité collective des pays du Nord face au tiers-monde. « *On ne peut retarder constamment la date de l'effort à entreprendre* », entendait-on vendredi au palais de l'Unesco. On s'amusait de voir la délégation française présider la conférence derrière le Bab el Salam, une « porte de la paix » en bois massif naguère offerte à l'Unesco par l'Irak.

ERIC FOTTORINO

(1) Conférence des nations unies sur le commerce et le développement.

Neue Zürcher Zeitung

17 September 1990

Drohende Marginalisierung der Vierten Welt

Unverbindliches Aktionsprogramm für die neunziger Jahre

Nach zweiwöchigen Beratungen im Schosse der Unctad ist am Wochenende in Paris ein Aktionsprogramm verabschiedet worden, welches im kommenden Jahrzehnt Armut und Not in der Vierten Welt ausradieren soll. Konkrete Hilfszusagen der Industrienationen scheiterten indessen an der Zurückhaltung vieler Entwicklungsländer bzw. deren Regierungen, sich unwiderruflich auf die Wahrung der Menschenrechte zu verpflichten.

bp. Paris, 15. September

In Paris ist am Wochenende die zweite Uno-Konferenz über die ärmsten unter den Entwicklungsländern mit der *Verabschiedung von zwei Dokumenten* zu Ende gegangen. Das erste stellt eine Art *politischen Manifests* dar und hat zum Ziel, auf knappem Raum die Grundsätze der Zusammenarbeit zwischen den rund 40 betroffenen Staaten und den wichtigsten westlichen Industrienationen darzulegen. Das zweite, weit umfangreichere skizziert ein *konkretes Aktionsprogramm* für das kommende Jahrzehnt und will in etwa 100 Paragraphen konkrete Schritte aufzeigen, wie die Lebensbedingungen in den ärmsten Regionen verbessert werden könnten. In der Sache blieben beide Texte allerdings *bis zuletzt umstritten*. Wichtigste Streitpunkte waren einerseits die Frage der *Menschenrechte*, die in zahlreichen Ländern der Dritten und Vierten Welt im argen liegen. Anderseits verlief auch die Suche nach konkreten *Erfüllungszielen* für das quantitative Volumen der Hilfeleistungen wenig erfolgreich und endete mit einem Kompromiss, der niemanden zu nichts verpflichtet. Ähnliches gilt für die Dossiers Handel und Verschuldung, wo man über allgemeine Formeln nicht hinauskam. Substanzlosigkeit dominierte schliesslich die Vielzahl artverwandter Themen, welche seit Jahren zum Pflichtstoff des Nord-Süd-Dialoges zählen. Vor diesem Hintergrund kann man sich nur schwer des Eindrucks erwehren, dass die Sache der Vierten Welt heute *wieder dort angelangt* ist, wo sie zu Beginn der Konferenzarbeiten vor 18 Monaten gestanden hatte.

Ein politisches Manifest

Die Schlussdeklaration, die auf einen französischen Entwurf zurückgeht, hält zunächst die *gemeinsame Verantwortung* aller Beteiligten für die Beseitigung von Armut und Not in der Vierten Welt fest. Den betroffenen Regierungen würde es obliegen, unter Mitwirkung der Bevölkerung *zielkonforme Rahmenbedingungen* zu setzten. Priorität wird in diesem Zusammenhang dem wirtschaftlichen Wachstum in einem Klima sozialer Verantwortung, der Förderung der menschlichen Ressourcen, dem Schutz der Umwelt, der ländlichen Entwicklung und dem Aufbau eines produktiven Sektors beigemessen. Aufgabe der Industriestaaten wäre es, Anstrengungen dieser Art *nach Kräften zu unterstützen*, wobei vor allem die zentrale Rolle der öffentlichen Finanzhilfe, die Verbesserung der Schuldenstrategie und eine engere Integration der unterentwickelten Länder in die globale Handelsordnung Erwähnung finden. Angesprochen sehen sich auch die regierungsfremden Organisationen, die explizit zur Mitarbeit aufgefordert werden. *Erfolgskontrollen* auf nationaler, regionaler und globaler Ebene sollen dafür sorgen, dass der Aktionsplan nach Massgabe der gefassten Beschlüsse in die Tat umgesetzt wird, wobei als verantwortliche Instanzen jene Organisationen regionaler, multilateraler und internationaler Art vorgesehen sind, welche diese Aufgabe schon heute massgeblich wahrnehmen.

Dürftige Substanz

Hauptanliegen der Vierten Welt war es gewesen, die Industriestaaten auf konkrete *Ziele für den Umfang der finanziellen Hilfeleistungen* zu verpflichten; solche waren schon 1981 im Rahmen der ersten Konferenz gesetzt worden, hatten sich in der Folge aber erwartungsgemäss als unrealistisch erwiesen. Aus diesem Grunde wählte man diesmal ein *flexibleres Vorgehen*. Den Gläubigern standen *vier Kategorien* zur Verfügung, in die sie ihre Hilfszusagen einbetten konnten. Es waren dies die Aufstockung der öffentlichen Finanzhilfe zugunsten der Vierten Welt auf 0,2% des Bruttosozialproduktes bis zum Jahr 2000, die Verdoppelung des gegenwärtigen Betrages oder die Bekräftigung des ursprünglichen Zieles von 0,15% mit einem Zeithorizont von fünf Jahren und schliesslich die Bereitstellung hinreichender Hilfe nach Massgabe der Bedürfnisse. Nicht überraschend verpflichteten sich die nordischen Staaten und Holland auf die Maximalvariante, während am anderen Ende die Vereinigten Staaten, Japan oder Neuseeland nichts von quantitativen Zielsetzungen wissen wollten. Auch die *Schweiz* legte sich nicht spezifisch fest, will aber das 0,15%-Ziel anstreben. Es wird sich weisen müssen, ob dem neuen Vorgehen mehr Erfolg beschieden sein wird als vor 10 Jahren; Voraussetzung dazu wäre nicht zuletzt, dass sich die *Absorbtionsfähigkeit* der Empfängerländer entsprechend verbessert.

Mit dem Stichwort Absorbtionsfähigkeit ist das zweite Thema angesprochen, welches das Verhandlungsklima prägte. Gemeint sind die *Rahmenbedingungen* für erfolgreiche Hilfeleistungen bzw. für die Produktivität der Hilfe. Darunter fällt nicht nur die Stärkung des privaten Sektors in den Ländern der Vierten Welt oder die Freisetzung der Marktkräfte, sondern ganz generell das weite Feld der individuellen Freiheiten, wie sie im Begriff der *Menschenrechte* enthalten sind. Während man auf seiten der Industrienationen – im Prinzip identisch mit dem Kreis der OECD-Mitglieder – die Respektierung dieser Grundrechte als *unerlässliche Erfolgsbedingung* für die nachhaltige Verbesserung des Lebensstandards bzw. für die Leistung finanzieller Hilfe betrachtet, findet dieses Prinzip in den Ländern der Dritten und Vierten Welt *geteilte Aufnahme;* zu viele unter ihnen müssten – würden sie es anerkennen – auf ausländische Hilfe verzichten. Aber selbst wenn – wie in Paris – am Ende eine *Kompromissformel* gefunden wurde, welche beiden Lagern das Einlenken ermöglichte, gibt es auf die Dauer keinen Weg, um den Wirkungsgrad ausländischer Hilfe in einem Klima innenpolitischer Repression und sozialer Ausbeutung zu heben.

Überholte Strukturen

Es sind verschiedene Ursachen, welche das mageré Ergebnis der jüngsten Uno-Konferenz erklären. Die eine ist im *Anstieg des Ölpreises* als Folge des irakischen Kraftaktes mit'all seinen Folgen für die Weltwirtschaft zu suchen, welche die *chronische Abhängigkeit* der Vierten Welt von westlicher Hilfe noch verstärkt. Eine weitere erklärt sich damit, dass für die traktandierten Dossiers in der Regel andere und zweifellos *kompetentere Organisationen* wie beispielsweise der Internationale Währungsfonds, die Weltbank, der Pariser Klub oder das Gatt zuständig und tatsächlich auch befasst sind. Die wichtigste Ursache jedoch dürfte der Umstand bilden, dass die traditionellen Denk- und Verhandlungsmuster im Schosse der Unctad nach dem Zusammenbruch der sozialistischen Ordnungen in Osteuropa ihre *Gültigkeit verloren* haben, ohne dass bisher neue und tragfähigere Strukturen an ihre Stelle getreten wären. Nicht überraschend war in den Couloirs denn auch die Frage zu hören, ob die Uhr der Unctad nicht langsam abgelaufen und die Zeit gekommen sei, die Interessewahrung der Vierten Welt *neuen oder anderen Institutionen* anzuvertrauen. Mit dem Ausgang der Pariser Konferenz ist die Gefahr nämlich keineswegs geringer geworden, dass die *Marginalisierung* der ärmsten unter den Entwicklungsländern im kommenden Jahrzehnt weiter voranschreitet.

Threatening Marginalization of the Fourth World

Unbinding A Programme of Action for the Nineties

Concrete promises of aid from industrial countries were not forthcoming because developing countries were not prepared to commit themselves to respecting human rights. The marginalization of the poorest of developing countries will continue in the forthcoming decade.

Introductory Note

On 14 September 1990, the international community unanimously adopted a comprehensive Programme of Action to spur the advancement of the 41 least developed countries (LDCs) - the weakest countries on earth, with a population of more than 400 million. This programme is the successful outcome of the **Second United Nations Conference on the Least Developed Countries**, which met for two weeks in Paris, and the culmination of more than two years of preparatory work carried out by the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) at the request of the UN General Assembly. In a final Declaration, the 150 States participating in the Conference pledged their political commitment to implement the measures contained in the Programme.

More than four hundred journalists were accredited to this major international event. This "press book" published in two volumes, is a sample of newspaper clippings on the Conference received by the UNCTAD secretariat. In addition, the event was covered by TV and radio correspondents. The United Nations Information Centres actively co-operated in keeping journalists informed world-wide.

The Conference was inaugurated on 3 September 1990 by François Mitterrand, President of the French Republic, and Javier Pérez de Cuéllar, Secretary-General of the United Nations . Seven other Heads of State or Government and seventy-eight ministers or deputy ministers addressed the Conference, which was presided over by Roland Dumas, Minister for Foreign Affairs of France.

In his press conference on the closing day of the Conference, the Secretary-General of UNCTAD, Kenneth K.S. Dadzie, who was also Secretary-General of the Conference, stated that the new Programme of Action is a qualitative step forward beyond the previous one adopted in 1981. It is more comprehensive, transparent and measurable. On official development assistance, the menu of pledges should result in higher commitments by donor countries than in the 1980s. The latter are also called upon to take substantial steps to help LDCs cope with their debt burden. As to national policies to be applied by the LDCs themselves, the new Programme emphasizes the strengthening of human capital and the development and modernization of the economic base of these countries. It also opens new perspectives towards respect for human rights, the need for democratization, the potential of women in development, entrepreneurship, the role of non-governmental organizations and the importance of environmental and demographic policies as fundamental factors in promoting development.

"The Programme is a comprehensive statement of strategy and policy", Mr. Dadzie stated in his address to the final plenary meeting. In his view, one noteworthy aspect of it is "its recognition that development centred on human welfare is much broader and more complex than a linear process of growth. The democratic and equitable participation of all social actors is essential. At the same time, it must not be forgotten that without economic growth in the least developed countries none of the other objectives of the Programme will be achieved".

Policy Development and Communication Service
UNCTAD
November 1990

The Programme of Action for the Least Developed Countries for the 1990s (A/CONF.147/Misc.9) can be obtained from the United Nations Documentation Section, New York or Geneva.

Printed at United Nations, Geneva
GE.90-56149–January 1991–2,500

UNCTAD/EDM/PDC/6